



L'heure est à l'investissement public mondial

Des leaders et des spécialistes repensent le
financement du développement durable

PLUS DE CINQUANTE ESSAIS PRÉSENTANT
LES CONTRIBUTIONS DE L'IPM

Mariana Mazzucato
Winnie Byanyima
Simon Reid-Henry
Michael Sheldrick
Rose Ngugi

Jayati Ghosh
Enrique Iglesias
Rathin Roy
Christoph Benn
Jonathan Glennie

Thomas Piketty
Saleemul Huq
Degan Ali
Alicia Yamin
Heba Aly

Y compris les contributions d'agences et de représentant·e-s de gouvernements

Le rapport “L’heure est à l’investissement public mondial : des leaders et des spécialistes repensent le financement du développement durable” est le fruit d’une collaboration entre les membres du Réseau d’Investissement Public Mondial (Global Public Investment Network ou GPIN), dirigée par Global Nation et Development Initiatives.



Citation suggérée : Global Public Investment Network, 2023, L’heure est à l’investissement public mondial : des leaders et des spécialistes repensent le financement du développement durable.

Le Réseau d’investissement public mondial – Global Public Investment Network – détient les droits d’auteur de ce rapport, tandis que les auteurs et les autrices individuel-le-s conservent les droits de leurs contributions et de leur collaboration respectives contenues dans ce rapport. Nous encourageons la diffusion de notre travail à condition qu’il soit dûment référencé. Bien que le GPIN ait fait tout son possible pour garantir l’exactitude des informations contenues dans ce rapport au moment de sa publication, nous n’assumons aucune responsabilité quant à l’exactitude des données ou aux conséquences de leur utilisation. Les opinions exprimées par les auteurs et les autrices invité-e-s leur appartiennent et ne reflètent pas nécessairement celles de GPIN.

Graphiste : Fernanda Rigali.

Responsable du concept et du rapport : Paty Alemañy, Global Nation.

Pour plus de détails sur le contenu de ce rapport, pour poser des questions ou pour partager vos commentaires, veuillez nous contacter par courrier électronique : Réseau d’investissement public mondial

Wanjiru Kanyiha, coordinatrice du Réseau GPIN wanjiru@globalpublicinvestment.net

- S’inscrire à la lettre d’information GPIN <https://globalpublicinvestment.net/get-involved/>
- Twitter : [@GlobalPubInvnt](https://twitter.com/GlobalPubInvnt)
- LinkedIn : [Global Public Investment Network](https://www.linkedin.com/company/global-public-investment-network/)
- Télécharger la version numérique disponible à l’adresse suivante : <https://globalpublicinvestment.net/allresources/>

L'heure est à l'investissement public mondial

Des leaders et des spécialistes repensent le
financement du développement durable

Septembre 2023



“ Nous ne pouvons pas nous contenter de continuer à faire la même chose et espérer un résultat différent.

Paula Narváez

Ambassadrice et représentante permanente du Chili auprès des Nations unies



“ Notre gouvernement cherche à adopter une approche plus complète et plus équilibrée de la Coopération Internationale au Développement.

Eleonora Betancur González

Directrice de l'Agence présidentielle pour la coopération internationale de Colombie

“ Un nouveau système visant à résoudre des problèmes véritablement communs doit être basé sur des relations équitables entre les pays.

Bård Vegar Solhjell

Directeur général, Norad

Nikolai Hegertun

Conseiller principal, Norad





“L’IPM place le bien commun mondial au cœur des finances publiques internationales.

Mariana Mazzucato

Professeure à l’University College London et coprésidente de la Commission mondiale sur l’économie de l’eau (Global Commission on the Economics of Water)

“L’IPM offre à la communauté internationale une autre façon de faire face aux crises et d’agir.

Winnie Byanyima

Directrice exécutive de l’ONUSIDA et secrétaire générale adjointe des Nations unies



“Cela n’a aucun sens de considérer les institutions politiques et économiques dont nous disposons aujourd’hui comme le point final du développement humain.

Thomas Piketty

Professeur à l’EHESS et à l’Ecole d’économie de Paris

Simon Reid-Henry

Professeur de recherche à l’Institut de recherche sur la paix d’Oslo et directeur exécutif de Public Interest



“Tous les dollars ne se valent pas. Ce n’est pas simplement une question de quantité, mais aussi de nature et de qualité de l’argent, qui revêtent une importance tout aussi cruciale.

Jayati Ghosh

Professeure d’économie à l’université du Massachusetts à Amherst et coprésidente de la Commission indépendante sur la réforme de la fiscalité internationale des entreprises (ICRICT)

Jonathan Glennie

Co-fondateur de Global Nation, auteur de “The Future of Aid : Global Public Investment”



Le système financier mondial **est dépassé**

Ce système souffre des séquelles du colonialisme et n'est pas prêt à relever les défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui.

Qu'est-ce qui doit être corrigé ?

L'engagement des ODD visant à relever les défis mondiaux communs tels que la crise climatique **ne peut être satisfait par l'APD.**

Les contributions **proviennent d'un petit groupe de donateurs** et sont souvent basées sur leurs propres priorités nationales.

L'absence de représentation significative se traduit par une **prise de décision médiocre et un impact moins important.**

L'Investissement Public Mondial (IPM)



de l'APD bilatérale moyenne consacrée à la fourniture de biens publics mondiaux par les membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE (2017-2021)



de l'APD provenait de seulement 8 bailleurs en 2022.

Nous avons besoin d'une nouvelle approche

Une approche qui garantit des quantités suffisantes de financement public et qui permet de rééquilibrer les dynamiques injustes de pouvoir.

Comment l'IPM peut-il aider ?

L'IPM signifierait que tous les pays engagent des fonds selon une **formule de contribution équitable**, basée sur la capacité et la responsabilité du pays.

L'IPM impliquerait une structure **décisionnelle plus représentative**, incluant la société civile, ce qui renforcerait la légitimité et l'efficacité d'une telle structure.

L'approche inclusive fondée sur l'IPM fournira **les investissements fiables et à long terme** dont nous avons besoin pour répondre aux ambitions mondiales communes sans surcharger l'APD.

Un nouveau système permettant de débloquer des fonds plus importants et de meilleure qualité pour atteindre nos objectifs communs sur la base des principes suivants : "tous (les pays) contribuent, tous décident, tous bénéficient."



La plupart des pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes contribuent déjà à des initiatives mondiales.

2,4 trillions de dollars

Sans un changement d'approche, nous ne pouvons espérer financer les quelque 2 400 milliards de dollars nécessaires chaque année pour atteindre les ODD.



01 L'heure est à l'investissement public mondial

L'heure est à l'investissement public mondial	8
Un processus de co-création	10
Recommandations du groupe de travail d'expert-e-s	11
Les trois principes de l'investissement public mondial	12
Pourquoi "l'Investissement public mondial" ?	13
Paula Narváez , Chili.....	14
Eleonora Betancur González , Colombie	16
Bård Vegar Solhjell & Nikolai Hegertun , Norad.....	18

02 Débloquer le financement mondial

Débloquer le financement mondial	20	Rathin Roy , Dépasser les contraintes des frontières nationales.....	30
Jayati Ghosh & Jonathan Glennie , Les fonds publics internationaux ne peuvent pas être remplacés par des fonds privés	22	Heba Aly , L'IPM est un modèle d'entraide.....	31
Mariana Mazzucato , Placer le bien commun au coeur de la transformation économique.....	24	Degan Ali , Décoloniser le système d'aide défaillant.....	32
Winnie Byanyima , L'IPM à l'ère de l'inégalité	26	Paul Ladd , Financement d'un programme de développement universel	33
Enrique V. Iglesias , L'IPM est une évolution importante pour les Nations unies.....	27	Arsene Brice Bado , Une question de dignité et de responsabilité	34
Thomas Piketty & Simon Reid-Henry , L'IPM et l'impôt mondial sur la fortune	28	Mike Podmore , L'IPM, c'est une meilleure gouvernance et plus d'impact.....	35

03 Une solution politiquement attrayante

Une solution politiquement attrayante	36	Milindo Chakrabarti , L'IPM complète la coopération Sud-Sud	45
Rose Ngugi , L'approche de l'IPM est pleine de promesses pour l'Afrique	38	Andrea Ordóñez , L'IPM pour une région à revenu intermédiaire	46
Danny Gotto , L'IPM pour la réduction de la pauvreté en Afrique	39	Carolina Cosse , Intégration régionale et gouvernance locale	47
Mengistu Ketema , Renverser la logique du financement du développement en Afrique	40	Andrea Vignolo , IPM pour l'Amérique latine et les Caraïbes	48
Peter Quartey & Aba Crensil , Que pourrait signifier l'IPM pour des pays comme le Ghana ?	41	Andre de Mello e Souza , Le Brésil devrait être à l'avant-garde de la promotion de l'IPM.....	49
Vitalice Meja , Nous avons besoin d'une nouvelle convention sur l'aide au développement.....	42	Adolf Kloeke-Lesch & Heiner Janus , Pourquoi l'UE doit-elle adopter l'IPM ?	50
Adelina Kamal , L'IPM soutient la réponse aux crises dans la région de l'ANASE.....	43	Nick Dearden , Un défi posé aux discours ancrés des pays riches.....	52
Anthea Mulakala , L'IPM et l'Asie-Pacifique	44	Chris Collins , L'IPM en Amérique du Nord	53

04 L'IPM en action

L'IPM en action	54	Eloise Todd , Se préparer à la prochaine pandémie	65
Saleemul Huq & Mizan Khan , L'IPM pour les pertes et dommages climatiques	56	Harpinder Collacott , Une évolution dans le secteur humanitaire	66
Jean-Paul Adam , IPM pour la résilience climatique.....	57	Hibak Kalfan , Localiser l'IPM dans le paysage du financement de l'aide humanitaire	67
Gail Hurley , L'IPM et la protection des océans	58	Cecilia Alemany , Les arguments en faveur d'un investissement public mondial au sein des organisations dédiées aux soins.....	68
Yared Tsegay , Le monde a besoin de l'IPM pour faire face à la spirale des coûts.....	59	Gunnel Axelsson Nycander , L'IPM pour une protection sociale universelle	69
Solange Baptiste , L'IPM renforce l'expertise communautaire en matière de santé	60		
Mohga Kamal-Yanni , Financer l'innovation et l'accès aux produits médicaux.....	62		
Christoph Benn , Appliquer les principes de l'IPM aux fonds de santé mondiaux	64		

05 L'impulsion donnée à l'IPM

L'impulsion donnée à l'IPM	70	Paty Alemañy , Mouvements de la jeunesse pour l'IPM.....	79
Lysa John , Un investissement dans la distribution de l'énergie et la prise de décision.....	72	Luca De Fraia , Qui donc est véritablement responsable ?....	80
Michael Sheldrick , L'opinion publique mondiale doit saisir l'occasion	74	Lena Bheeroo , S'attaquer à l'héritage du colonialisme.....	81
Stephen Chacha & Martha Bekele , Promouvoir le leadership africain dans la co-création de l'IPM.....	75	Martin Drewry , Il est temps de changer de discours	82
Alicia Ely Yamin & Joel Curtain , L'initiative IPM permettrait d'assurer le respect des droits humains.....	76	Nana Afadzinu , Rien sur nous sans nous	83
Patrick Watt , Le secteur de l'aide au développement est à bout de souffle	78	David McNair , Le contexte est propice à la mise en place du l'IPM	84

Remerciements	86
----------------------------	----

L'heure est à l'investissement public mondial

Alors que les leaders, les spécialistes et les militant·e·s du monde entier tentent de débloquent le goulot d'étranglement financier et de concentrer l'argent sur nos nombreux défis mondiaux, nous sommes de plus en plus nombreuses et nombreux à être convaincu·e·s d'une chose : l'heure est à l'investissement public mondial.

Oui, nous devons mobiliser des fonds domestiques et, oui, les financements privés doivent jouer un rôle majeur. Mais ce n'est pas le moment de relâcher nos efforts au niveau mondial. Nous devons continuer à collecter et à dépenser plus d'argent public pour réaliser des objectifs publics, et à le faire d'une façon plus efficace et plus responsable que ce que nous avons fait jusqu'à présent. Nous attendons une nouvelle façon de financer les défis mondiaux depuis longtemps, qu'il s'agisse d'équité en matière de santé, de sécurité alimentaire, de crise climatique ou de justice fiscale et de justice en matière de dette publique.

Pour cela, plus de cinquante leaders, penseurs, penseuses, acteurs et actrices clés du monde entier, représentant tous les continents, tous les thèmes et tous les secteurs, ont été invité·e·s pour expliquer ce que l'IPM signifie pour elles, pour eux, et pour partager la façon dont ils et elles pensent que les principes de l'IPM, à savoir **“tous (les pays) contribuent, tous bénéficient, tous décident”**, permettraient de débloquent des fonds pour résoudre nos problèmes mondiaux.

Ce sont aussi bien des économistes de renom tel·le·s que Mariana Mazzucato, Thomas Piketty et Jayati Ghosh, que des agences gouvernementales issues du Chili, de la Colombie, de la Norvège. Aussi bien des leaders du climat comme Saleemul Huq que des leaders de la santé comme Winnie Byanyima. Aussi bien des groupes de réflexion issus d'Afrique, d'Europe, d'Asie et d'Amérique latine que des militant·e·s internationaux·ales et des ONG locales.



Au cours des dernières années, l'investissement public mondial est passé d'une proposition de transformation que beaucoup jugeaient impossible, à un **plan stratégique** que la plupart considèrent aujourd'hui comme **nécessaire et réalisable**. Il est temps d'en faire une réalité.

Cette collection d'articles présente des points de vue ancrés dans des valeurs à propos du potentiel de l'IPM en matière de décolonisation et d'équité, de reconstruction du multilatéralisme, de solidarité et de confiance internationales, et de respect des principes des droits humains. Cette collection présente des arguments pratiques concernant le potentiel de l'IPM pour renforcer la résilience climatique, améliorer la réponse aux crises humanitaires et renforcer la protection sociale et

les systèmes de santé. Ces articles démontrent également que toutes les régions du monde ont des raisons d'adopter une approche fondée sur l'IPM.

Ceci constitue un appel convaincant au ralliement pour que le monde s'unisse autour de cette réorganisation audacieuse mais réalisable de l'infrastructure financière mondiale. L'IPM doit devenir, aux yeux de ces expert·e·s et de beaucoup d'autres, un élément crucial du financement dont nous avons besoin pour tenir la promesse des objectifs de développement durable.

La proposition de l'IPM repose sur un processus collaboratif de co-création qui tire parti d'un nombre croissant de consultations (nationales, mondiales, sectorielles). Au cours des prochains mois et des prochaines années, notre réseau IPM d'organisations et d'expert·e·s veillera à ce que la proposition de l'IPM entre en résonnance avec d'autres mouvements pour le changement, en prenant des mesures concrètes et en créant une dynamique pour un changement transformationnel de l'architecture financière mondiale.





Un processus de co-création

Depuis quelques années, des expert·e·s et des praticien·ne·s du monde entier travaillent à l'élaboration du concept d'Investissement Public Mondial (IPM), en s'appuyant sur une longue tradition consistant à critiquer la gouvernance mondiale actuelle et des approches traditionnelles fondées sur l'aide pour financer nos objectifs mondiaux communs. La co-création est au cœur de l'approche de l'IPM, et cet élan accru en faveur de l'IPM est lié à la manière inclusive dont il est construit, qui garantit à la fois sa légitimité et sa pertinence, depuis la définition du problème jusqu'à l'élaboration de la solution.

Première proposition consolidée

En septembre 2019, après une série de documents, d'ateliers et de retraites, la première proposition consolidée de l'IPM a été présentée durant la semaine de l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York.

Groupe de Travail d'Expert·e·s

L'année suivante, alors que la pandémie de COVID-19 nous poussait à revoir en profondeur notre façon de coopérer pour construire un monde meilleur, un groupe pluridisciplinaire composé de praticien·ne·s de renom en politique du développement, de conseiller·ère·s gouvernementaux·ales et d'universitaires s'est réuni pour former un groupe de travail d'expert·e·s (GTE) visant à approfondir la conceptualisation et le développement d'idées relatives à l'IPM. Son objectif était d'élaborer une proposition à la fois réalisable d'un point de vue technique, et attrayante d'un point de vue politique.

Consultation mondiale

En juillet 2021, le GTE a publié un rapport sur ses progrès. Ce rapport a été le point de départ d'une consultation mondiale de six mois à laquelle ont participé des centaines de personnes et d'organisations de tous les secteurs du développement et de toutes les régions. Il existe plusieurs groupes importants qui se penchent sur les finances internationales, mais cette consultation est unique en son genre, car elle ancre le travail du GTE dans les perspectives issues du terrain tout en bénéficiant d'une expertise technique et d'une compréhension géopolitique approfondies.

Recommandations

En juillet 2022, le GTE a publié une série de recommandations basées sur les résultats de la consultation mondiale ainsi que sur ses propres délibérations (ci-contre). La même année, les membres du GTE ont créé le réseau IPM, un espace permettant aux organisations et aux individus de poursuivre la co-création de l'Investissement Public Mondial.



Recommandations du groupe de travail d'expert·e·s

Le groupe de travail d'expert·e·s sur l'IPM a formulé les recommandations suivantes en 2022, à l'issue d'une consultation mondiale, et la dynamique qui les sous-tend gagne en importance.

1 Les financements et initiatives mondiaux devraient suivre les principes de l'IPM

En définitive, la mise en place et la gestion efficace de l'IPM nécessitent un accord majeur entre les pays. Toutefois, les fonds pionniers et les organisations multilatérales peuvent introduire les principes de l'IPM dans leur travail.

2 Les gouvernements devraient créer des lignes budgétaires pour l'IPM

Compte tenu du potentiel de transformation des finances publiques mondiales, les gouvernements pionniers devraient introduire des lignes budgétaires relatives à l'IPM et commencer à les financer.

3 Le secteur de la santé mondiale devrait adopter les principes de l'IPM

L'IPM devrait être au cœur des efforts actuels visant à préparer le monde à la prochaine pandémie et à renforcer les systèmes de santé et les systèmes communautaires.

4 Les efforts pour relancer le financement climatique doivent intégrer l'IPM

Un modèle IPM intégrerait la redistribution mondiale dans le système de financement du climat et s'appuierait sur le principe des responsabilités communes mais différenciées.

5 L'investissement public régional est nécessaire pour compléter l'IPM

Les institutions régionales concernées devraient faire évoluer les mécanismes actuels vers un modèle d'investissement public régional (IPR) dans le cadre d'une évolution mondiale vers l'IPM.

6 La campagne en faveur de l'IPM devrait être liée à d'autres campagnes

Le réseau de l'IPM devrait s'associer à d'autres réseaux, mouvements sociaux et coalitions afin d'apporter une valeur ajoutée aux travaux existants.

7 Construire un réseau IPM inclusif

Afin de créer un mouvement en faveur de l'adoption des principes IPM, il sera nécessaire de mettre en place un réseau de coordination diversifié et efficace.

8 Participer aux principaux processus de l'ONU pour faire avancer l'agenda 2030.

Les principaux processus sont le financement du développement par les Nations unies, Notre Programme commun et le Sommet de l'avenir, la COP28, les réunions du G20 et d'autres conférences des Nations unies.

Les trois principes de l'investissement public mondial

L'IPM reflète une **approche mutuelle** pour relever les défis mondiaux. Finies les prises de décision descendantes, finis les récits condescendants entre bailleurs et bénéficiaires. **Il est temps que tous les pays travaillent ensemble : tous les pays contribuent, tous décident, tous bénéficient.**

Tous contribuent

L'IPM s'appuie sur le principe d'universalité des ODD et remet en question la dichotomie donateur-bénéficiaire de l'aide traditionnelle, en plaidant pour une responsabilité partagée à l'égard du développement mondial. Les contributions initiales des pays seraient complétées par des sources internationales telles que des taxes transnationales, un impôt sur la fortune, des droits de tirage spéciaux, des annulations de dettes et éventuellement le financement d'obligations.

Tous décident

Les contributions universelles renforcent les demandes des pays du Sud pour qu'ils aient une voix plus forte dans la prise de décision. L'IPM proposerait une structure plus inclusive, impliquant la société civile, ce qui accroîtrait la légitimité et l'efficacité dans l'identification des priorités et des stratégies d'investissement, ainsi qu'une meilleure redevabilité.

Tous bénéficient

Les fonds de l'IPM seraient canalisés vers des objectifs mondiaux convenus au niveau international – tels que la stabilité climatique et la prévention et la préparation aux pandémies. Ils seraient également alloués aux niveaux régional et national, en particulier lorsque l'amélioration des biens publics, des services et des infrastructures au niveau national contribue à obtenir d'autres avantages.



Pourquoi “l’Investissement public mondial” ?

Pourquoi l’expression “Investissement public mondial” ? Pourquoi ces trois mots ? Ils désignent les trois composantes essentielles nécessaires pour répondre au besoin d’une **forme de financement international allant au-delà de l’APD** et des autres mécanismes actuels.

Investissement

Nous devons considérer ce système comme un **investissement** transformateur destiné à produire des bénéfices sociaux, économiques et environnementaux. Par exemple, l’IPM pourrait développer des infrastructures sociales et assurer la fourniture de biens et services publics mondiaux et régionaux complexes qui, autrement, ne seraient pas adéquatement fournis si la responsabilité incombait uniquement aux nations et aux acteurs privés.

Public

Le nouveau système doit être construit avec de l’argent **public**, car il doit répondre aux priorités publiques, être tenu responsable par le **public** et être orienté vers les biens, les services et les infrastructures **publics**. Les financements privés ne peuvent pas se substituer aux finances ni aux dépenses **publiques, qui sont uniques** (bien que plus de financements privés soit également nécessaires).

Mondial

Le nouveau système doit être véritablement **mondial**, multidirectionnel et interconnecté, tous les pays y contribuant, tous en bénéficiant et tous ayant leur mot à dire dans les décisions qui sont prises. Il doit répondre aux défis mondiaux considérables auxquels nous sommes confrontés au XXI^e siècle et aux possibilités qui s’offrent à nous de rendre le monde meilleur.



Chili



Paula Narváez

**Ambassadrice et représentante
permanente du Chili auprès des
Nations unies**

“
*Nous ne pouvons pas nous
contenter de continuer à faire
la même chose et espérer un
résultat différent.*”

Alors que le pire de la pandémie de COVID-19 semble être passé, le monde est encore sous le choc de son impact. Comme le déclare le [Secrétaire général des Nations unies](#), “à mi-chemin de l'échéance de l'Agenda 2030, nous laissons plus de la moitié du monde à la traîne. Les progrès sur plus de 50 % des cibles des ODD sont faibles et insuffisants ; sur 30 %, ils sont au point mort ou ont fait marche arrière. Il s'agit notamment d'objectifs clés concernant la pauvreté, la faim et le climat. Si nous n'agissons pas maintenant, l'Agenda 2030 pourrait devenir l'épitaphe d'un monde qui aurait pu être.”

En outre, les séries de chocs ayant impacté les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont engendré non seulement une véritable crise du développement dans la région, mais aussi une faible croissance au cours de la décennie 2014-2023, ce qui, ajouté au reste, a compromis la réalisation d'un grand nombre d'ODD.

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes estime que seuls 25 % des objectifs pour lesquels des informations sont disponibles semblent en voie d'être atteints d'ici 2030. On estime que 48 % d'entre eux évoluent dans la bonne direction, bien que trop lentement, tandis que les 27 % restants régressent.

Il est urgent et vital de mettre en œuvre des politiques et mesures pour inverser les tendances négatives. La réponse doit être à la hauteur du défi. Le niveau de financement nécessaire pour atteindre nos objectifs mondiaux ambitieux n'a pas été atteint et nous ne pouvons pas continuer à faire la même chose en espérant un résultat différent.

De nombreux types de financement sont nécessaires pour soutenir les ODD et investir dans nos biens communs mondiaux - nous devons faire preuve de créativité et d'ambition. L'augmentation significative des financements publics sera cruciale pour tout cela. Et cet argent ne peut pas être géré comme nous l'avons fait au siècle dernier. Au XXI^e siècle, la gouvernance doit être représentative et efficace. En particulier, le rôle des Nations unies dans la définition des priorités et la supervision des décisions doit être central.

Le monde a besoin d'un système cohérent, ambitieux et efficace de finances publiques internationales pour répondre aux multiples défis auxquels il est confronté en 2023 et au-delà. Nous devons travailler à la mise en place d'une architecture plus juste et plus efficace, qui permette de fournir davantage d'argent de la bonne manière, de façon continue et plus prévisible.

En tant que pays à revenu intermédiaire, conscient du manque de financements structurés pour atteindre les objectifs mondiaux au-delà du mécanisme limité de l'APD, le Chili soutient le développement de l'Investissement Public Mondial.

Cette approche vise à réfléchir à la manière dont l'architecture financière doit évoluer aux niveaux régional et mondial pour répondre de manière appropriée à nos multiples défis.

Colombie



Eleonora Betancur González

Directrice de l'Agence présidentielle pour la
coopération internationale de Colombie

“
*Notre gouvernement est
tout à fait d'accord avec
l'approche de l'Investissement
Public Mondial en matière de
coopération internationale au
développement.*

Au cours de la dernière décennie, la Colombie a démontré son engagement en faveur du développement durable et de l'action climatique. Après les difficultés rencontrées avec les objectifs du Millénaire pour le développement, la communauté mondiale s'est trouvée confrontée à la nécessité de consolider un nouvel agenda mondial pour le développement durable. Grâce à des négociations pleines de tact et à une diplomatie multilatérale habile, nous sommes parvenus en 2015 à un programme mondial complet promouvant 17 objectifs de développement durable. En respectant cet agenda, nous pourrions éliminer l'extrême pauvreté, garantir la sécurité alimentaire, des soins de santé de qualité et une éducation universelle, et protéger la planète.

Alors que nous arrivons à mi-parcours de l'Agenda 2030, nous devons accélérer sa mise en œuvre, tout en commençant à réfléchir à la suite. La Colombie est à nouveau à la tête de nouvelles stratégies mondiales pour la résolution des conflits, la production industrielle verte, le financement du climat et la protection de l'environnement. La Colombie possède deux océans, plus de 50 rivières, trois chaînes de montagnes, des réserves considérables d'hydrocarbures, de minéraux stratégiques et de terres rares, et est le deuxième pays le plus riche en biodiversité au monde.

La protection de ses actifs et capacités biologiques sera à la base de notre sécurité nationale et de notre croissance économique, et pourrait également faire partie d'une solution plus large aux crises mondiales. La préservation de notre propre bien-être ainsi que celui de notre planète constitue un impératif mondial partagé, nécessitant des approches novatrices en matière de développement durable, notamment en partant de la base, avec la direction des communautés locales. La Colombie est en pleine transition pour se détacher du modèle de développement du 20^e siècle qui promouvait la "croissance" comme réponse aux défis politiques, économiques et sociaux du développement. Notre gouvernement recherche une approche plus globale et plus équilibrée de la coopération internationale au développement, une approche

qui s'affranchit des barrières "Nord-Sud" et qui exploite, au profit du monde entier, les formidables ressources naturelles dont nous disposons.

La Colombie a donné la priorité à ses relations avec les pays voisins qui partagent le biome amazonien, le bien le plus important et le plus précieux de notre patrimoine mondial. En août 2023, l'Organisation du traité de coopération amazonienne (OTCA) a réuni huit présidents à Belém do Pará, au Brésil. Les ministres des Affaires étrangères et de la protection de l'environnement se sont réunis un mois auparavant à Leticia, en Colombie. Ils ont convenu de créer de nouveaux mécanismes financiers susceptibles de contribuer à la protection de nos ressources naturelles communes sans s'endetter davantage. (D'autres engagements importants ont été pris, notamment la promotion de programmes de justice environnementale multipartites, la recherche et l'éducation dans le domaine des sciences de la vie, la coordination de la planification urbaine et des stratégies de reforestation entre les autorités internationales, nationales et locales).

Le président colombien n'a cessé de promouvoir des réformes de l'architecture financière internationale, en vue d'un système plus juste et plus participatif, dans lequel la Colombie et d'autres pays du Sud riches en biodiversité ne sont plus censés s'endetter davantage alors qu'ils contribuent à l'action climatique et à la préservation des écosystèmes dont l'humanité a si cruellement besoin.

Dans l'ensemble, les réformes proposées considèrent le financement mondial du développement durable comme un bien public. En ce sens, notre gouvernement est tout à fait en phase avec l'approche de l'Investissement Public Mondial en matière de coopération au développement et de financement international.

Norvège



**Nikolai
Hegertun**

Conseiller principal,
NORAD



**Bård Vegar
Solhjell**

Directeur général, NORAD

“
*Un nouveau système visant
à résoudre des problèmes
véritablement communs
doit être basé sur des
relations équitables entre
les pays.*

Le monde ne progresse pas vers les objectifs de développement durable (ODD), il régresse. Bien que le discours sur le financement du développement international soit truffé de mots tels que “augmenter”, “mobiliser” et “stimuler”, la série de chocs auxquels le monde est actuellement confronté n’a fait qu’accroître l’écart entre les besoins et les fonds disponibles.

Nous assistons à une fragmentation géopolitique et géoéconomique qui érode réellement notre réponse dans des domaines multilatéraux communs. Plus profondément, [le rapport du PNUD sur le développement humain](#) met en garde contre la détresse collective et la montée des inquiétudes concernant l’avenir et notre capacité commune à faire face à des menaces existentielles telles que la crise climatique. En bref, notre architecture internationale actuelle ne répond pas correctement au problème d’action collective auquel le monde est confronté.

Parallèlement, l’aide au développement, aussi appelée aide internationale ou aide publique au développement (APD), [est de plus en plus souvent consacrée](#) à la résolution de problèmes qui ne touchent pas uniquement les pays pauvres. Il s’agit de questions transfrontalières, notamment le [changement climatique, la biodiversité, la propriété des océans, la préparation aux pandémies, la paix et la sécurité](#). Le plus inquiétant est peut-être le fait que [l’on consacre plus](#) d’APD à l’hébergement des réfugié·e·s dans les pays riches qu’à l’aide humanitaire.

Un [rapport](#) récent d’une commission d’expert·e·s indépendant·e·s norvégien·ne·s reconnaît que nous sommes entré·e·s dans une ère complètement nouvelle en termes de développement. À une époque où les crises mondiales convergent, nous devons investir beaucoup plus dans notre avenir commun, tout en préservant l’APD pour les plus vulnérables. Nous avons dépassé l’ère de “Live Aid” et de la simple générosité : les fondements du développement sont en jeu, nécessitant désormais des investissements bien plus importants pour

y faire face efficacement. Même s’il ne s’agit pas d’une politique officielle de la Norvège, elle a été bien accueillie et a suscité un débat.

L’investissement public mondial est ce qui se rapproche le plus d’une vision nouvelle et partagée pour une transformation universelle et durable de l’architecture du développement international.

Un nouveau système axé sur la résolution de problèmes véritablement communs doit être fondé sur des relations équitables entre les pays. Le principe de “tous décident” est audacieux, mais promet un engagement accru et une base plus large pour le financement du développement.

La mise en œuvre d’une idée aussi transformatrice prendra du temps, mais l’IPM a ouvert le débat et doit être lié aux réflexions en cours dans les pays concernant une nouvelle modalité de développement pour l’ère post-ODD.

Débloquer le financement mondial

Notre monde va mal. Le [rapport sur les objectifs de développement durable de 2023](#) annonce que seuls **12 % des objectifs des ODD sont sur la bonne voie**, et que les dettes s'accumulent tant dans les pays riches que dans les pays pauvres. Pendant ce temps, **les tensions entre les grandes puissances persistent** et la désunion entre les pays du Sud et du Nord fait planer des doutes sur l'avenir du multilatéralisme.

Bien que les estimations du montant des fonds nécessaires pour répondre aux crises actuelles et aider à prévenir les crises futures varient en fonction de la méthodologie et de l'objectif, elles s'accordent toutes sur l'ampleur considérable du déficit financier à combler si le monde veut avoir une chance d'inverser cette dangereuse direction et de prospérer au XXI^e siècle. Le déficit se chiffre non pas en milliards mais en milliers de milliards.

- [Le groupe d'expert·e·s indépendant·e·s de haut niveau sur le financement du climat](#) a conclu en 2022 qu'un peu plus de 1 000 milliards de dollars américains seront nécessaires d'ici 2025 pour répondre aux besoins de financement du climat de la planète, et que 2 400 milliards de dollars de ressources supplémentaires devront être mobilisés d'ici 2030.
- Selon le récent rapport du [Conseil consultatif de haut niveau sur un multilatéralisme efficace](#), le déficit de financement des objectifs de développement durable se situe actuellement entre 3,9 et 7 000 milliards de dollars par an.

Ce montant presque incommensurable, nécessaire pour que notre monde progresse de manière durable, et l'incapacité des pays à se montrer à la hauteur de la situation, pourraient nous plonger dans le désespoir. Mais cela devrait nous inciter à agir. Ce qui est tout à fait clair, c'est qu'il ne s'agit pas d'un changement à la marge, mais bien d'un remaniement total de la finance mondiale. C'est dans ce contexte que nous constatons un élan croissant en faveur de l'IPM et la reconnaissance du fait que ses principes font partie de la solution au défi du financement public international.



Le monde doit passer d'une réponse ad hoc aux crises à une **approche structurée**, en allouant des fonds publics internationaux à investir là où les déficits sont les plus importants.

Les approches traditionnelles de financement multilatéral ont eu du mal à adapter leur conception et leurs mandats, vieux de plusieurs décennies, aux complexités du 21ème siècle.

- La reconstitution de fonds mondiaux importants suit le modèle traditionnel de demande de financement tous les deux ans, mais sans formule, responsabilité ou prévisibilité.
- Les réformes proposées pour le système d'APD (telles que la localisation) sont bienvenues mais manquent de profondeur.

Ainsi, les défis mondiaux qui définiront ce siècle n'ont pas, à l'heure actuelle, d'accords mondiaux coordonnés pour garantir leur financement adéquat. Les résultats, ce sont des profiteuse-s - aussi appelé-e-s passager-ère-s clandestin-e-s - qui bénéficient des biens publics sans y contribuer, et une sous-production de biens publics mondiaux essentiels.

Le monde doit passer d'une réponse ponctuelle aux crises à une approche structurée, en allouant des fonds publics internationaux là où les déficits sont les plus importants. Ni l'APD ni les initiatives privées actuelles ne répondent à cet objectif. Un nouveau dispositif est nécessaire.

Il est désormais largement reconnu que la gouvernance des finances multilatérales doit être plus inclusive. Les pays à tous les niveaux de revenus doivent participer à la création d'un nouveau dispositif de financement mondial, qui reconnaisse leur voix et modernise les processus de redevabilité. C'est cette lacune critique que l'IPM comblera. En lieu et place du financement insuffisant et inefficace d'aujourd'hui (qui répond principalement aux principes de l'ordre politique mondial du siècle dernier), l'IPM propose un système mieux géré d'allocations fiscales, une nouvelle façon de financer nos objectifs mondiaux.





Jayati Ghosh

Professeure d'économie à l'université du Massachusetts à Amherst et coprésidente de la Commission indépendante sur la réforme de la fiscalité internationale des entreprises (ICRICT)



Jonathan Glennie

Cofondateur de Global Nation, auteur de "The Future of Aid : L'investissement public mondial"

Les fonds publics internationaux ne peuvent pas être remplacés par des fonds privés

Tout le monde semble désormais reconnaître que les défis urgents et complexes auxquels le monde est confronté aujourd'hui nécessitent une coopération internationale et beaucoup plus de moyens financiers. Nous avons besoin non pas de milliards, mais de trillions de dollars pour surmonter les menaces qui pèsent sur notre survie et notre bien-être, et pour construire le monde que nous voulons. Mais l'ampleur de ces besoins a été utilisée pour réduire l'importance accordée aux dépenses publiques. L'argument avancé est que les ressources publiques pour les problématiques internationales sont rares et inadéquates, ce qui justifierait que le financement privé – qui est déjà beaucoup plus important en volume – soit la force motrice du développement et de la lutte contre le changement climatique.

Cette analyse simpliste doit être revue. Il est évident que toutes les sources de financement – des impôts nationaux aux fonds philanthropiques, en passant par le financement privé – doivent être maximisées si le monde veut s'approcher de la réalisation des ODD. [Les actifs financiers détenus par les sociétés financières](#) s'élevaient à eux seuls plus de 500 000 milliards de dollars en 2020 ; un montant équivalent était détenu par les ménages, les gouvernements et les sociétés non financières. Réorienter ne serait-ce qu'une petite partie de ces ressources vers des objectifs de développement durable pourrait avoir un impact énorme.

Mais une erreur de logique semble s'être installée. Ce n'est pas parce que d'autres sources de financement sont de plus en plus importantes que les finances publiques internationales perdent toute

importance. En fait, le rôle des finances publiques internationales reste non seulement essentiel, mais surtout irremplaçable.

Tous les dollars ne se valent pas. L'argent privé ne peut pas simplement remplacer l'argent public comme certain·e·s semblent l'espérer. Ce n'est pas seulement la quantité d'argent qui compte ; le type et la qualité de l'argent sont tout aussi importants.

L'investissement privé (à l'exception des initiatives à but non lucratif) est essentiellement conçu pour maximiser les rendements monétaires : c'est son objectif et cela détermine son orientation. Pourtant, il existe de nombreuses voies d'investissement essentielles qui ne sont pas susceptibles de produire beaucoup – voire rien du tout – en termes de bénéfices monétaires. C'est le cas de la plupart des biens publics (comme l'éclairage public ou les interventions de santé publique) et des biens d'intérêt général (comme l'éducation), qui ont tous deux tendances à avoir des "externalités" positives importantes qui profitent davantage à la société qu'à un investisseur ou à un bénéficiaire individuel.

Une très grande partie des investissements nécessaires à la réalisation des ODD relève de l'une de ces deux catégories. Cela signifie que les gouvernements doivent dépenser pour garantir ces investissements, soit directement, soit en orientant les investissements basés sur le marché par le biais d'incitations ou de réglementations. Dans de nombreux cas, il est plus efficace et plus rentable pour les gouvernements d'agir directement par le biais d'investissements publics.

Les différences entre l'argent public et l'argent privé sont généralement bien comprises au niveau national. Personne ne soutiendrait que dans un pays, l'argent public est interchangeable avec l'argent

“
Tous les dollars ne se valent pas. Ce n’est pas simplement une question de quantité, mais aussi de nature et de qualité de l’argent, qui revêtent une importance tout aussi cruciale.

privé, car il est reconnu que différents types de financements conduisent à des résultats différents. Le financement privé ne permet pas de financer les biens publics de manière satisfaisante ; il n’est pas orienté vers la réalisation d’objectifs sociaux ou n’est pas étroitement lié aux droits humains. Ces investissements, par exemple dans les domaines de la santé et de l’éducation, sont donc généralement sous-financés par les acteurs privés, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, et doivent être considérés comme une ressource cruciale, précisément parce qu’elle est si rare.

C’est tout aussi vrai au niveau international. C’est précisément parce qu’il est rare mais crucial que l’argent public international doit être encouragé, défendu et augmenté. Cette réalité est au cœur du mouvement en faveur de l’investissement public mondial (IPM). Il s’agit d’une nouvelle approche du financement public international concessionnel pour le développement durable. Elle s’éloigne du langage dépassé, condescendant et de moins en moins pertinent de l’“aide étrangère” pour s’inscrire dans un nouveau cadre de coopération fiscale internationale, qui requiert la participation de tous les pays. Dans ce modèle, tous les pays contribuent et tous en profitent, car ces investissements servent à atteindre des objectifs mondiaux communs.

La combinaison unique des caractéristiques de l’IPM en fait une réponse critique et essentielle aux défis du 21^{ème} siècle :

Motivation. Alors que l’investissement privé est orienté vers le bénéfice de l’investisseur (qu’il s’agisse d’un ménage ou d’une entreprise), l’objectif premier des dépenses publiques est de bénéficier à la société dans son ensemble, et non au profit individuel. Dans le cas de l’investissement mondial, cette finalité s’étend aux objectifs mondiaux et planétaires.

Responsabilité. Chaque source de financement du développement a sa propre forme de redevabilité. Les fonds privés doivent générer des profits pour les propriétaires d’entreprises et les actionnaires. Les fonds philanthropiques doivent satisfaire celles et ceux qui fournissent l’argent, qu’il s’agisse de milliardaires ou du grand public qui se contente de donner quelques pièces en passant par une boîte de collecte. Les finances publiques nationales doivent

rendre des comptes aux contribuables. L’IPM est différent : son circuit de responsabilité peut passer par les organismes de mise en œuvre, les élu·e·s politiques et enfin les contribuables, mais cette fois d’autres pays. Cela suppose que les décisions soient prises de la manière la plus équitable et la plus experte possible, en privilégiant les intérêts sociaux globaux et les personnes qui en ont réellement besoin. Cela nécessite également des structures de gouvernance différentes, pour aider à gérer les motivations mixtes complexes et s’assurer que les décisionnaires puissants·e·s rendent des comptes.

La flexibilité. Il est désormais courant d’entendre parler de la quasi-impossibilité d’augmenter les niveaux de financement public international, ce qui rend inévitable le recours à des flux privés accrus. En réalité, le financement privé des besoins mondiaux est encore plus difficile à obtenir et nécessite de plus en plus d’incitations massives et de “dérisquage” qui coûtent souvent beaucoup plus cher aux pouvoirs publics que l’investissement direct. En outre, les flux de capitaux privés ont tendance à être procycliques, se tarissant ou s’inversant en période de ralentissement ou en réponse à des chocs. En revanche, le financement public international peut jouer un rôle anticyclique important, surtout s’il est mobilisé à grande échelle et rapidement.

Concessionnalité. Les prêts accordés par des entités publiques devraient être moins chers que les prêts privés et assortis de conditions de remboursement plus équitables. C’est souvent le cas. Mais en cette période de crise, alors que la plupart des pays du monde sont confrontés à un endettement croissant, nous devons aller plus loin en développant largement le financement par subvention : non remboursable, ne cherchant pas à obtenir un quelconque retour financier ou politique, mais simplement un apport financier pour le bien des peuples du monde.

Ces caractéristiques particulières font de l’investissement public international la source de financement la plus importante pour les objectifs sociaux et planétaires communs – et cela s’applique à tous les pays, quelle que soit la taille de leur économie. C’est une idée qui gagne du terrain ; il nous faut maintenant le soutien politique nécessaire pour la concrétiser.



Mariana Mazzucato

Professeure à l'University College de Londres et coprésidente de la Commission mondiale sur l'économie de l'eau

Placer le bien commun au cœur de la transformation économique

La réalisation des ODD nécessite une nouvelle approche de l'économie et de la finance. Le rapport [Progrès vers les objectifs de développement durable 2023](#) montre que "sur les quelques 140 cibles [...], seules 12 % environ sont en bonne voie". Et les coûts liés à la réalisation de nos objectifs augmentent. Le déficit de financement des ODD est passé de [2,5 billions de dollars](#) avant la pandémie de grippe aviaire à 3,9-7 billions de dollars par an aujourd'hui.

La réforme de la finance et de la coopération internationales est au cœur de notre façon de "faire du capitalisme" et, si nous prenons au sérieux le "[Programme commun](#)" du secrétaire général des Nations unies António Guterres ou le "[Nouveau consensus](#)" de la Première ministre Mia Mottley, nous avons besoin d'une [nouvelle économie du bien commun](#).

La plupart des réflexions économiques actuelles attribuent à [l'État et aux acteurs multilatéraux](#) la responsabilité d'éliminer les obstacles à l'activité économique, de réduire les risques liés au commerce et à la finance et d'uniformiser les règles du jeu pour les entreprises. En conséquence, les gouvernements et les prêteurs internationaux font des ajustements à la marge des marchés, au lieu de faire ce qui est réellement nécessaire : façonner délibérément le système économique et financier pour faire avancer le bien commun.

[Le bien commun](#) va au-delà de la notion de bien public en remettant en question l'hypothèse selon laquelle l'État peut, au mieux, remédier aux défaillances du marché. Il place les objectifs communs au centre de l'économie tout en veillant à ce que les modes de collaboration des acteurs soient eux-mêmes alignés sur le bien commun. Il ne s'agit pas seulement de redistribuer ex post, mais aussi

d'assurer de manière proactive une distribution équitable dès le départ en établissant les bonnes relations (entre le capital et le travail, entre les acteurs publics et privés, et entre le gouvernement et les citoyen·ne·s).

Cette approche - où le "comment" est aussi important que le "quoi" - peut s'appuyer sur cinq principes clés. Premièrement, la **finalité et l'orientation** peuvent promouvoir des politiques axées sur les résultats qui sont motivées par un objectif public et [des buts communs](#). Deuxièmement, la **co-création et la participation** permettent aux citoyen·ne·s et aux parties prenantes de prendre part au débat, à la discussion et à la recherche d'un consensus en faisant entendre des voix différentes. Troisièmement, **l'apprentissage collectif et le partage des connaissances** peuvent aider à concevoir de véritables partenariats orientés vers un but précis, qui favorisent l'intelligence collective et le partage des connaissances. Quatrièmement, **l'accès pour toutes et tous et le partage des récompenses** peuvent être un moyen de distribuer les bénéfices de l'innovation et de l'investissement à toutes les personnes qui prennent des risques, que ce soit par le biais de [conditionnalités](#), de systèmes d'équité, de redevances, de tarification ou de fonds collectifs. Cinquièmement, la **transparence et la responsabilité** peuvent garantir la légitimité et l'engagement du public en faisant respecter les engagements de tous les acteurs et en s'alignant sur les mécanismes d'évaluation. Tout cela nécessite d'investir dans les capacités et les compétences de tous les acteurs pour qu'ils puissent travailler ensemble. L'externalisation des capacités gouvernementales à des consultant·e·s ou à des organisations philanthropiques ne fait qu'aggraver nos problèmes.

Ces principes sont également pertinents au niveau international et sont bien représentés dans l'appel croissant en faveur de l'Investissement Public Mondial - une forme d'investissement international coopératif qui est co-créé, responsable, ambitieux et axé sur le bien commun. L'IPM place le bien commun mondial au cœur des finances publiques

“ **L'IPM place le bien commun mondial au cœur des finances publiques internationales.**

internationales et met en avant le rôle de l'argent public en tant qu'outil précieux pour façonner les résultats du développement, plutôt que de combler le vide en l'absence d'autres fonds.

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence la nécessité d'une approche fondée sur le bien commun pour soutenir une coopération élargie - [à l'intérieur et au-delà des frontières](#) - et relever les défis mondiaux. L'objectif n'était pas de produire des vaccins mais de vacciner le monde entier. Pourtant, les pays riches, aidés par un système défectueux de droits de propriété intellectuelle, [ont stocké](#) les doses de vaccins lorsqu'elles sont devenues disponibles. Trop peu d'attention a été accordée à l'intégration d'un objectif commun - la vaccination mondiale - dans la conception de la collaboration et de l'innovation entre les acteurs publics et privés. Si l'objectif avait été la vaccination mondiale, il aurait fallu veiller beaucoup plus attentivement à ce que les droits de propriété intellectuelle soient moins extractifs et à ce que les fonds publics fournis à un stade précoce soient subordonnés au partage des connaissances et à un accès équitable. Cela aurait été plus probable dans le cadre d'un système tel que l'IPM dans lequel les décisions auraient été prises de manière plus représentative.

La pandémie doit être considérée comme une mise en garde sur les raisons pour lesquelles les principes du bien commun doivent sous-tendre des initiatives telles que le Fonds d'intermédiation financière (FIF) de la Banque mondiale, qui mobilise des ressources publiques et privées pour renforcer les capacités de prévention, de préparation et d'intervention en cas de pandémie. Pour atteindre son potentiel, le FIF, comme d'autres fonds censés “faire le bien”, devrait [s'engager à](#) incorporer dans ses contrats des conditions de bien commun concernant la collaboration, le partage des connaissances, l'accès et la transparence.

Le récent [rapport du Secrétaire général des Nations unies](#) indique que le “principe fondateur du Programme de développement durable à l'horizon

2030 est une promesse partagée par tous les pays, qui se sont engagés à travailler ensemble en vue de garantir les droits et le bien-être de chacune et de chacun sur une planète saine et prospère. Mais à mi-chemin de l'échéance de 2030, cette promesse est en péril.”

Pour tenir la promesse qu'a faite notre génération, il faut que la finance internationale soit bien gérée, ce qui ne sera possible que si nous remplaçons le paradigme d'un marché qui est ajusté à la marge, par la vision d'un marché qui est façonné et centré sur le bien commun.



Winnie Byanyima

Directrice exécutive de l'ONUSIDA et Secrétaire générale adjointe des Nations unies

L'IPM à l'ère de l'inégalité

La seule façon de lutter efficacement et équitablement contre les pandémies est de les considérer comme une priorité mondiale. Cela n'a pas été le cas avec la pandémie de COVID-19 et cela n'a pas été le cas avec la crise du SIDA survenue des décennies auparavant. Ces erreurs n'ont fait qu'exacerber les inégalités.

Lorsque le SIDA a frappé, nous avons ressenti la douleur : des investissements insuffisants, des médicaments produits uniquement pour les marchés les plus riches et une longue lutte pour obtenir l'accès aux médicaments dans le monde entier, en particulier en Afrique, où au moins 12 millions de vies ont été perdues inutilement.

Une fois de plus, avec la pandémie de COVID-19, la réponse internationale s'est avérée inadéquate, plus largement alignée et fondée sur l'intérêt national, et moins axée sur la protection de la santé, la résilience économique et le redressement dans tous les domaines.

Pire encore, nous avons vu les politiques des pays donateurs s'aligner sur les leaders de la vaccination pharmaceutique, protégeant leur propre accès à une production limitée et laissant les pays en développement sur la liste d'attente. Une fois de plus, des millions de vies ont été perdues alors que des milliards de bénéfices sont tombés dans le portefeuille de ces deux grandes entreprises.

Pfizer et Moderna [ont](#) versé 23,8 milliards de dollars à leurs actionnaires pendant la pandémie, soit plus que le PIB du Cambodge, de Chypre ou du Sénégal.

Si le monde avait distribué des vaccins en fonction des [besoins médicaux pendant l'épidémie de COVID-19, on estime que 1,3 million de personnes de moins seraient mortes au cours de la première année de distribution des vaccins.](#)

Aucun allègement de la dette n'a été accordé ni aucun mécanisme de restructuration de la dette n'a été activé. Il n'y a pas eu de contribution extraordinaire sous forme de dons pour protéger les pays, ni de renonciation à la propriété intellectuelle pour permettre une production rapide de vaccins pour toutes et tous.

Alors que les pays à revenu élevé ont pu investir 14 % de leur PIB pour faire face à la crise, les pays à faible revenu n'ont pu se permettre que 3 % et n'ont même pas été libérés des remboursements de la dette. En Afrique subsaharienne, en 2022, les remboursements de la dette étaient en moyenne quatre fois plus élevés que les investissements dans le domaine de la santé.

Si nous avons pu avoir des doutes, il est à nouveau clair que notre coopération internationale et notre architecture financière doivent être profondément transformées, des principes de fonctionnement aux instruments et à la prise de décision.

L'Investissement Public Mondial représente une alternative à la manière dont le monde aborde les problèmes mondiaux et cherche des solutions collectives. Il offre à la communauté internationale une autre façon de faire face à la crise. Il renforce le sentiment d'interconnexion de nos actions et la nécessité d'agir sur ce qui peut nous faire prospérer ou échouer en tant qu'humanité.

Il est indispensable que chaque pays contribue à la résolution d'un problème collectif et à la création d'un bien public pour les générations futures. Il convient d'étudier les mesures à prendre pour progresser vers l'IPM, alors que nous vivons une époque marquée par des inégalités accrues, des menaces de pandémie et une crise climatique sans précédent. Je salue tous les efforts déployés pour progresser dans cette voie – c'est la bonne direction à prendre si nous voulons vivre dans un monde meilleur et donner de l'espoir aux générations futures.



Enrique V. Iglesias

Ancien président de la Banque interaméricaine de développement (BID) et ancien secrétaire général du secrétariat général d'Ibéro-Amérique

L'IPM est une évolution importante pour les Nations unies

La création des Nations unies en 1945 a marqué une nouvelle étape dans la prise en compte du développement économique et social du monde, en remplaçant la charité par la solidarité. Ce concept de solidarité dans les relations internationales devrait représenter un engagement en faveur du développement et, en même temps, de la préservation des biens communs dont dépend la vie sur terre.

De grands progrès ont été accomplis depuis 1945, en particulier pour les habitant·e·s des pays développés et des pays qui progressent en matière de croissance économique et de bien-être social. Cependant, le secrétaire général des Nations unies a récemment exprimé son inquiétude quant au non-respect des engagements pris par les pays développés et à l'aggravation des problèmes climatiques qui menacent la survie des êtres humains sur la planète.

L'Amérique latine reconnaît depuis longtemps l'importance de cette question dans ses propres stratégies de développement. Dès 1950, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a été créée pour analyser les problèmes de sous-développement dans la région, et la question de l'environnement a été de plus en plus intégrée dans ses travaux.

Au niveau mondial, les questions environnementales ont commencé à prendre de l'ampleur au sein des gouvernements et de la société, entraînant le rapport bien connu du Club de Rome sur la menace de l'épuisement potentiel des ressources naturelles. La première conférence sur l'environnement, qui s'est tenue à Stockholm en juillet 1972, a constitué

un moment important. D'autres ont suivi au cours des décennies suivantes, comme la conférence sur les énergies renouvelables dans les années 1980.

Sous l'impulsion d'une réalité simple et d'une prise de conscience croissante de l'opinion publique, une série d'actions a été définie pour répondre à la nécessité de protéger l'environnement. En ce sens, je pense qu'il est nécessaire de créer un nouvel instrument de coopération pour répondre aux investissements nécessaires à la protection de la vie sur la planète. L'initiative d'investissement public mondial est une mesure créative en réponse à la crise climatique. Cette initiative mondiale, basée sur des contributions publiques, est dédiée à l'infrastructure sociale et à l'identification et la défense des biens publics mondiaux.

Il est choquant que l'humanité n'ait pris conscience de l'importance vitale de cette question qu'après tant de décennies de progrès dans les relations internationales, tout en ignorant ou en négligeant l'impact dévastateur sur la nature. Mais heureusement, cette prise de conscience progresse, et c'est

la raison pour laquelle je considère avec beaucoup de sympathie cette pression exercée en faveur de l'IPM.

L'étroitesse de certaines visions du monde, les intérêts particuliers et le manque d'ouverture aux engagements collectifs rendent la tâche difficile. Elle n'en est pas moins absolument nécessaire. Il est urgent de mobiliser les gouvernements, mais aussi l'opinion publique en général. Cette prise de conscience permettra d'aller de l'avant avec des initiatives telles que l'Investissement Public Mondial, qui ne remplacera aucun des efforts déjà mobilisés dans le monde, mais ajoutera une nouvelle source de coopération pour accélérer et renforcer les réponses déjà en cours.

“
L'étroitesse de certaines visions du monde, les intérêts particuliers et le manque d'ouverture aux engagements collectifs rendent la tâche difficile. Elle n'en est pas moins absolument nécessaire.



Thomas Piketty

Professeur à l'EHESS et à l'Ecole d'économie de Paris



Simon Reid-Henry

Professeur de recherche à l'Institut de recherche sur la paix d'Oslo et directeur exécutif de Public Interest

L'IPM et l'impôt mondial sur la fortune

Cet été, l'Europe et l'Amérique du Nord ont été en proie à des températures élevées et à des incendies de forêt. Dans les années à venir, les conséquences du changement climatique provoqué par les êtres humains deviendront de plus en plus évidentes. Les appels à la réforme de l'ordre économique sous-jacent qui est à l'origine de l'urgence climatique s'intensifieront alors, jusqu'à ce que même les élites les plus riches du monde [changent d'attitude](#).

Mais pourquoi attendre jusque-là ? Il y a déjà des choses que nous pouvons faire pour créer des sociétés plus justes, plus durables sur le plan écologique et plus démocratiques. Pour être efficace, la réforme de l'architecture financière mondiale doit tenir compte de deux faits qui sont fondamentaux à nos yeux et devraient sous-tendre toute réforme économique mondiale : **premièrement**, chaque être humain a un droit fondamental à l'éducation, au bien-être et au développement, et **deuxièmement**, la prospérité des plus riches du monde, quelle que soit leur nationalité, dépend en fin de compte du système économique mondial et de la répartition mondiale des richesses et du travail.

En d'autres termes, comme Keynes l'a prévu il y a longtemps, il ne suffit pas de créer les conditions de la croissance économique ; nous avons besoin d'une *croissance équilibrée* qui évite les pics et les creux et qui réponde aux besoins *communs et privés* de chaque citoyen·ne, où qu'il·elle se trouve et quelle que soit sa classe sociale. Sans ce gyroscope économique intégré, les conditions de bouleversements à grande échelle (et aujourd'hui, nous pourrions même ajouter, les conditions préalables à des catastrophes sociales majeures) continueront

à s'accumuler, menaçant d'affaiblir la prospérité de toutes et tous.

Depuis la grande crise financière de 2007-2008, plusieurs réformes semblables à celle que nous préconisons ont été proposées. [L'une d'entre](#) elles consiste à instaurer un impôt minimum sur les sociétés. L'idée est prise au sérieux par l'OCDE, mais reste, comme c'est souvent le cas pour les programmes de réforme, essentiellement une discussion du Nord à ce jour ; en fait, le Sud obtiendrait moins de 5 % des bénéfices des propositions actuelles visant à lutter contre les paradis fiscaux et à taxer les sociétés multilatérales là où elles réalisent leurs profits.

C'est en partie pour répondre à cette question que l'un d'entre nous a proposé une idée plus radicale : un impôt mondial sur la fortune (Piketty, 2021, p. 215) ciblant les super riches du monde entier. Un impôt mondial progressif sur la fortune, fixé à 2 % au-dessus de 10 millions, à 3 % au-dessus de 100 millions et à 5 % au-dessus de 1 milliard, permettrait de collecter près de 2 % du PIB mondial chaque année (2 000 milliards). C'est de l'argent que les gouvernements ont actuellement du mal à dégager pour répondre à des besoins aussi fondamentaux que l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ces changements, ou pour garantir d'autres biens publics mondiaux nécessaires, tels que la préparation et la réponse aux pandémies. C'est de l'argent que, selon le [Secrétaire général des Nations unies](#), les pays sont loin d'avoir obtenu. Même le montant relativement dérisoire de 100 milliards de dollars américains de financement annuel pour le climat, promis par les pays riches à Paris en 2015, [n'a jamais été atteint](#).

Outre la mobilisation de ces billions de dollars, la réforme du système économique mondial doit également proposer des méthodes nouvelles et plus

“
Il est absurde de considérer les institutions politiques et économiques dont nous disposons aujourd’hui comme le point final du développement humain.

démocratiques pour décider de la meilleure façon de les dépenser. L’investissement public mondial est l’une des rares propositions sérieuses de réforme de l’architecture financière mondiale qui réponde directement à ce besoin.

Nous proposons donc que les recettes supplémentaires, qui pourraient être générées par un impôt mondial sur la fortune significatif et progressif, soient combinées à l’architecture démocratique d’une approche d’investissement public mondial pour les transferts fiscaux universels. Cela permettrait de répondre à nos besoins les plus immédiats en matière de biens communs mondiaux et de garantir des investissements publics suffisants dans les domaines qui concernent toutes les citoyennes et les citoyens du monde : de la santé à l’éducation en passant par la sécurité alimentaire.

Cela nécessiterait une refonte de l’architecture actuelle de l’APD qui régit les transferts publics entre les pays. Mais il n’est pas nécessaire d’abolir complètement l’APD. Ce que nous proposons fonctionnerait comme une architecture parallèle, axée sur le bien commun mondial, avec une partie de l’argent collecté dépensée de manière coopérative, et une partie allouée directement aux gouvernements nationaux au prorata de la population.

Les pays riches pourraient donc continuer à mettre à disposition un mélange de fonds publics et privés pour le développement et l’aide humanitaire. L’aide se poursuivrait, mais en tant que composante supplémentaire d’un système plus fondamental de prélèvements et de transferts fiscaux capable de compenser les déséquilibres de l’ordre économique mondial fondé sur le marché. Bien entendu, un impôt mondial sur la fortune et une approche plus démocratique de la répartition des recettes ne peuvent à eux seuls relever les défis de notre

époque : il faudrait notamment créer un registre mondial de la fortune et harmoniser la répartition des recettes avec une réforme correspondante de l’architecture de la dette internationale. Mais ces deux éléments constituent les deux piliers essentiels d’une architecture économique mondiale repensée.

Des réformes aussi importantes qu’un impôt mondial sur la fortune et un Investissement Public Mondial sont-elles nécessaires ? Nous pensons que l’histoire montre que oui. Il est absurde de considérer les institutions politiques et économiques dont nous disposons aujourd’hui comme le point final du développement humain. Si nous avions pensé cela dans l’entre-deux-guerres, nous n’aurions jamais vu le développement des impôts progressifs, de l’État social et de la plus grande ère de productivité que nous ayons jamais connue. L’histoire nous montre que pour continuer à se développer socialement et économiquement, nous devons également continuer à développer nos cadres institutionnels. Aujourd’hui, cela signifie que nous devons envisager sérieusement de réformer la manière dont nous collectons et distribuons les fonds publics, à la fois au sein des nations et entre elles.

Toutefois, ni un impôt mondial sur la fortune, ni un investissement public mondial ne doivent être l’otage d’un accord mondial unique. Nous n’avons pas besoin d’un nouvel accord de type “Bretton Woods”. Au contraire, chaque pays pourrait, seul ou en coopération avec d’autres pays qui le souhaitent, prendre des mesures en vue d’instaurer un impôt sur la fortune dans sa juridiction et de mettre de côté une partie du produit de cet impôt pour répondre aux besoins du bien commun mondial, tels que le financement de la lutte contre le changement climatique et les investissements dans la préparation et la réponse aux pandémies, conformément aux principes démocratiquement déterminés de l’IPM.



Rathin Roy

Directeur général de l'ODI à Londres et membre éminent du Centre for Policy Research

Dépasser les contraintes des frontières nationales

Les arguments en faveur de l'investissement public mondial sont souvent fondés sur des appels à l'altruisme (par exemple, l'aide pour mettre fin à la pauvreté) ou à l'intérêt personnel (par exemple, le réchauffement de la planète). À mon avis, les arguments en faveur de l'investissement public mondial transcendent ces considérations et ont davantage à voir avec la lutte contre les défaillances du marché et les distorsions causées par une mauvaise évaluation des prix.

Les finances publiques orthodoxes et la théorie du commerce ont toutes deux été déroutées par le fait que, dans l'économie néoclassique, l'existence de pays entraîne des distorsions. La théorie du commerce consiste à essayer de corriger ces distorsions en maximisant les dotations factorielles patrimoniales dans des géographies cloisonnées. Dans les finances publiques, l'État taxe, dépense et emprunte pour garantir des résultats que les marchés ne parviennent pas à obtenir, sous réserve de la contrainte budgétaire imposée par la géographie sur laquelle il est souverain.

Ces deux contraintes disparaissent si les frontières nationales sont supprimées. Il n'y aurait pas de commerce "extérieur" et une approche mondiale produirait des résultats d'intérêt public supérieurs à une approche entravée par les frontières géographiques.

Les États souverains sont là pour rester. Je fais cette remarque évidente mais souvent oubliée pour illustrer le fait que le résultat du déploiement (même coopératif) des finances publiques par différents États dans le cadre de juridictions nationales peut ne pas produire de résultats souhaitables, même pour les plus riches de ces juridictions.

La fin imminente des grandes vacances d'été en Occident, due au réchauffement climatique, plaide en ma faveur.

Si l'on accepte ce point de vue, il convient alors de se demander quels investissements publics mondiaux apporteraient des co-bénéfices supérieurs à ceux que les États-nations agissant de manière coopérative peuvent fournir. On pense tout de suite au changement climatique et à la lutte contre les pandémies. Mais considérons également les avantages mondiaux d'une humanité mieux éduquée et intellectuellement équipée, dont la condition préalable est l'abolition de la faim dans le monde et des maladies endémiques, l'amélioration

de l'accès à l'énergie à un prix abordable et un environnement bâti raisonnable.

Ces éléments nécessitent des investissements, mais le système financier mondial continue à ne pas répondre à cette demande de manière adéquate. C'est pour-

quoi, comme dans les juridictions nationales, l'État doit intervenir. Mais il n'y a pas d'État mondial. Or, les objets d'investissement doivent avoir un impact universel sur l'humanité pour que les résultats mondiaux soient atteints de manière efficace et complète. Il est donc nécessaire, voire impératif, que les pouvoirs publics définissent, spécifient et exécutent un programme d'investissement public mondial qui produise des résultats clés garantissant la plus grande augmentation possible du bien-être humain universel.

Il ne s'agit pas d'altruisme, mais de maximiser le rendement des investissements publics en stimulant les rendements universels, sans limites géographiques.

“
L'IPM vise à lutter contre les défaillances du marché et les distorsions causées par des prix erronés.



Heba Aly

Directrice générale, The New Humanitarian

L'IPM est un modèle d'entraide

En 2021, j'ai témoigné devant une commission d'enquête parlementaire britannique sur la "philosophie et la culture de l'aide internationale". J'ai [dit aux](#) membres de la Commission du développement international que les principaux pays donateurs d'aujourd'hui - ainsi que de nombreuses institutions d'aide internationale créées après la Seconde Guerre mondiale et aujourd'hui chargées d'aider les personnes en situation de pauvreté dans le monde - ont été bâtis sur le travail des esclaves, dont la valeur, selon certaines estimations, s'élève à au moins 16 000 milliards de dollars américains.

Le monde de l'aide internationale d'urgence s'est habitué au langage des "donateurs" et des "bénéficiaires", mais ce langage masque les réalités historiques des raisons pour lesquelles certains pays ont besoin d'aide et renforce une architecture mondiale dans laquelle le pouvoir repose entre les mains d'un petit nombre.

Il est temps d'adopter un nouveau langage et une nouvelle architecture. L'IPM est un modèle à considérer dans cette recherche de nouvelles formes de gouvernance mondiale pour l'ère moderne.

Lorsque j'ai [interviewé les](#) partisan·e·s de l'IPM dans le cadre du podcast *Rethinking Humanitarianism*, j'ai trouvé intéressant le principe de base selon lequel "tous contribuent, tous décident, tous bénéficient", et ce pour trois raisons.

Tout d'abord, elle met fin à l'hypocrisie de la dynamique des "donateurs". La plupart des pays riches ont acquis leurs richesses grâce au colonialisme et à l'exploitation. L'aide au développement peut donc être considérée comme une restitution des ressources qui ont été volées. Jusqu'à aujourd'hui, l'aide au développement sert souvent les intérêts de la politique étrangère du pays donateur. Le terme de "don" n'est donc ni exact ni approprié.

Deuxièmement, l'IPM propose un modèle d'entraide beaucoup plus compatible avec les défis d'aujourd'hui. Aucun pays n'est à l'abri de menaces transnationales telles que les pandémies et le changement climatique. Lors de l'épidémie de COVID-19, la Russie, Cuba et la Chine [ont envoyé du matériel médical](#) à l'Italie. Dans la lutte contre le changement climatique, les communautés américaines [tirent des leçons des pays beaucoup plus pauvres](#) sur la manière de réduire les émissions de CO2. Lorsqu'une autrice mandatée par The New Humanitarian a imaginé l'avenir de l'aide en 2050, elle a [dépeint](#) un système mondial d'entraide qui s'apparente à la notion de l'IPM. L'entraide est sans aucun doute l'avenir de toute coopération mondiale saine.

“
L'IPM écarte le modèle "absurde" du financement d'aide internationale qui dépend d'une mendicité annuelle.

Troisièmement, l'IPM éloigne l'aide internationale de ce que certain·e·s ont décrit comme un modèle de financement "[absurde](#)" qui dépend d'une mendicité annuelle pour répondre à des crises qui durent des décennies - l'argent arrivant souvent trop tard. Lors de mes reportages sur les crises

humanitaires, j'ai vu des communautés lutter pour leur survie au Tchad, en Afghanistan, au Yémen et ailleurs. Elles étaient dans le besoin lorsque je les ai visitées il y a des années, et elles le sont toujours aujourd'hui - et pourtant, leur sort dépend chaque année des caprices des donateurs. Comme [l'écrivent](#) Danny Sriskandarajah et Abby Maxman d'Oxfam, "Pourquoi la capacité des Somaliens et des Somaliennes à nourrir leurs familles devrait-elle être dictée par des décisions politiques prises à des milliers de kilomètres de là, dans des pays chargés de répondre à leur détresse ?" Un modèle de financement plus prévisible est une évidence à l'ère de la crise permanente.

Suite à la guerre en Ukraine, à l'impact de la COVID-19 et du changement climatique, et à l'évolution de la situation géopolitique, nous nous trouvons à un moment décisif, semblable à celui qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. À ce point d'inflexion historique, il est nécessaire de repenser notre architecture mondiale. L'investissement public mondial pourrait bien être l'un des outils permettant d'instaurer un monde plus équitable.



Degan Ali

Directrice exécutive, Adeso

Décoloniser le système d'aide défaillant

Pour créer des changements et apporter des solutions significatives en cette ère de polycrises, nous devons nous attaquer aux héritages paralysants du colonialisme. Lorsque nous parlons de décolonisation de l'aide, nous ouvrons la porte à la lutte contre les causes profondes qui ont créé des systèmes conçus pour garantir notre dépendance continue à l'égard du secteur de l'aide au développement. Le système d'aide internationale est cassé. Nous devons co-crée une nouvelle architecture qui soit représentative, efficace et qui respecte la dignité de tous les pays. L'IPM en est la première étape.

Les solutions doivent intégrer les questions essentielles suivantes pour mettre un terme à l'escalade des crises et à l'accroissement des inégalités :

- **Annuler la dette**

Au cours de la dernière décennie, la dette a plus que doublé pour atteindre 11,3 billions de dollars. En 2022, les pays en développement consacraient [19,3 % de leurs recettes publiques au remboursement de la dette](#). Notre endettement n'est pas le fruit du hasard. L'annulation de la dette est nécessaire pour corriger les injustices historiques du colonialisme, qui ont conduit à l'exploitation économique, à l'inégalité et à l'accumulation de la dette dans les pays en développement.

- **Un système financier et commercial mondial équitable**

La plupart des 1,1 milliards de pauvres dans le monde vivent en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Ce sont des continents riches en ressources naturelles dont dépend le Nord. Mais les systèmes financiers et commerciaux mondiaux développés par nos colonisateurs assurent leur enrichissement à nos dépens. Par exemple, les pays africains producteurs de café [perdent des milliards chaque année en raison](#)

[d'irrégularités](#), tandis que les torréfacteurs du Nord réalisent des bénéfices de 44 à 65 % (voir [ici](#) et [ici](#)). Nous n'avons pas besoin d'aide. Nous avons besoin de règles du jeu équitables et d'un système mondial de financement et de gouvernance équitable.

- **Investir dans les communautés en première ligne**

L'environnement de polycrise actuelle nuit de manière disproportionnée aux pays à faible revenu. Malgré les appels à transférer le pouvoir à des organisations plus locales, [seuls 1,2 % des financements en 2022 sont allés directement aux actrices et acteurs locaux et nationaux](#).

6 Une autre étude a montré que seuls [8 % des financements atteignent les personnes de couleur aux États-Unis](#). Ces deux chiffres montrent que le financement de proximité n'est toujours pas pris en compte. Le financement doit atteindre directement les communautés et placer la société civile aux commandes de la conception des solutions.

“ Nous devons co-crée une nouvelle architecture qui soit représentative, efficace et qui respecte la dignité de tous les pays. L'IPM en est la première étape. ”



Paul Ladd

Directeur de l'Institut de recherche des Nations unies pour le développement social (UNRISD)

Financement d'un programme de développement universel

Alors que les principes de [l'Agenda 2030 pour le développement durable](#) évoluaient il y a dix ans, les objectifs et les cibles étaient envisagés comme couvrant chaque personne dans chaque pays, sans laisser personne de côté. Il est clair que les populations de certains pays ont des niveaux de vie bien inférieurs et subissent plus de précarité que les pays que nous regroupons sous l'appellation "le Nord Global". Soutenir leurs programmes de développement doit rester la priorité des personnes qui effectuent des recherches ou fournissent des conseils, des fonds et une assistance technique. Mais le développement économique et social, dans un environnement naturel régénéré, s'applique à toutes et tous. Il s'agit d'un programme universel.

Depuis la signature de l'Agenda 2030, l'architecture de la coopération internationale a-t-elle rattrapé son retard pour refléter ce principe d'universalité ? Du côté positif, nous avons assisté à l'expansion et à l'évolution de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. Plus de fournisseurs sur le marché du développement signifie moins d'irrégularité de pouvoir et souvent une relation plus simple et plus honnête.

Mais à bien d'autres égards, nous avons régressé. Les pressions nationales induites par les multiples défis mondiaux ont frappé les budgets de l'aide publique au développement ; la confiance a continué à se dissiper entre les gouvernements en raison des conflits, de la concurrence et des changements géopolitiques ; et la confiance dans les gouvernements et les organisations internationales a chuté en raison du sous-financement, de l'inefficacité et de la polarisation des débats politiques. Les institutions individuelles ont elles-mêmes été lentes à s'adapter.

Notre [récente étude](#) a montré que les banques multilatérales et régionales de développement n'ont pas adapté leurs pratiques pour refléter les objectifs de développement durable, y compris l'engagement de ne laisser personne de côté. Les donateurs bilatéraux ont retiré leur financement de base à l'Organisation des Nations unies à un moment où elle en avait le plus besoin.

Les décennies à venir s'annoncent mouvementées. Effondrement de l'environnement, nouvelles pandémies, crises économiques et financières, insécurité alimentaire, intelligence artificielle et digitalisation, ainsi que des conflits et catastrophes météorologiques encore non soupçonnés. Nous devons rapidement concevoir les principes et l'architecture qui nous permettront de relever ensemble ces défis. Si nous n'y parvenons pas dans les dix prochaines années, nous pourrions connaître un siècle très sombre.

La proposition relative à l'Investissement Public Mondial s'inscrit parfaitement comme une pièce de puzzle dans la vision de la coopération future. Il est clair que nous avons besoin de plus d'argent pour relever les défis mondiaux et que nous devons

nous concentrer sur la **résilience** plutôt que sur la croissance. Nous avons également besoin d'une répartition **équitable** de la charge des contributions au niveau mondial, sur la base des niveaux de vie existants, avec des exceptions pour les pays particulièrement pauvres ou vulnérables. Le budget du Secrétariat de l'ONU est financé par des contributions déterminées en fonction du PIB, alors pourquoi pas l'argent que nous mettons de côté pour d'autres défis ? L'histoire montrera à quel point la solidarité est cruciale en cette période charnière - utilisons donc le peu de temps dont nous disposons aujourd'hui pour discuter et concevoir les structures de l'IPM qui pourraient favoriser une coopération plus rapide, plus confiante et plus efficace.

“
Nous avons besoin de plus d'argent pour relever les défis mondiaux, d'une période où l'on se concentre sur la résilience plutôt que sur la croissance, et d'un partage équitable du fardeau des contributions à l'échelle mondiale.



Arsene Brice Bado

Vice-président pour les affaires académiques,
CERAP/Université Jésuite

Une question de dignité et de responsabilité

L'architecture actuelle de l'aide mondiale maintient un déséquilibre structurel entre, d'une part, les pays donateurs, qui sont pour la plupart des pays du Nord, et d'autre part, les pays bénéficiaires, qui sont pour la plupart des pays du Sud, y compris des pays africains. Ce déséquilibre exprime des rapports de force où les pays bailleurs de financement décident des conditions d'éligibilité à ces fonds ainsi que des priorités à financer dans les pays bénéficiaires. Une telle approche n'a pas d'avenir sur le continent africain où des citoyennes et citoyens de plus en plus éduqué·e·s et critiques tendent à se défaire de tout le passif néocolonialiste pour interagir sur un pied d'égalité avec les citoyen·ne·s du reste du monde.

Dans cette perspective, le concept d'Investissement Public Mondial, qui vise à restructurer l'architecture des financements publics internationaux, répond aux attentes des populations africaines. En effet, en promouvant des systèmes de financements auxquels tous les pays contribuent à hauteur de leurs capacités, et où tous participent à la prise de décision, et où tous en sont bénéficiaires, le concept d'IPM restaure la dignité des pays africains en les traitant non pas comme des bénéficiaires impuissants, mais comme des contributeurs et des décideurs au même titre que les pays les plus riches.

Au niveau mondial, cela permet l'émergence d'un véritable multilatéralisme dans lequel les institutions financières internationales ne seront plus perçues comme des instruments de domination, mais comme une entreprise commune dans laquelle chacun·e trouve sa voie. En effet, il est dans l'intérêt des pays riches qui contrôlent les finances publiques mondiales de faire désormais place aux contributions des pays moins riches et de partager ensemble la responsabilité de la dévolution de ces fonds communs pour résoudre des problèmes tels

que ceux liés au changement climatique, et qui nécessitent une action coordonnée au niveau mondial.

En résumé, le concept d'Investissement Public Mondial nécessite un changement d'attitude, une réforme des politiques d'aide au développement et une transformation des structures de financement internationales. Cette nouvelle perspective ne semble pas être une option parmi d'autres, elle apparaît comme la meilleure façon d'avancer dans un monde de plus en plus globalisé où aucun pays ne peut plus vivre en autarcie. Nous vivons toutes et tous dans un "village global", dans une "maison commune" où nous sommes toutes et tous responsables. L'approche de l'IPM est donc une voie royale pour permettre à chacun et à chacune, individuellement et collectivement, d'assumer dignement sa responsabilité dans le financement de problèmes communs tels que le changement climatique et le développement durable.

**“
Le concept de l'IPM
rétablit la dignité des
pays africains.**



Mike Podmore

Directeur, STOPAIDS

L'IPM, c'est une meilleure gouvernance et plus d'impact

Le principe de l'investissement public mondial selon lequel "tous décident" n'est pas une notion nouvelle ni une idée utopique et irréaliste. Il s'agit plutôt d'une simple expression de l'approche établie d'une prise de décision et d'une gouvernance inclusives efficaces dans de nombreuses institutions et processus à travers le monde. Le mouvement mondial de lutte contre le VIH est un secteur où ce principe [est défendu depuis longtemps](#) dans le mantra "rien pour nous sans nous". En pratique, cela signifie que si vous voulez disposer de services de qualité, bien ciblés et appropriés pour les personnes vivant avec et affectées par le VIH, vous ne pourrez y parvenir que si vous impliquez pleinement et de manière significative toutes les personnes les plus affectées par le VIH, en particulier les plus pauvres et les plus marginalisées, dans leur conception, leur prise de décision, leur mise en œuvre et leur gouvernance à tous les niveaux - local, national, régional et mondial.

Les institutions de santé mondiale telles que le Fonds mondial, Unitaid, Gavi et ONUSIDA disposent de 20 ans de normes établies et le succès des organes inclusifs de gouvernance de la santé mondiale peut être une source d'apprentissage et d'inspiration. Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme est l'un des meilleurs exemples dont nous pouvons nous inspirer. En tant que membre du conseil d'administration, j'ai pu constater que lorsque tous les groupes de parties prenantes concernées ou affectées par un sujet ont un siège, une voix et un vote dans les organes de décision et de contrôle, davantage de parties prenantes s'investissent dans son succès et l'aident à lever davantage de fonds ; la compréhension et la solidarité entre les différents groupes de parties prenantes sont plus fortes ; et l'institution prend des décisions mieux informées qui sont largement soutenues et qui ont finalement plus d'impact.

Il n'est pas surprenant que "[les gens veulent influencer leur avenir](#)" et il est important que cela soit déjà inscrit dans le droit de participation et protégé par la législation internationale sur les droits humains (voir [ici](#) et [ici](#)). Cependant, il n'est pas encore universellement compris que la prise de décision et la gouvernance inclusives conduisent à de meilleurs résultats, et certaines personnes en position de pouvoir trouvent encore de nombreuses raisons de résister à l'inclusion des gouvernements, de la société civile et des communautés des pays à revenu faible et intermédiaire. Pour garantir une gouvernance inclusive, nous devons systématiquement rejeter les raisons invoquées pour [exclure les moins puissants](#). Nous devons rassembler des preuves de la manière dont la gouvernance inclusive a amélioré les résultats en matière de santé mondiale, et établir et faire respecter des principes globaux pour la participation significative de toutes les parties prenantes. En reliant notre travail dans le domaine de la santé à d'autres secteurs du développement, nous espérons que le principe de "tous décident" sera un principe directeur essentiel pour la réalisation des objectifs de développement durable et de l'agenda post-2030.

“ Il n'est pas encore universellement compris que la prise de décision et la gouvernance inclusives conduisent à de meilleurs résultats. ”

Une solution politiquement attrayante

Plus d'argent pour les objectifs mondiaux

En augmentant le nombre total de pays contributeurs, lié à un calcul de partage équitable, l'IPM peut collecter des financements nouveaux pour les priorités mondiales.

Partage des charges

L'IPM offre la possibilité de rompre un cycle de méfiance et de sous-financement et de le remplacer par un cadre équitable, ordonné et réactif à la croissance, qui assure des niveaux plus élevés de financement, de coopération et de sécurité.

Augmentation des investissements pour les pays les plus pauvres

En tant que bénéficiaires nets, les pays les plus pauvres du monde verraient leurs recettes internationales de financement public augmenter, tout en ayant un plus grand contrôle sur celles-ci. Le dilemme entre l'APD et les biens publics mondiaux serait réduit, car les nouveaux fonds libéreraient l'APD pour qu'elle se concentre sur la réduction de la pauvreté.

Réponse à l'ambition publique

L'IPM est un moyen pour les hommes et femmes politiques de progresser sur des questions mondiales telles que le changement climatique et la sécurité en cas de pandémie, tout en répondant aux demandes de leurs opinions publiques concernant les avantages pour leurs propres pays.

Position mondiale

De nombreuses économies émergentes poursuivent une stratégie diplomatique pour renforcer

leur position sur la scène mondiale, tandis que les puissances établies s'intéressent au "soft power" (la puissance douce) et au "hard power" (la puissance dure).

Réforme de la gouvernance internationale

Le modèle de parties prenantes (plutôt que d'actionnaires) proposé par l'IPM devrait s'avérer



Les partisans de l'IPM doivent réfléchir à ce qui pourrait **inciter** les différentes régions et les différents pays à participer à sa co-création. Les pays à hauts revenus devront y voir des **avantages nationaux et mondiaux**, tandis que les pays moins riches voudront que leur **voix et leur influence** augmentent, et souhaiteront avoir des garanties de **bénéfices directs** d'un système mondial en évolution.

populaire auprès des pays qui ont fait du rééquilibrage du pouvoir de décision un objectif clé de leur politique étrangère.

Un discours moderne et captivant

Alors que les discours et les structures du 20^{ème} siècle font place à de nouvelles idées, les dirigeants politiques sont attiré·e·s par des approches novatrices qui associent des politiques efficaces à des visions inspirantes de dignité et de respect.



Renforcer le multilatéralisme

L'IPM a le potentiel de revitaliser le multilatéralisme, en révolutionnant les accords de gouvernance obsolètes et en surmontant les blocages dans les affaires internationales.

Un meilleur rapport qualité-prix

Il existe de nombreuses preuves que les dépenses publiques sont plus efficaces lorsque toutes les parties prenantes sont pleinement impliquées dans leur gestion et leur suivi. Le concept de l'IPM est intrinsèquement lié à l'appropriation par les bénéficiaires et au partage du pouvoir.

Un investissement sur le plus long terme et plus durable

L'IPM permettrait d'investir davantage dans des secteurs nécessitant des engagements permanents, tels que les infrastructures et les services publics.

Contrôle public

L'IPM renforcerait la capacité des pays à fournir des biens et des services publics par le biais d'un mécanisme d'intérêt public, en rééquilibrant la concentration accrue du pouvoir économique privé.

Plus prévisible

L'IPM propose une approche plus efficace et équitable pour organiser la façon dont nous priorisons les besoins publics internationaux, ce qui permettrait d'éviter une réponse hésitante aux crises mondiales.



Rose Ngugi

Directrice exécutive, Institut kényan de recherche et d'analyse des politiques publiques (KIPPRA)



L'approche de l'IPM est pleine de promesses pour l'Afrique

L'investissement public mondial est de mieux en mieux compris en Afrique, comme dans le reste du monde. En tant que mécanisme de financement mondial innovant, l'IPM est censé créer des fonds communs dans lesquels tous les pays ont une part et des avantages équitables. Il s'agit d'une nouvelle approche visant à diversifier la prise de décision tout en créant une responsabilité mutuelle pour les finances publiques internationales, y compris la mobilisation et l'allocation des ressources pour un développement durable. Des progrès ont été réalisés dans la diffusion du concept de l'IPM en Afrique, avec six groupes de réflexion de premier plan qui se sont penchés sur ce que l'IPM signifierait pour différents pays et organismes régionaux. Au Kenya, l'Institut kényan de recherche et d'analyse des politiques publiques (KIPPRA) collabore avec DI pour examiner le concept de l'IPM, en particulier en ce qui concerne le financement du climat. Grâce à une meilleure compréhension de l'IPM et de ce qu'il implique pour les pays africains, on s'attend à ce que les pays diffusent le concept, augmentant ainsi son adoption et, par la suite, sa mise en œuvre.

L'IPM a le potentiel de transformer des vies en Afrique en s'attaquant aux problèmes systémiques qui affectent les mécanismes financiers existants. L'approche de l'IPM offre une solution alternative au financement des ODD et d'autres biens publics pour le développement durable. Par exemple, elle pourrait remédier à l'inégalité constatée dans la distribution des vaccins contre la COVID-19 en permettant aux pays d'accéder au financement en fonction de leurs besoins et non de leurs contributions. Elle pourrait également promouvoir l'investissement dans des biens publics tels que la technologie et la santé publique, en créant davantage d'emplois et d'opportunités pour les personnes et en améliorant les soins de santé. En outre, l'élément de co-crédation permettrait aux pays de co-concevoir, de consulter et de co-produire des solutions

ayant un impact et répondant à leurs besoins, tant au niveau local que mondial.

L'approche de l'IPM **constitue une promesse d'un mécanisme de financement alternatif** dans le cadre de la réforme de l'architecture financière internationale, avec un cadre d'investissement public amélioré pour des bénéfices universels. En outre, elle propose d'injecter des ressources financières substantielles dans le système financier mondial pour relever les défis urgents, y compris le changement climatique. Le modèle promet également de promouvoir l'action des pays africains dans la prise de décision et l'accès au financement du développement. Comme l'a déclaré le président du Kenya, Son Excellence William Ruto, il est important de disposer d'une architecture financière mondiale qui réponde aux défis auxquels sont confrontés les pays en développement et dont les conditions soient adaptées à ces défis. Toutefois, comme pour les biens publics, il est essentiel de veiller à ce que le problème des pays "passagers clandestins" ne s'installe pas, ce qui compromettrait les objectifs de l'IPM.

**“
L'IPM a le potentiel
de transformer des
vies en Afrique, car il
s'attaque aux problèmes
systémiques qui affectent
les mécanismes
financiers existants.**



Danny Gotto

Directeur exécutif, Innovations pour le développement



L'IPM pour la réduction de la pauvreté en Afrique

Masika, une mère résiliente vivant dans la campagne ougandaise du district de Kasese, exposée aux conflits, incarne les [difficultés auxquelles sont confrontées de nombreuses personnes en Afrique subsaharienne \(ASS\)](#). Des années de conflit, des ressources insuffisantes et des opportunités limitées ont entravé ses rêves d'un avenir meilleur pour ses six enfants. Cependant, une lueur d'espoir apparaît sous la forme d'un investissement public mondial, qui a le potentiel de transformer des vies et de favoriser le développement durable dans toute la région.

L'Ouganda, comme de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, est confronté à des déficits importants en matière de financement du développement. Le financement insuffisant des services sociaux, tels que les services de santé, d'éducation et d'accès à l'eau, associé à un manque d'investissement dans les infrastructures, notamment les routes, les chemins de fer, les hôpitaux et les écoles, a entravé les progrès. Par exemple, les dépenses annuelles de santé par habitant·e en Ouganda sont bien inférieures à la recommandation minimale de 84 dollars américains ou aux estimations de 271 dollars pour parvenir à une couverture sanitaire universelle. Plus de 40 % de la population dépense de sa poche pour répondre à ses besoins en matière de santé, alors que plus de 10 millions de personnes vivent dans une pauvreté abjecte et que plus de 30 millions sont au bord de la pauvreté, exacerbée par l'impact récent de la pandémie de COVID-19 (données tirées de la [base de données de la Banque mondiale](#) et de [l'OMS sur les dépenses de santé dans le monde](#)).

L'obtention de nouveaux prêts n'est plus une option viable pour l'Ouganda, car le ratio dette/PIB du pays dépasse le [seuil de 50 % recommandé par la Banque mondiale pour les pays en développement](#). 17 % des dépenses récurrentes du gouvernement

sont consacrées au paiement de la dette et des intérêts. Cette pression financière limite la capacité fiscale du gouvernement à allouer des ressources adéquates aux secteurs vitaux et, par conséquent, [entrave la possibilité d'atteindre les objectifs de développement durable](#).

L'histoire de Masika n'est pas un cas isolé. L'avenir de ses enfants et celui d'innombrables autres dans toute l'Afrique subsaharienne sont en jeu. Sans accès à une éducation et à des soins de santé de qualité, près d'un milliard d'enfants seront laissé·e·s pour compte d'ici 2050. Cette situation désastreuse est aggravée par les menaces imminentes de la

crise climatique, des pandémies et des épidémies. L'urgence de relever ces défis n'a jamais été aussi grande.

Le mécanisme de financement innovant du l'IPM permet à des pays comme l'Ouganda de verser

leur juste part de ressources à un fonds commun. Étant donné que les prélèvements sur le fonds commun sont basés sur l'ampleur des besoins, l'Ouganda aura la possibilité d'accéder à un financement significatif basé sur les priorités convenues. Cela signifie que des secteurs essentiels comme les services de santé, d'éducation et d'accès à l'eau et les infrastructures bénéficieront de l'élan nécessaire pour progresser.

En comblant les lacunes critiques en matière de financement du développement et en orientant les ressources vers les domaines prioritaires, l'IPM peut libérer le potentiel de croissance durable de l'Afrique. Toutefois, il est impératif que cette initiative soit soutenue par une solide collaboration internationale et complétée par des stratégies globales qui s'attaquent aux défis multiformes auxquels la région est confrontée. Grâce à des efforts concertés, le rêve de Masika d'un avenir meilleur pour ses enfants peut devenir réalité.



Mengistu Ketema

Directeur général de l'Association éthiopienne d'économie (AEE)



Renverser la logique du financement du développement en Afrique

L'époque actuelle se caractérise de plus en plus par l'interaction de perturbations complexes. Cependant, les pays ne sont pas entièrement préparés à cette nouvelle réalité et réagissent souvent séparément à chaque perturbation. L'édification de sociétés durables et résilientes nécessite une action mondiale puissante, car un pays ne peut pas relever seul ces défis. Les pays comptent souvent sur l'aide au développement et l'aide humanitaire pour lutter contre les effets des urgences mondiales.

En Afrique, l'aide s'est élevée à 60,5 milliards de dollars américains en 2021, soit 33,6 % du total mondial. Cependant, l'aide des pays riches a souvent nui à l'Afrique en enfermant les nations dans un cycle de corruption, de ralentissement de la croissance économique et de pauvreté ; en 2022, plus de 75 % des personnes en situation de pauvreté dans le monde vivaient en Afrique.

Le modèle conventionnel de financement public ne reconnaît pas l'effort mutuel et repose sur une logique donateur-bénéficiaire qui mine la contribution des pays en développement. Tous les pays se sont efforcés de lutter contre le changement climatique et d'autres défis mondiaux, tandis que les nations développées n'ont pas tenu les promesses d'engagement de ressources qu'elles avaient faites lors de différents sommets.

L'Afrique regorge de richesses minérales potentielles, de travailleurs qualifiés, de nouvelles entreprises en plein essor et de biodiversité.

Environ un tiers des réserves minérales mondiales, plus des deux tiers des terres arables de la planète et un tiers des forêts tropicales humides stockant du CO₂ se trouvent en Afrique. Pourtant, chaque année, plus de richesses quittent l'Afrique qu'il n'y en entre, une partie de ces richesses revenant sous forme "d'aide". Les flux de richesses qui quittent

l'Afrique sont principalement liés au remboursement de la dette et de la finance, à l'aide fantôme, à la fuite des capitaux, au commerce déloyal et à la distorsion des investissements.

Du point de vue de l'Afrique, l'approche actuelle de l'aide au développement nécessite une certaine ingénierie financière pour répondre aux priorités de développement du continent et atténuer l'impact des défis mondiaux. Les pays africains devraient donc explorer d'autres moyens de mobiliser des ressources pour financer les défis du développement en inversant les schémas existants entre donateurs et bénéficiaires. Dans cette optique, les présidents William Ruto du Kenya et Cyril Ramaphosa de l'Afrique du Sud ont insisté, lors du sommet de Paris, pour un nouveau pacte financier mondial qui s'est tenu en juin 2023, sur la nécessité de modifier l'architecture financière actuelle.

L'investissement public mondial est un système dans lequel les nations engagent volontairement des ressources pour améliorer les biens communs mondiaux selon les trois principes suivants : tous les pays contribuent, tous bénéficient, tous décident. C'est le meilleur moyen de moderniser les finances publiques internationales. Il est temps que tous les pays africains travaillent ensemble pour marquer cette transformation de la coopération internationale.

**“
Le modèle
conventionnel de
financement public
ne reconnaît pas
l'effort mutuel.**



Peter Quartey

Directeur, Institut de recherche statistique, sociale et économique (ISSER), Université du Ghana



Aba Crentsil

Chercheuse, Institut de recherche statistique, sociale et économique (ISSER), Université du Ghana

Que pourrait signifier l'IPM pour des pays comme le Ghana ?

Le cadre de l'investissement public mondial (IPM) peut aider l'Afrique à relever efficacement les défis actuels, notamment la pauvreté, les inégalités, la santé, le changement climatique, la paix et la sécurité. Fondée sur les principes de solidarité, d'équité, de transparence et de participation, l'approche de l'IPM propose que tous les pays contribuent à une réserve mondiale de fonds publics et en bénéficient, en fonction de leurs capacités et de leurs besoins. Il ne s'agit pas de charité, mais d'une forme de coopération mondiale et de soutien mutuel.

L'IPM pourrait avoir de nombreux avantages pour l'Afrique et pour le monde entier. Il pourrait accroître la quantité et la qualité du financement public international, réduisant ainsi la dépendance à l'égard de l'aide au développement traditionnelle, qui est souvent liée aux intérêts et aux conditionnalités des donateurs. Il pourrait également améliorer la gouvernance et la redevabilité des financements publics mondiaux, en veillant à ce que les donateurs et les bénéficiaires aient leur mot à dire sur la manière dont ces financements sont alloués et utilisés. L'IPM pourrait favoriser un sentiment de citoyenneté et de responsabilité mondiales, en reconnaissant que tous les pays ont un intérêt à relever les défis mondiaux et à réaliser les biens publics mondiaux. Aligné sur l'Agenda 2063, la vision de l'Union africaine pour un continent prospère et intégré, l'IPM pourrait contribuer à des priorités telles que l'infrastructure, l'industrialisation, la santé, l'éducation et la protection de l'environnement. Il pourrait favoriser la coopération régionale, en renforçant l'action collective et le partage des ressources entre les nations africaines. Ce partenariat mondial renouvelé pourrait lui-même renforcer l'influence de

l'Afrique sur la scène internationale, en promouvant l'équilibre et l'inclusion.

En particulier, l'IPM a le potentiel de transformer le paysage des services de santé en Afrique. Révélées par la pandémie de COVID-19, la fragilité et l'inégalité des systèmes de santé mondiaux ont porté préjudice aux nations et aux populations vulnérables. L'IPM offre un modèle de financement durable pour la préparation aux pandémies et la couverture sanitaire universelle (CSU), en prélevant des ressources dans les pays en fonction de leurs moyens et en les allouant équitablement à ceux qui en ont le plus besoin. Cette approche favorise une utilisation transparente et responsable des ressources, avec la participation de toutes les parties prenantes.

La population ghanéenne, en particulier les personnes marginalisées, pourrait bénéficier grandement de l'IPM dans le domaine de la santé. En affectant des fonds supplémentaires aux systèmes de santé, aux services, aux ressources humaines, aux médicaments, aux vaccins, etc, l'IPM pourrait soutenir les efforts du Ghana en matière de couverture sanitaire universelle à l'horizon 2030. Il pourrait aider le pays à lutter contre l'épidémie de COVID-19 et d'autres maladies infectieuses en soutenant des initiatives de dépistage, de traitement, de vaccination et de protection sociale. En outre, l'IPM pourrait permettre au Ghana de contribuer à l'échelle mondiale en partageant les meilleures pratiques et les innovations.

L'IPM est un concept réaliste fondé sur des modèles existants tels que le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Cette institution performante reflète les principes du l'IPM par le biais d'un financement commun, d'une allocation basée sur les besoins, d'une gouvernance inclusive et d'un leadership national. En conclusion, l'IPM représente une vision réalisable pour une meilleure alternative au financement du développement au Ghana.



Vitalice Meja

Coprésident du réseau Reality of Aid Network Africa



Nous avons besoin d'une nouvelle convention sur l'aide au développement

Les pays riches ont la capacité de maintenir des niveaux élevés d'aide publique au développement (APD) même en temps de crise, comme le montre le fait qu'en 2020, le PIB a diminué en moyenne de 5,48 % dans les pays de l'OCDE, alors que [les flux nets d'APD ont augmenté de 7 %](#). Il n'existe aucune justification économique du fait que les pays riches ne maintiennent pas leurs flux financiers vers les pays pauvres.

Oxfam a estimé que si les pays riches avaient atteint l'objectif de 0,7 % du RNB, le budget de l'aide au développement aurait été augmenté d'environ [190 milliards de dollars par an, ce qui représente au total un manquement à l'obligation de fournir 5 700 milliards de dollars d'aide au développement au cours des 50 dernières années](#).

Une nouvelle architecture du financement de l'APD est nécessaire, dans laquelle l'objectif de 0,7 % est concrétisé et transformé en dette envers les pays les plus pauvres. Pour mettre en place une nouvelle architecture de financement de l'APD, le monde a besoin d'une convention sur l'APD dotée des institutions et de la structure nécessaires pour obliger les pays riches à payer les dettes qu'ils ont contractées à l'égard des pays pauvres.

Dans le même temps, de nouveaux acteurs sont apparus sur la scène mondiale. La Chine, l'Inde et les pays arabes sont apparus comme des économies à croissance rapide, capables de peser de tout leur poids dans la recherche de solutions financières pour le Sud. L'Afrique subsaharienne est de plus en plus souvent le théâtre d'accords de coopération économique entre la Chine et l'Inde, ainsi que de flux d'aide accrus. Tout porte à croire que ces pays ont désormais atteint le stade de développement dit avancé et qu'ils devraient contribuer aux objectifs d'aide au développement des Nations unies.

L'argent qui afflue vers les pays en développement devrait être augmenté et maintenu sans qu'une charge excessive ne pèse sur un groupe particulier.

L'idée d'un investissement public mondial est noble et bienvenue. Elle devrait se concentrer sur la création de conditions favorables pour que les pays pauvres puissent s'attaquer à l'éradication de la pauvreté dans tous les domaines du financement du développement.

**“
L'investissement public mondial devrait se concentrer sur la création de conditions permettant aux pays pauvres de s'attaquer à l'éradication de la pauvreté.**



Adelina Kamal

Analyste indépendante et ancienne directrice exécutive du Centre de coordination de l'aide humanitaire de l'ANASE (ASEAN en anglais)



L'IPM soutient la réponse aux crises dans la région de l'ANASE

Face à la triple menace des pandémies, de la crise climatique et des conflits - ainsi qu'à des défis futurs potentiellement plus intenses, plus fréquents et plus complexes qui pourraient menacer la prospérité, la stabilité et la sécurité de la région - l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) devra adopter une approche transformatrice dans sa manière de gérer les chocs et les crises multiples. L'ANASE devra adopter une approche multirisque avec un mécanisme de gestion de crise coordonné, inclusif et axé sur le long terme, y compris un mécanisme de financement.

Dans une certaine mesure, l'ANASE applique depuis longtemps les principes de l'investissement public mondial. Les principes de l'IPM, à savoir "tous les pays contribuent, tous décident et tous bénéficient", sont intégrés dans le processus commercial global de l'ANASE. Toutefois, certaines pratiques au sein de l'ANASE peuvent remettre en question la pleine application de l'IPM.

Une formule de "partage équitable" pourrait être élaborée pour garantir que les pays de l'ANASE conservent des droits égaux en matière de prise de décision et bénéficient d'avantages équitables. Une formule possible pourrait être a) une contribution financière annuelle égale obligatoire à un certain niveau pour assurer la prévisibilité, plus b) des contributions financières supplémentaires de la part des pays de l'ANASE qui sont en mesure de contribuer davantage, et/ou c) la monétisation des contributions en nature de certains pays de l'ANASE. Pour élargir la base de financement, les partenaires de l'ANASE pourraient être invités à contribuer financièrement à la réserve de fonds pour équilibrer les contributions des pays de l'ANASE.

“
Le concept de l'IPM pourrait être utilisé pour établir un mécanisme de financement permanent, innovant et durable pour faire face à tous les risques et à toutes les crises.

Le concept de l'IPM pourrait être utilisé pour mettre en place un mécanisme de financement permanent, innovant et durable, pour faire face à tous les risques et à toutes les crises : ce serait un Fonds toutes crises (FTC), qui pourrait être utilisé non seulement pour anticiper et répondre aux futures catastrophes et crises humanitaires, mais aussi à d'autres types de crises, y compris celles causées par des risques liés à la santé et des défaillances technologiques qui menacent la prospérité, la sécurité et la stabilité des pays de l'ANASE.

La création du FTC pourrait être axée sur la durabilité avec une stratégie d'incitation formulée pour (i) attirer les pays de l'ANASE à augmenter leurs contributions financières, (ii) engager les partenaires de l'ANASE à mettre des ressources dans un panier commun de fonds régionaux de l'ANASE, et (iii) mobiliser le crowdfunding des citoyen·ne·s des pays de l'ANASE.

Conformément au concept de l'IPM qui est conçu sur le long terme et qui se concentre sur des initiatives souvent sous-financées, le FTC pourrait être conçu non seulement pour anticiper et répondre aux crises futures, mais aussi pour réduire les risques et renforcer la résilience des pays de l'ANASE dans l'absorption des chocs futurs. En tant que tel, le FTC serait en mesure de générer des ressources qui couvriraient une grande partie des déficits de financement en matière de réduction des risques de catastrophe et d'efforts de redressement et de réhabilitation, dans le cadre des biens publics régionaux. Une part importante des ressources générées par le FTC devrait être en mesure de renforcer la capacité des gouvernements locaux et des acteurs non gouvernementaux en tant qu'acteurs de première ligne, afin de renforcer leur capacité et leur résilience dans la gestion des catastrophes et des crises futures.

[Lire l'étude de faisabilité complète.](#)



Anthea Mulakala

Directrice de la coopération internationale au développement et co-responsable de la Future Skills Alliance, The Asia Foundation



L'IPM et l'Asie-Pacifique

Une discussion sérieuse sur l'investissement public mondial est opportune pour la région Asie-Pacifique, mais elle doit s'aligner sur l'architecture et les mécanismes régionaux existants. C'est en Asie du Sud-Est et dans les États insulaires du Pacifique (EIP) qu'il y a le plus de chances d'aboutir, car des institutions régionales fortes (ANASE et Forum des îles du Pacifique) sont des facteurs clés de la capacité des pays à donner la priorité à leurs programmes de développement tout en faisant face à une concurrence géopolitique intense et aux offres de ressources de la Chine, des États-Unis, du Japon et d'autres pays.

Bien que l'Asie du Sud-Est ne soit pas dépendante de l'aide au développement, la demande en infrastructures est élevée, estimée à [environ 200 milliards de dollars américains par an jusqu'en 2030](#). La solide architecture régionale de la région, l'ANASE, a joué un rôle essentiel dans la gestion de la géopolitique. Les États membres se sont servis de l'ANASE comme d'une plateforme pour discuter de la coopération régionale en matière de développement. Ce concept de centralité de l'ANASE permet aux États membres de travailler ensemble à la réalisation d'objectifs de développement communs. Des cadres et des mécanismes - tels que le plan directeur sur la connectivité de l'ANASE, le Comité de coordination de l'ANASE sur les micro, petites et moyennes entreprises (ACCMSME) et le Comité de l'ANASE sur la gestion des catastrophes - font en sorte que les partenaires extérieurs s'alignent sur les priorités et les stratégies de développement de l'ANASE. L'approche fondée sur l'IPM se prête bien à cette architecture et à ce processus déjà établis.

La région des îles du Pacifique abrite de nombreux petits États insulaires en développement (PEID) très vulnérables au changement climatique, aux catastrophes naturelles et aux chocs économiques. Malgré le nombre de pays qui bordent ou possèdent des territoires dans la région, celle-ci a souvent été considérée comme périphérique dans la politique mondiale et régionale, mais elle est actuellement le

théâtre d'une concurrence géopolitique croissante, en particulier entre les États-Unis, la Chine et l'Australie. Le changement climatique est la [priorité numéro un des États insulaires du Pacifique](#), qui abordent le sujet dès que l'occasion se présente. L'initiative de l'IPM s'inscrira dans le cadre d'un programme propre aux EID, fera écho aux agendas, aux institutions et aux stratégies créées par les EIP, telles que le Forum des îles du Pacifique ou la Stratégie 2050 pour le Continent Bleu du Pacifique, et permettra aux États insulaires du Pacifique d'orienter les flux de ressources vers la région.

“
L'approche fondée sur l'IPM se prête bien à l'architecture et aux processus établis dans la région.



Milindo Chakrabarti

Professeur, O.P. Jindal Global University



L'IPM complète la coopération Sud-Sud

Le développement a souvent été considéré comme un processus visant à satisfaire les besoins illimités de l'humanité malgré la rareté des ressources. L'innovation technologique continue pourrait remédier à la pénurie, tandis que le contrôle territorial des ressources par des pays souverains pourrait assurer le développement au niveau national. Si tous les pays optimisent l'utilisation de leurs ressources nationales, le développement mondial est assuré.

L'émergence d'une polycrise vient ébranler cette croyance dominante. Il y a des biens et des services à fournir à la communauté mondiale, indépendamment des pays de résidence. La perte des ressources naturelles et l'augmentation rapide de la pollution posent également des problèmes qui doivent être considérés comme une responsabilité mondiale. Les principes de l'investissement public mondial, selon lesquels tous les pays contribuent, tous décident et tous bénéficient, deviennent pertinents.

Le discours actuel sur l'aide publique au développement (APD) repose sur la division de la communauté mondiale en deux groupes dichotomiques, les pays développés et les pays en développement. Les ressources, essentiellement financières, sont acheminées sous forme de prêts à des conditions préférentielles et de subventions, des pays développés vers les pays en développement, dans le but de favoriser le développement. Cependant, les soixante-dix dernières années d'APD et sa gestion ont créé un grave problème de réduction de la confiance et de la réciprocité entre les nations.

Une perspective multilatérale pour la création de biens publics mondiaux et la réduction des maux publics mondiaux est absolument nécessaire. L'IPM, qui repose sur le principe de l'accès pour toutes et tous, peut créer un espace permettant de transformer les défis actuels liés aux intérêts divers des

parties prenantes en une occasion de renforcer la confiance entre les différents groupes grâce à des discussions négociées fondées sur le principe fondamental de l'égalité.

De nombreux pays du Sud poursuivent l'esprit de la coopération Sud-Sud fondée sur les principes d'accès, d'équité et d'inclusion. L'investissement public mondial, qui garantit la fourniture de biens publics au niveau régional et même mondial et réduit simultanément les inconvénients publics, est une idée qui s'imbrique parfaitement dans la fourniture d'un développement inclusif pour toutes et tous. Nous pouvons nous attendre à ce que ces pays acceptent l'IPM sur la base de l'exigence fondamentale de la "contribution de tous", conformément à la norme fondamentale des responsabilités communes mais différenciées, décidée par tous les pays dans un cadre véritablement multilatéral et bénéfique pour tous dans le véritable esprit de la création de biens publics et de la réduction des maux publics.

**“
L'IPM, qui repose
sur le principe de
l'accès pour toutes
et tous, peut créer un
espace permettant
de transformer les
défis actuels en une
occasion de renforcer
la confiance.**



Andrea Ordóñez

Directrice, Southern Voice



L'IPM pour une région à revenu intermédiaire

L'Amérique latine se compose principalement de pays à revenu intermédiaire et devrait examiner de près le modèle d'investissement public mondial, car il offre une alternative intéressante à certains des défis auxquels ces pays sont confrontés pour le financement de certaines de leurs transformations les plus importantes.

L'accent mis sur le financement public, plutôt que sur la mobilisation de fonds privés, et sa structure de gouvernance innovante constituent ses principales caractéristiques. L'accent mis sur le financement public est particulièrement pertinent compte tenu de la tendance historique de la région ALC à la privatisation, qui a pris de l'ampleur dans les années 1990. Si les effets à long terme de cette tendance à la privatisation sont mitigés, il est indéniable que la réponse aux défis contemporains tels que le changement climatique, les catastrophes naturelles et les pandémies nécessite un renforcement du rôle du secteur public à tous les niveaux. En outre, le secteur public joue un rôle essentiel dans la promotion de l'équité et la juste répartition des bénéfices dans la société.

Le deuxième élément fondamental du modèle est sa structure de gouvernance, qui offre aux pays à revenu intermédiaire une position influente dans les processus de prise de décision. Si l'on examine les discussions actuelles au sein du système multilatéral, il semble que les structures enracinées ne changeront probablement pas suffisamment pour permettre aux pays à revenu faible et intermédiaire de jouer un rôle plus important dans les processus de prise de décision. Bien que la participation active et le leadership dans la fourniture de solutions soient reconnus comme des facteurs de réussite, les progrès dans la réforme des cadres existants ont été limités. Pour combler cette lacune, il est impératif que les pays à revenu faible et intermédiaire jouent un rôle central. Pour l'Amérique

latine, en particulier, le mécanisme de l'IPM prend de l'importance car il peut faciliter et soutenir les discussions sur la coopération régionale, en tenant compte des diverses tendances politiques de la région qui entravent souvent les efforts de collaboration continue. Le modèle de l'IPM a le potentiel de faciliter une forme de collaboration plus pragmatique et plus inclusive, transcendant les différences politiques.

Les deux piliers du modèle de l'IPM – donner la priorité aux financements publics et encourager des structures de gouvernance efficaces – font écho aux impératifs des pays à revenu intermédiaire, en particulier dans le contexte de l'Amérique latine. Grâce à ces piliers, le modèle encourage une attention renouvelée à la consolidation du secteur public, à l'amélioration des défis régionaux et à une approche plus cohésive et participative pour aborder des questions complexes.

**“
Les deux piliers du modèle de l'IPM – donner la priorité aux financements publics et encourager des structures de gouvernance efficaces – font écho aux impératifs des pays à revenu intermédiaire, en particulier dans le contexte de l'Amérique latine.**



Carolina Cosse

Présidente, Mercociudades



Intégration régionale et gouvernance locale

Mercociudades est une organisation qui reconnaît le rôle central des gouvernements locaux et des parties prenantes dans l'élaboration des trajectoires d'investissement, ce qui représente une rupture par rapport à l'approche traditionnelle de la coopération. Alors que ce dernier dépeint souvent le Sud comme un bénéficiaire passif de l'aide qui a besoin des conseils du Nord, Mercociudades annonce un changement de paradigme reconnaissant l'agence du Sud dans la détermination de son orientation de développement.

Lancée par 12 villes en 1995, Mercociudades compte aujourd'hui plus de 375 gouvernements locaux membres. Collectivement, ces entités apportent une contribution indispensable au développement des processus démocratiques et à la promotion de l'intégration régionale et de la gouvernance locale.

Cette philosophie entre en résonance avec le paradigme de l'investissement public mondial, qui préconise un rééquilibrage de la coopération internationale, en mettant l'accent sur une "participation collective" inclusive afin de remédier à la dette historique entre le Nord et le Sud, ce qui est particulièrement pertinent dans le contexte de la crise climatique actuelle.

L'IPM offre une approche pragmatique pour générer le financement nécessaire à la réalisation des ODD. L'intégration d'une perspective territoriale dans la coopération internationale est essentielle en raison des disparités entre les régions et de l'accès variable au crédit. L'IPM s'écarte de l'idée selon laquelle les pays sont "diplômés" après avoir atteint un niveau de revenu par habitant·e relativement faible (comme dans le cas de l'Amérique latine

et des Caraïbes), en insistant sur un engagement continu à investir dans les rendements publics.

Néanmoins, l'impact historique du Nord sur le Sud, notamment en termes d'émissions de CO₂ à l'origine du changement climatique, ne peut être ignoré. Il est primordial de commencer à mettre en œuvre le fonds pour les pertes et dommages établi lors de la COP27. Les dommages économiques résultant du changement climatique pour les pays du Sud atteindront [près de 428 milliards de dollars américains par an d'ici 2030 et jusqu'à 1,67 trillion de dollars par an d'ici 2050](#) dans un scénario de réchauffement moyen de la planète de 3°C. Plus précisément, l'Amérique latine et les Caraïbes ont représenté 53 % des pertes économiques mon-

diales dues aux "catastrophes climatiques" [entre 1998 et 2017, avec des pertes annuelles moyennes supérieures à 1,5 % du PIB de la région.](#)

Une action urgente est nécessaire pour mettre en œuvre des approches localisées et inclusives dans le cadre de la

gouvernance locale et de la dynamique territoriale, en formulant un cadre financier flexible qui tienne compte de la diversité au niveau local. Les Mercociudades et l'IPM sont des exemples de paradigmes modernes qui englobent la collaboration et le développement inclusif.

L'IPM nous éloigne des dynamiques de pouvoir profondément ancrées et inéquitables. Il favorise un accord plus démocratique et plus responsable sur la manière de gérer les finances publiques internationales, en établissant une approche organique et dynamique dans laquelle le Nord et le Sud conçoivent, consultent et coproduisent ensemble des solutions efficaces adaptées à leurs besoins, tant au niveau local que mondial.



Andrea Vignolo

Ancienne directrice exécutive de l'Agence uruguayenne de coopération internationale



IPM pour l'Amérique latine et les Caraïbes

L'investissement public mondial offre la possibilité de construire des sociétés inclusives du point de vue des droits humains grâce à la solidarité. Il offre un système financier innovant pour remédier à la dette historique entre les pays les plus développés et les moins développés, en particulier face à la crise climatique. Il pourrait fonctionner comme un mécanisme de financement concessionnel visant à réduire l'endettement régional, à promouvoir la stabilité fiscale, la redistribution des richesses et la réduction des inégalités. L'IPM s'aligne sur les principes de la coopération Sud-Sud et contribue à relever les défis de l'approche du développement en transition.

En Amérique latine, les gaz à effet de serre devraient continuer à augmenter en raison de la croissance démographique et de la dépendance à l'égard des combustibles fossiles. Une transformation urgente vers une économie neutre en carbone est nécessaire. L'Amérique latine et les Caraïbes (ALC) émettent moins de 10 % des émissions mondiales. Cependant, la région est très vulnérable au changement climatique en raison de facteurs géographiques, climatiques, socio-économiques et démographiques. Le changement climatique exacerbe les risques pour la sécurité alimentaire, la disponibilité de l'eau, la pollution de l'air, la mobilité humaine et les maladies à transmission vectorielle, ce qui a un impact sur les populations vulnérables. Pour atténuer et gérer ces risques, les sociétés doivent s'impliquer activement dans la résolution de ces problèmes.

Il est urgent de s'orienter vers des processus d'adaptation, d'atténuation et de résilience afin d'améliorer les conditions sociales et environnementales. Nous devons concevoir des politiques qui soutiennent l'évaluation des conditions critiques

afin de tenir compte de l'inter-sectionnalité et de la multi-dimensionnalité des problèmes. Les actions d'adaptation dépendent des contextes territoriaux spécifiques, car elles ne sont pas interchangeables mais uniques parmi les différentes cultures. Ces actions doivent répondre à des objectifs à la fois sociaux et environnementaux.

De plus, la plupart des pays de l'ALC ont été classés dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire par la Banque mondiale, ce qui entrave l'accès des territoires locaux les plus marginalisés aux stratégies traditionnelles d'aide économique pour

surmonter les défis locaux, tout en perpétuant l'inégalité entre les capitales et les zones rurales dans une logique perverse.

Il est donc urgent de mettre en œuvre une perspective localisée et inclusive des territoires et des gouvernements locaux afin de créer un système de financement qui tienne compte de l'hétérogénéité de la région tout en prenant en considération les limites imposées par les catégorisations traditionnelles basées sur le revenu. Les régions et les villes de l'ALC sont des acteurs irremplaçables et nécessaires au développement durable.

En conclusion, la complexité des défis auxquels l'humanité est confrontée exige un travail de plus en plus pluridisciplinaire et coordonné entre les différents niveaux et acteurs (mondial, régional, national et local), en complétant les connaissances, l'expertise et les ressources pour mieux reconstruire et reprendre l'agenda du développement durable.

L'IPM est l'outil qu'il nous faut. Agissons maintenant.



Andre de Mello e Souza

Chercheur titulaire et analyste politique, Institut de recherche économique appliquée, Brésil



Le Brésil devrait être à l'avant-garde de la promotion de l'IPM

La proposition d'investissement public mondial intègre bon nombre des principes et des valeurs de la coopération au développement brésilienne et, plus largement, de sa politique étrangère. Le Brésil a toujours défendu le multilatéralisme et les systèmes de résolution des conflits fondés sur des règles, considérés comme préférables à l'affrontement bilatéral avec les grandes puissances, et la coopération brésilienne au développement a toujours privilégié les canaux multilatéraux, comme en témoignent les [rapports Cobradi](#).

L'IPM est une proposition très inclusive pour la gouvernance du financement du développement multilatéral et la promesse que les pays en développement n'auront pas seulement un siège à la table, mais aussi une influence dans les processus de prise de décision - ce que le Brésil demande depuis longtemps, y compris dans le cadre du groupe des BRICS. En proposant des contributions au financement du développement mondial qui varient en fonction de la capacité de chaque pays, l'IPM reprend également le principe des "responsabilités communes mais différenciées", énoncé lors du sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992 et cher à la diplomatie et à la politique étrangère brésiliennes.

En tant que fournisseur et bénéficiaire de la coopération internationale au développement, le Brésil est bien placé pour reconnaître et répondre, dans la pratique, aux préoccupations des donateurs et des bénéficiaires, et donc pour diriger la construction des mécanismes et de la gouvernance de l'IPM.

En outre, le Brésil a défendu les principes de la coopération Sud-Sud qui sont également largement

intégrés dans l'IPM. Il s'agit notamment de l'horizontalité et de l'appropriation locale de cette coopération, ainsi que de l'idée qu'elle doit être motivée par les demandes des pays partenaires et générer des avantages mutuels. En outre, le Brésil a approuvé le principe de "concessionnalité", qui signifie que la coopération au développement doit être librement consentie et impliquer une certaine forme d'effort ou de sacrifice de la part du fournisseur, plutôt que d'être intéressée ou motivée par des intérêts économiques ou stratégiques. Ce principe est au cœur de la proposition de l'IPM.

**“
L'une des principales préoccupations de l'IPM est de maintenir la cohésion sociale à l'échelle mondiale en réduisant les inégalités et en élargissant la couverture des besoins humains les plus fondamentaux.**

Enfin, l'IPM répond de manière fondamentale aux besoins et aux défis de la société brésilienne. L'une des principales préoccupations de l'IPM est de maintenir la cohésion sociale à l'échelle mondiale en réduisant les inégalités et en élargissant la couverture des besoins humains les plus fondamentaux. En effet, l'IPM peut être considéré comme un système d'impôt progressif mondial. Le Brésil est l'un des pays les plus inégalitaires au monde et a expérimenté plusieurs politiques

sociales visant à réduire les inégalités. L'IPM peut donc aider le Brésil à améliorer ses politiques nationales et à atteindre une plus grande progressivité à mesure qu'il devient viable et rentable au niveau mondial. Il est important de noter que les défis politiques posés par la redistribution des revenus dans le pays peuvent être mieux relevés par un modèle mis en œuvre au niveau international, comme cela a été le cas dans de nombreux secteurs.

Il s'agit des différentes façons dont l'IPM intègre les traditions de gouvernance multilatérale inclusive et légitime, les principes de la coopération Sud-Sud et les valeurs de cohésion sociale et d'égalité qui sont toutes chères au Brésil en tant que fournisseur et bénéficiaire de financements pour le développement. Le Brésil devrait prendre la tête des efforts en faveur de l'IPM.



Adolf Klope-Lesch

Coprésident, Réseau pour des solutions de développement durable (SDSN) Europe



Heiner Janus

Chef de projet et chercheur principal, Institut allemand du développement et de la durabilité (IDOS)

Pourquoi l'UE doit-elle adopter l'IPM ?

Alors que l'Union européenne (UE) se repositionne en tant qu'acteur global dans un monde multipolaire, elle devrait adopter l'Investissement Public Mondial pour souligner son ambition de promouvoir un multilatéralisme efficace.

L'élection d'un nouveau Parlement européen en juin 2024 et la formation subséquente de la prochaine Commission européenne représentent à la fois une opportunité et une nécessité d'innover pour le reste de cette décennie. Au cours de cette période, l'UE doit achever la mise en œuvre de l'Agenda 2030, s'engager dans la définition de "cibles et d'objectifs encore plus ambitieux en matière d'ODD jusqu'au milieu du siècle" et décider de son prochain budget à long terme pour la période allant jusqu'à 2035.

Le potentiel clé du concept de l'IPM réside sans doute dans son approche révolutionnaire qui consiste à réimaginer la coopération dans la perspective d'une politique mondiale. De même, l'UE offre un exemple régional d'élaboration de politiques crédibles et légitimes en adoptant un point de vue paneuropéen qui peut transcender des défis politiques bien ancrés que les États membres ne pourraient pas aborder individuellement. L'UE est donc bien placée pour catalyser le potentiel de l'IPM afin de combler le retard de réforme d'un système multilatéral qui est pris dans des dépendances rigides de réformes progressives, comme les institutions de Bretton Woods ou le système des Nations unies.

Bien que l'UE et ses États membres fournissent près de 100 milliards de dollars américains - plus

de 45 % de l'APD mondiale - et s'efforcent "d'améliorer la gouvernance multilatérale et la coopération internationale fondée sur des règles", le rôle institutionnel de l'UE dans l'architecture financière mondiale est actuellement plutôt marginal. Les institutions de l'UE ne canalisent que 5 à 6 % de l'APD globale de l'Europe vers le système multilatéral, presque exclusivement sous la forme de financements réservés.

Pour être à la hauteur de leur ambition mondiale, les institutions de l'UE doivent non seulement augmenter de manière significative leurs contributions multilatérales, mais aussi les utiliser de manière stratégique et distinctement européenne. Les principes du l'IPM (tous contribuent, tous décident, tous bénéficient) sont au cœur de l'architecture financière interne de l'UE. Tous les États membres contribuent au budget européen à hauteur du même pourcentage de leur PIB et en bénéficient en fonction des priorités approuvées par leur majorité qualifiée, ce qui se traduit par un large éventail de contributeurs nets et de bénéficiaires nets. Il est intéressant de noter que le financement de l'action extérieure de l'UE par le budget de l'UE implique également que tous les États membres y contribuent de manière égale, alors que les ratios nationaux APD/RNB varient considérablement autour du ratio global de l'UE de 0,57 % - de 0,2 à 1,0 %.

En élargissant son engagement multilatéral et en appliquant progressivement les principes de l'IPM, l'UE peut développer sa marque "Team Europe" et inciter les institutions multilatérales existantes à adopter le concept de l'IPM. Ce faisant, l'UE pourrait également s'appuyer sur ses nouvelles sources de revenus, telles que l'échange de droits d'émission de Co2, le mécanisme d'ajustement aux frontières pour le carbone ou l'imposition minimale des entreprises multinationales.

“

Les principes de l'IPM (tous contribuent, tous décident, tous bénéficient) sont au cœur de l'architecture financière interne de l'UE.

La co-crédation d'infrastructures spécifiques ou interrégionales avec des partenaires clés de l'UE tels que l'Union africaine, l'ANASE, le Canada, l'Inde, le Mercosur et le Royaume-Uni semble particulièrement prometteuse. Les contributions seraient échelonnées en fonction de la taille de l'économie et du niveau de revenu par habitant-e. Par exemple, si la Commission européenne allouait 5 milliards de dollars au dispositif d'IPM, ces six partenaires apporteraient jusqu'à 5 milliards de dollars supplémentaires. Cet important portefeuille d'investissement annuel serait géré par tous les partenaires contributeurs et utilisé pour des interventions stratégiques dans les économies participantes, conformément aux objectifs convenus. Bien que la majeure partie des investissements soit destinée aux pays à revenu faible et intermédiaire, des interventions ciblées dans les pays à revenu élevé exerceraient également une certaine influence dans ces pays.

L'ancrage de l'IPM au niveau de l'UE répond également à la demande d'évolution du modèle d'APD, qui s'exprime de plus en plus au niveau national dans les pays européens par le biais de nouvelles politiques et initiatives. L'Agence française de développement (AFD) a qualifié l'APD de concept du siècle dernier et propose deux nouveaux volets de financement pour relever les défis mondiaux, l'un axé sur le financement du développement solidaire et l'autre sur les investissements dans les transitions à faible émission de carbone. Parallèlement, le ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ) préconise une “transition juste” vers une économie compatible avec le climat et une “politique de développement féministe”, avec l'ambition de façonner une nouvelle politique de développement postcoloniale et antiraciste.

La responsabilité conjointe, la réciprocité et la co-transformation remplaceraient progressivement le modèle uni-directionnel donateur-bénéficiaire de l'APD. Le renforcement du rôle mondial de l'UE d'une manière véritablement européenne devrait devenir un thème clé de la campagne pour les prochaines élections européennes. La société civile et les groupes de réflexion devraient collaborer avec les partis politiques pour inclure l'IPM et ses principes dans leurs programmes de campagne électorale. Il est grand temps d'adopter une réponse à la hauteur de la situation.



Nick Dearden

Directeur, Global Justice Now



Un défi posé aux discours ancrés des pays riches

L'ère de l'aide au développement est révolue. Dans les années 70 et 80, de nombreuses organisations, comme la mienne, ont mené des campagnes bien intentionnées pour que les pays riches s'engagent à consacrer des budgets à l'éradication de la pauvreté. Après des siècles d'esclavage, d'empire, d'extraction et d'exploitation, de telles dépenses semblaient être le minimum que le Nord puisse offrir pour remédier aux problèmes que les élites politiques avaient déchaînés sur le monde. L'aide au développement s'inscrivait dans le cadre d'un désir d'un monde meilleur à une époque d'espoir.

Aujourd'hui, nous vivons dans un monde différent. Le projet de 40 ans d'hyper mondialisation, l'intégration du monde entier sous l'égide du marché, s'effondre. Ce projet a alimenté la crise existentielle à laquelle nous sommes aujourd'hui confronté·e·s, non seulement dans le Sud, mais aussi dans une grande partie du Nord. L'espoir se fait rare.

Dans cette nouvelle réalité, l'aide au développement a perdu son soutien politique et sa légitimité morale. Cette érosion du soutien est en partie victime d'une campagne politique qui voudrait convaincre la population qu'elle n'a rien à gagner à aider les autres. Mais il existe des raisons plus légitimes pour lesquelles tant de gens se sont détournés de l'aide internationale.

Même à son meilleur niveau, l'aide au développement ne peut espérer réparer les dommages causés simultanément au monde par l'hyper-mondialisation. Malheureusement, les dépenses de l'APD n'ont pas toujours été optimales. Trop souvent, les gouvernements des pays riches utilisent leurs budgets pour défendre leurs propres intérêts et

imposer leur modèle économique favori à des populations qui n'ont pas grand-chose à y gagner. L'aide a parfois davantage servi à aider les grandes entreprises ou à financer les projets favoris des élites politiques qu'à libérer les populations de la pauvreté et de la dépendance.

Et derrière le concept d'aide au développement se cache une notion insidieuse, même inconsciente, héritée de longues années d'empire, selon laquelle nous, dans le Nord global, sommes des sauveurs et sauveuses blancs héroïques, faisant de notre mieux pour aider les populations indigènes sans espoir à résoudre les problèmes qu'elles ont créés pour

elles-mêmes. Loin du potentiel libérateur que le développement était censé offrir, une occasion d'apprendre des victimes de l'histoire et de redresser les torts, il s'avère qu'il s'agit, une fois de plus, de placer la générosité des puissants au centre.

Alors que partout dans le monde, on se détourne de l'hyper-mon-

dialisation, il est vital de ne pas se détourner de l'idée de coordination et de coopération internationales. L'investissement public mondial devrait être au cœur de cette démarche. S'il est bien fait, l'IPM peut non seulement commencer à réparer de graves injustices historiques, mais il peut aussi nous unir dans une lutte commune en faveur d'une vie digne pour toutes et tous. L'IPM repose sur le même principe que les projets les plus transformateurs de notre histoire, qui ont permis de fournir des soins de santé publics, des services d'éducation, des logements et des retraites : de chacun·e selon ses capacités à chacun·e selon ses besoins.

Il ne s'agit pas d'un modèle d'aide, mais d'un modèle d'autonomisation et de dignité sur lequel une société bien meilleure peut être construite.



Chris Collins

Président et directeur général, Amis de la lutte mondiale contre le sida, la tuberculose et le paludisme



L'IPM en Amérique du Nord

De nombreux décideurs et défenseur·e·s de l'Investissement Public Mondial en Amérique du Nord sont intéressé·e·s par les valeurs inhérentes à ce dispositif. La notion de contribution de chaque pays est puissante, tout comme l'accent mis sur les liens entre les différents domaines de développement. Peut-être plus crucial encore, l'idée selon laquelle l'aide étrangère représente véritablement un investissement dans des objectifs partagés résonne auprès de nombreux individus dans la région et aide à légitimer le financement. L'IPM rassemble de nombreuses valeurs importantes et est utile au dialogue sur les principes fondamentaux nécessaires à l'avenir de l'aide au développement.

On s'inquiète à juste titre qu'à ce jour, le monde n'ait pas encore réussi à mobiliser des ressources suffisantes, notamment pour le climat, la préparation aux pandémies et la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. On a le sentiment d'un sous-investissement chronique et d'un manque de clarté quant à la manière de dépasser les limites fixées à ce jour. Nous devons nous demander comment l'IPM peut contribuer à susciter un engagement en faveur de nouveaux investissements pour répondre aux besoins.

Trop souvent, nous construisons des silos alors que nous devrions trouver des synergies. De nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire ont construit leurs réponses à la COVID-19 sur les laboratoires, la surveillance des maladies, les réseaux communautaires et les chaînes d'approvisionnement qui ont été créés pour lutter contre le VIH, la tuberculose et le paludisme. Les investissements dans ces trois maladies ont été directement liés à la lutte efficace des pays contre la Covid. Pourtant, la préparation aux pandémies fait trop souvent l'objet de discussions isolées, sans référence à la nécessité de mettre fin aux pandémies actuelles et futures, ni aux nombreuses ressources apportées par ces trois maladies pour renforcer les systèmes de santé et mieux les préparer.

L'IPM peut être une voie vers des améliorations indispensables dans le domaine de l'aide étrangère, mais il est également essentiel de se rappeler que l'approche américaine actuelle a permis de sauver des millions de vies et de maintenir le soutien politique en se concentrant sur des résultats tangibles. Nous devons conserver cette orientation vers les résultats tout en intégrant les valeurs de l'IPM, telles que l'engagement de la société civile et les efforts financiers mondiaux collectifs, où tout le monde contribue et tout le monde en bénéficie. Un grand nombre de ces valeurs sont intégrées dans la structure du Fonds mondial et ont été intrinsèques à son succès.

L'IPM apporte des idées puissantes qui peuvent inspirer des politiques intelligentes. Il combine des concepts importants qui peuvent nous aider à réfléchir à une approche plus stratégique, plus efficace et plus équitable pour relever les défis mondiaux. Les décideurs politiques et les défenseur·e·s des droits humains devraient utiliser l'IPM pour alimenter le débat sur l'aide étrangère et explorer la manière dont ils peuvent être incorporés dans les programmes actuels et futurs.

**“
L'IPM apporte des idées puissantes qui peuvent éclairer une politique intelligente.**

L'IPM en action

L'IPM est nécessaire dans le monde entier pour aider à relever des défis très différents, certains de portée immédiatement mondiale, d'autres plus spécifiques au contexte, tous liés à des **objectifs convenus au niveau international**. Alors que les OMD fixaient des objectifs pour les pays pauvres que les pays riches devaient aider à atteindre, l'approche des ODD signifie que tous les pays doivent travailler à la réalisation d'un ensemble d'objectifs universels, allant au-delà de l'éradication de l'extrême pauvreté (principalement localisée dans le Sud) et **répondant à l'inégalité croissante et à la non-durabilité partout dans le monde**.



Climat

La nécessité de mettre en place des économies durables et “vertes”, plutôt qu'une croissance polluante, est devenue une question flagrante de préoccupation pratique et politique pour les pays à tous les niveaux de revenus. À ce jour, le financement de la lutte contre le changement climatique est loin d'être à la hauteur des besoins. La justice climatique exige une nouvelle forme de solidarité mondiale, soutenue par un nouveau type de cadre de financement public mondial. Toute variante d'un “new deal” vert mondial nécessitera des investissements publics dans les technologies et les infrastructures vertes, qui pourront être partagés de manière équitable entre tous les pays.



Santé

La récente pandémie de COVID-19 a prouvé sans l'ombre d'un doute qu'il était urgent de renforcer la coopération mondiale dans le secteur de la santé. La faiblesse des systèmes et des infrastructures de santé dans le monde continuera à fournir un terrain fertile pour la propagation rapide des futures pandémies et rendra leur prévention et leur gestion difficiles. L'argent public est nécessaire pour développer et soutenir des systèmes de santé et des systèmes communautaires universellement accessibles, fondés sur les besoins plutôt que sur la capacité à payer. Un [nombre croissant de rapports](#) dans le secteur de la santé promeuvent l'approche basée sur l'IPM, explicitement ou implicitement.



Nous entrons dans une nouvelle ère de l'histoire, où **notre sécurité planétaire dépendra de la mesure dans laquelle nous pourrions améliorer la coopération internationale** pour garantir la fourniture de biens et de services publics mondiaux essentiels (tels que les vaccins en cas de pandémie), pour protéger les biens communs mondiaux (tels que les calottes glaciaires polaires) et pour garantir les technologies, les infrastructures et les institutions adéquates.

Humanitaire

Les crises qui se chevauchent rendent la vie de milliards de personnes sur la planète plus précaire, des millions d'entre elles ayant été poussées vers la faim au cours des dernières années. Alors que la crise climatique continue de s'aggraver, 58 % de toutes les personnes ayant besoin d'une aide humanitaire (environ 236 millions de personnes) vivent dans des pays très vulnérables aux effets du changement climatique. Un nouveau système d'assurance mondiale ne remplacerait pas l'action humanitaire, la réduction de la pauvreté ou l'aide d'urgence, mais il signifierait qu'en cas de crise, des ressources approuvées à l'avance seraient en place pour y faire face.



Soins et protection sociale

De plus en plus de voix s'élèvent pour réclamer une nouvelle approche du progrès économique centrée sur les soins. La pandémie nous a rappelé que si certains pays disposent de régimes de protection sociale qui offrent à leurs citoyennes et citoyens une certaine assurance en cas de crise, rien de tel n'existe au niveau mondial. La protection sociale est un domaine dans lequel une approche fondée sur l'IPM pourrait être rapidement adoptée. Des discussions sont en cours pour développer un "Fonds mondial pour la protection sociale", mais elles sont souvent formulées en termes traditionnels d'"aide" Nord-Sud. Une approche fondée sur l'IPM pourrait permettre de créer un fonds adapté au 21^{ème} siècle.





Saleemul Huq

Directeur, Centre international pour le changement climatique et le développement (ICCAD)



Mizan Khan

Directeur adjoint, Centre international pour le changement climatique et le développement (ICCAD)

L'IPM pour les pertes et dommages climatiques

Outre le changement climatique, notre monde est confronté à une autre crise sans précédent : l'extinction rapide de la biodiversité. Depuis 1900, les [espèces indigènes de la plupart des grands habitats terrestres ont diminué d'au moins 20 %](#). Le rapport AR6 WGII du GIEC (2022) constate avec un degré de confiance très élevé que le changement climatique a modifié les écosystèmes marins, terrestres et d'eau douce dans le monde entier et que, pour chaque dixième de degré de réchauffement supplémentaire (degré de confiance élevé), les menaces pesant sur les espèces et les écosystèmes dans les océans, les régions côtières et sur terre, en particulier dans les points chauds de la biodiversité, représentent un risque mondial qui continuera de s'aggraver.

La perte de la biodiversité et des services écosystémiques est un problème de développement qui affecte de manière disproportionnée les pays les plus pauvres du monde. Les études montrent que les ressources naturelles [contribuent au PIB mondial à hauteur de 44 000 milliards de dollars](#). C'est l'une des raisons pour lesquelles, en juin 2021, les dirigeant·e·s du G7 ont adopté un ambitieux "Pacte pour la nature" afin de relever les défis interdépendants de la perte de biodiversité et du changement climatique. Le pacte s'inquiète également des incendies de forêt alimentés par la sécheresse, qui détruisent la vie et les moyens de subsistance des populations, tuent et déplacent des espèces et augmentent les émissions de gaz à effet de serre. La hausse des températures entraîne la dissolution d'une plus grande quantité de dioxyde de carbone dans les océans, ce qui rend les mers plus acides, nuit aux écosystèmes côtiers et réduit les stocks de

poissons, qui assurent la subsistance de millions de personnes dans les pays à faible revenu. Les pays les moins avancés se sont engagés à trouver des solutions basées sur la nature dans leur Vision 2050. Le plan d'action quinquennal sur le changement climatique du groupe de la Banque mondiale indique qu'environ 35 % de l'ensemble des financements seront consacrés à l'action climatique, y compris au soutien des solutions fondées sur la nature sur terre, en mer et dans l'air.

“
Un effort vigoureux est nécessaire pour mobiliser les investissements publics mondiaux en faveur de la conservation de la biodiversité et des services écosystémiques.

La biodiversité et les services écosystémiques étant avant tout un bien public national et mondial, leur conservation n'est pas correctement évaluée dans les modèles économiques conventionnels, et le financement de la conservation au niveau mondial est extrêmement faible. [À l'heure actuelle, seuls 3 % environ de l'aide internationale sont consacrés à la conservation de](#)

[la biodiversité](#). Les dépenses publiques sont estimées à environ 6 milliards de dollars. Pendant ce temps, les activités nuisibles à la conservation de la biodiversité, telles que la production de combustibles fossiles, les subventions agricoles et l'utilisation d'engrais chimiques et de pesticides, bénéficient d'un soutien international bien plus important. Des estimations récentes montrent qu'au [moins 60 milliards de dollars américains par an sont nécessaires en tant qu'investissements publics mondiaux pour la protection de la biodiversité](#).

Une autre estimation suggère qu'environ [5 000 milliards de dollars seront nécessaires chaque année pour atteindre les objectifs de lutte contre le changement climatique et de conservation de la biodiversité](#). Mais les financements dans ces deux domaines sont inférieurs de plusieurs ordres de grandeur aux besoins estimés. Un effort vigoureux est nécessaire pour mobiliser les investissements publics mondiaux en faveur de la conservation de la biodiversité et des services écosystémiques.



Jean-Paul Adam

Directeur pour la technologie, le changement climatique et les ressources naturelles, UNECA



IPM pour la résilience climatique

Plus que toute autre question peut-être, la lutte contre le changement climatique exige une réponse coordonnée et véritablement mondiale. Le succès ne peut pas être obtenu par des personnes à la marge qui entraîneront les récalcitrant·e·s avec elles ; le succès dépend d'une action simultanée visant à investir dans un bien public mondial. L'inefficacité des efforts déployés pour mobiliser l'objectif promis de 100 milliards de dollars par an a illustré les limites du système actuel. Comme le montre [ce rapport d'Oxfam](#), le manque de clarté sur l'objectif et sur les contributeurs a conduit à un double comptage et à l'incapacité de soutenir celles et ceux qui en ont le plus besoin.

Des stratégies d'investissement public mondial réussies peuvent remédier à cinq faiblesses majeures du système actuel d'investissement dans la résilience climatique :

1. Réaliser des investissements à grande échelle. Le financement de la lutte contre le changement climatique est actuellement fragmenté et assuré par des moyens qui ne sont généralement pas à la hauteur de l'ambition nécessaire.
2. Investir en amont. L'investissement résilient face au changement climatique repose sur le déploiement précoce de ressources importantes pour un rendement efficace à moyen et long terme, contrairement au système actuel qui récompense les retours sur investissement à court terme.
3. Efficacité et prise en compte des besoins des plus vulnérables. Les modalités actuelles de financement de la lutte contre le changement climatique ne tiennent pas suffisamment compte de la vulnérabilité au changement climatique et, par conséquent, les investissements constituent un pansement plutôt qu'un traitement des causes à long terme de la vulnérabilité.
4. Un investissement soutenu dans l'adaptation. Le rythme des investissements visant à respecter l'engagement de Glasgow de doubler les investissements dans l'adaptation s'est avéré difficile, alors qu'une stratégie efficace d'investissement public mondial permettrait de donner la priorité au volet adaptation, qui est fondamental pour le

renforcement de la résilience.

5. L'approche de l'investissement public global peut servir de point d'ancrage à une plus grande participation du secteur privé, ce qui a un effet multiplicateur.

On critique souvent, à juste titre, le fait que l'on accorde trop d'importance au rôle que jouera le secteur privé dans le financement de la lutte contre le changement climatique. Toutefois, la forme la plus efficace d'investissement public mondial consiste à tirer parti de l'effet multiplicateur des investissements à grande échelle. La contribution du secteur privé ne remplace pas le financement qui serait fourni par le secteur public, mais elle représente la manière dont les investissements pour la résilience climatique peuvent être intégrés dans l'écosystème du financement public mondial. C'est l'un des aspects les plus réussis, par exemple, de l'utilisation par l'Union européenne de fonds publics mobilisés au niveau central pour investir dans des infrastructures résilientes dans les nouveaux pays qui la rejoignent (par exemple, l'expansion en Europe de l'Est) ou pour investir dans des zones critiques de sa périphérie, ce qui a ensuite servi d'aimant pour d'autres investissements du secteur privé.

Pour démontrer l'importance de cet effet de levier, nous pouvons nous référer au retour sur investissement potentiel dans un contexte africain, si des flux d'investissement initiaux à grande échelle sont canalisés vers l'adaptation. Des [études récentes de la CEA](#) ont montré le potentiel de rendement élevé de l'adaptation : 150 % pour les parcs en Afrique du Sud, 450 % pour l'irrigation en RDC, 400 % pour l'irrigation à l'énergie solaire pour l'agriculture en Égypte et 200 % pour les semences résistantes au Kenya.

Une approche fondée sur l'investissement public mondial nous permettrait d'exploiter véritablement la valeur de la résilience climatique pour une prospérité à long terme. La fixation d'objectifs et la responsabilisation à l'échelle mondiale permettraient une utilisation plus efficace et plus ciblée des ressources. Il est essentiel que cette approche permette également d'atteindre l'échelle nécessaire à la transformation du système, ce qui est la condition d'une véritable résilience climatique.



Gail Hurley

Conseillère et consultante en financement du développement

Remerciements à Mohammed Ali-Hassan, gestionnaire de projet, Initiatives de développement



L'IPM et la protection des océans

L'état des océans et des mers du monde est de plus en plus désespéré, qu'il s'agisse de l'accélération de la [pollution marine](#), de l'acidification des océans ou du déclin majeur de la biodiversité marine. Les écosystèmes marins stabilisent le climat de la Terre et soutiennent un éventail extraordinaire de formes de vie et de bien-être humain. [L'évaluation des océans du monde](#) réalisée par les Nations unies indique toutefois qu'une grande partie des océans est aujourd'hui gravement dégradée.

L'ODD 14, qui concerne la vie sous l'eau, engage les pays à "conserver et exploiter durablement les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable". Lors de la récente conférence des Nations unies (COP15), près de 200 pays ont convenu de protéger 30 % des terres, des océans, des zones côtières et des eaux intérieures d'ici à 2030. Et après deux décennies de discussions, la Convention sur la diversité biologique a été adoptée en 2023, mettant en place un accord international juridiquement contraignant pour protéger la biodiversité marine. Tout cela est positif et absolument nécessaire. Ce qui est moins clair, en revanche, c'est la manière dont ces ambitions seront financées.

Les approches actuelles sont vouées à l'échec. Des recherches récentes suggèrent que [175 milliards de dollars américains sont nécessaires chaque année](#) pour atteindre l'ODD 14 d'ici 2030. Or, entre 2015 et 2019, seuls 10 milliards de dollars ont été versés. Seuls 4 % de l'APD reçue en 2020-21 par les petits États insulaires en développement - qui contrôlent ensemble environ 30 % des océans et des mers du monde - ont soutenu des activités liées aux océans.

Actuellement, les principales sources de financement sont l'APD, les fonds philanthropiques et quelques fonds et initiatives multilatéraux tels que le Fonds [mondial pour les récifs coralliens](#), le [Fonds pour l'environnement](#)

[mondial](#) et le [Fonds vert pour le climat](#). Le traité des Nations unies sur la haute mer prévoit également la création d'un nouveau fonds qui sera financé par un mélange de contributions des États, de dons volontaires privés et de bénéfices tirés des activités marines.

Il s'agit toutefois d'une "goutte d'eau dans l'océan". En outre, les pressions exercées sur les océans par le changement climatique et l'augmentation de la population mondiale risquent de s'intensifier, ce qui accroîtra encore les besoins de financement.

La mise en œuvre d'une approche fondée sur l'investissement public mondial (IPM) pourrait entraîner une transformation indispensable du mode de financement des océans et des mers. Cette approche fonctionnerait de la manière suivante :

“
Les pressions exercées sur les océans par le changement climatique et l'augmentation de la population mondiale risquent de s'intensifier, ce qui accroîtra encore les besoins de financement.

- 1/ Une **prise de décision inclusive** sur la manière dont les ressources sont déployées pour restaurer et protéger les océans du monde et sur les endroits où elles le sont. Cela garantirait une **répartition équitable et transparente entre les pays**, ce qui constituerait un changement radical par rapport à l'approche actuelle, dans laquelle les bailleurs de financement décident principalement de l'affectation des fonds.
- 2/ **Davantage de fonds** pour les océans

par le biais de contributions statutaires des pays à tous les niveaux de revenus, en fonction de leur capacité à payer.

- 3/ **Réduction de la volatilité** des financements publics disponibles pour les océans et les mers. La disponibilité accrue de ressources plus stables et plus prévisibles dans le temps pourrait permettre de financer des initiatives à plus long terme en matière de santé des océans.

- 4/ **Un effet catalyseur**. L'augmentation et la fiabilité des transferts en faveur des océans ouvrent de nouvelles possibilités de combiner les fonds publics avec des capitaux provenant d'autres sources, y compris le secteur privé, ce qui permet d'obtenir des financements de toutes provenances.

- 5/ Grâce à un cadre commun, une **solidarité et un engagement internationaux accrus**, la création d'une valeur publique à long terme par la protection et l'amélioration de l'une des ressources les plus précieuses de la planète.



Yared Tsegay

Conseiller stratégique, African Monitor



Le monde a besoin de l'IPM pour faire face à la spirale des coûts

Les finances publiques internationales sont sous les feux de la rampe alors que le monde est à mi-chemin de l'échéance de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Selon les [Perspectives mondiales sur le financement du développement durable 2023](#), le déficit de financement des ODD dans les pays en développement augmentait régulièrement, même avant la pandémie, et s'élevait à 3,9 billions de dollars en 2020.

Depuis la pandémie de COVID-19, la situation s'est aggravée, avec une explosion du coût de la dette. Entre 2020 et 2025, le service annuel de la dette extérieure des pays en développement s'élèvera en moyenne à environ 375 milliards de dollars, contre 330 milliards de dollars entre 2015 et 2019. Les recettes publiques disponibles des pays en développement (après paiement du service de la dette) devraient rester inférieures de près de 20 % aux projections antérieures à la pandémie dans un avenir proche. Entre-temps, la pression sur l'aide publique au développement (APD) s'accroît et les pays développés n'ont pas encore respecté leur engagement de fournir 100 milliards de dollars pour la lutte contre le changement climatique.

Dans ce contexte, des pays comme l'Afrique du Sud ont commencé à explorer des options de correction de trajectoire pour réaliser le plan de développement national et l'agenda 2030 face aux mesures d'austérité actuelles, y compris un plan d'accélération de la réduction de la pauvreté et un plan d'investissement pour une transition énergétique juste. Le pays doit encore trouver une réponse adéquate à la question du financement. Reconnaisant ces défis et ces perspectives, la session de suivi du Forum du Conseil économique et social sur le financement du développement en 2023 a souligné la nécessité de s'attaquer aux problèmes systémiques et de réformer la gouvernance des institutions financières internationales et des banques multilatérales de développement pour s'aligner sur les changements économiques mondiaux. Des mesures urgentes sont préconisées pour amplifier les efforts en vue de la réalisation de l'Agenda 2030 et

du Programme d'action d'Addis-Abeba, y compris les réformes de l'architecture financière internationale.

Le prochain sommet sur les ODD, qui se tiendra en septembre 2023, devrait fournir des orientations politiques cruciales pour la mise en œuvre complète de l'Agenda 2030. De même, le financement du climat occupe le devant de la scène, la prochaine COP28 étant axée sur des dialogues interministériels de haut niveau visant à fixer les futurs objectifs en matière de financement du climat et à aborder la question du financement des pertes et des dommages. Compte tenu des résultats des COP 26 et 27, il devient de plus en plus impératif d'explorer de nouvelles approches pour mobiliser des fonds afin de soutenir les biens publics mondiaux.

Le concept d'investissement public mondial est l'une de ces initiatives novatrices. Il est développé pour démontrer que les finances publiques internationales ont un rôle essentiel à jouer pour faire face à l'urgence climatique, pour mieux se préparer à la prochaine catastrophe et pour financer le développement durable. L'investissement public mondial peut faire partie d'un ensemble plus vaste de réponses à nos défis communs.

L'appel à un nouveau système financier international, inclusif et dynamique, qui réponde à nos aspirations mondiales grâce à des investissements fiables et à long terme dans les biens publics mondiaux, s'est renforcé. Le système envisagé doit reposer sur le financement public et mettre l'accent sur les investissements dans des biens publics mondiaux complexes présentant des avantages à la fois sociaux et économiques. L'IPM représente un nouveau paradigme de financement prêt à conduire un changement fondamental dans les finances publiques internationales, en garantissant son adaptabilité aux défis futurs.

Alors que le monde cherche des moyens novateurs de mobiliser les futurs financements pour le climat, y compris pour le fonds des pertes et dommages, le moment est venu de considérer l'IPM comme un concept essentiel. Il peut fournir de nouvelles sources et de nouveaux mécanismes pour soutenir nos objectifs communs dans un monde qui évolue rapidement.



Solange Baptiste

Directrice exécutive, Coalition internationale pour la préparation aux traitements



L'IPM renforce l'expertise communautaire en matière de santé

La réalisation des objectifs de développement durable repose sur une conscience aiguë de leur interconnexion, car aucun objectif ne peut être atteint de manière isolée. Par exemple, selon la [Banque mondiale](#), il est essentiel de garantir un accès universel à des services de santé abordables et de qualité pour mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici 2030 et stimuler une prospérité partagée dans les pays à revenu faible et intermédiaire, où résident la plupart des personnes en situation de pauvreté dans le monde.

Ce lien inextricable constitue un défi pour les défenseur·e·s de la santé mondiale, qui aspirent à réaliser ce qui pourrait être la déclaration de santé la plus ambitieuse à ce jour, la couverture sanitaire universelle (CSU), définie par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) comme l'accès de toutes et tous à l'ensemble des services de santé de qualité dont elles et ils ont besoin, au moment et à l'endroit où elles et ils en ont besoin, *sans difficultés financières*.

Après près de 40 ans consacrés à la réalisation d'objectifs spécifiques à certaines maladies (comme le VIH et la tuberculose), les militant·e·s de la santé s'efforcent aujourd'hui de résoudre des problèmes interdépendants. La clé pour relever ce défi est d'impliquer pleinement les expertes qui ont été laissées pour compte : les communautés.

La récession économique mondiale actuelle crée le [contexte malheureux et handicapant](#) dans lequel nous devons réaliser la couverture de santé universelle. Cette situation financière mondiale tendue, qui touche à la fois les pays développés et les pays en développement, signifie que dans les pays, les communautés, les ménages et au niveau individuel, nous sommes contraint·e·s de [faire plus avec moins](#), de fixer des priorités comme jamais auparavant et de faire des compromis difficiles. Inévitablement, ce contexte met en lumière la prise de décision et les décisionnaires. Qui décide de ce qui est financé et à quel niveau?

Ces questions sont particulièrement importantes dans le domaine de la santé. Trop souvent, les personnes directement concernées par les décisions politiques ne participent que peu ou pas du tout à la définition des priorités, ne disposent que de faibles moyens d'influencer le changement et se retrouvent les plus éloignées des avantages qui leur sont destinés.

Lorsqu'il s'agit de renforcer l'expertise communautaire, l'investissement public mondial propose un plan concret pour aller de l'avant, en diversifiant la prise de décision et en établissant une [responsabilité mutuelle sur la façon dont les fonds publics internationaux pour le développement durable sont mobilisés et alloués](#).

En d'autres termes, l'IPM concerne la [manière dont l'argent public est utilisé pour investir dans des biens et des services d'intérêt mondial](#). Pour que l'IPM fonctionne pour la société civile et pas seulement pour des pays ou des groupes de pays, nous devons appliquer et élargir notre compréhension des principes fondamentaux "tous décident, tous contribuent et tous bénéficient". La prise de décision doit inclure les communautés concernées, les contributions doivent aller au-delà des simples actifs monétaires et les bénéfices doivent profiter à toutes et à tous.

Tenter de construire la CSU sans une approche centrée sur les personnes signifie que la définition des priorités et l'allocation des ressources continueront à se faire de manière non transparente dans les couloirs de Genève et de New York, entre les ["donateurs fondateurs"](#) et des groupes de pays sélectionnés. L'IPM s'oppose à ce statu quo et exige une méthode de travail différente. Il appelle à la participation des communautés (*contribution*), à un engagement significatif (*décision*) et à un accès égal (*bénéfice*) aux biens publics pour tous les individus, y compris les services de santé essentiels.

Les initiatives influencées par les communautés, telles que le programme d'action du mouvement pour la santé universelle, donnent la parole aux priorités des communautés et préconisent des actions concrètes pour renforcer les systèmes de santé résilients et

“ Lorsqu’il s’agit d’élever l’expertise communautaire, l’Investissement Public Mondial propose un plan concret pour aller de l’avant.

équitables, faisant ainsi progresser la santé universelle et la sécurité sanitaire. Le programme d’action a été élaboré à partir d’une [consultation publique](#) qui a recueilli 830 réponses provenant de plus de 100 pays, dont 38 pays à revenu faible ou intermédiaire. En concevant délibérément une approche de la santé publique axée sur le leadership et la responsabilité communautaires, les gouvernements, la société civile et les autres parties prenantes peuvent tirer parti de l’IPM dans le cadre de la prise de décision, des ressources et de l’équité, afin de renforcer les soins primaires et de mettre en place des systèmes de santé solides en utilisant des allocations de fonds équitables pour améliorer la santé des communautés dans le monde entier.

[Le suivi mené par les communautés \(CLM\)](#) est l’une des nombreuses interventions menées par les communautés qui soutiennent des systèmes de santé solides, réactifs et résilients. Le suivi communautaire permet aux communautés et aux utilisateurs et utilisatrices des services de collecter régulièrement des données – des preuves localisées et exploitables – qui peuvent aider les responsables et les prestataires à identifier les lacunes et les tendances, et à utiliser ces informations pour améliorer les services, les programmes et les politiques. Il existe de nombreux exemples de réussite d’initiatives fondées sur le CLM dans des maladies telles que le VIH ([ici](#) et [ici](#)), le [paludisme](#), la tuberculose, l’hépatite C et les [maladies non transmissibles](#), mises en [œuvre par des bénéficiaires de soins dans le monde entier](#). Lorsque les voix et les perspectives des personnes directement touchées sont non seulement entendues, mais aussi recherchées en tant qu’expertes apportant des contributions uniques et précieuses, nous garantissons des interventions plus adaptées au contexte et plus efficaces, ainsi que des gains d’efficacité fiscale indispensables.

Malgré sa popularité croissante dans le domaine de la santé, le suivi communautaire va au-delà de la collecte de données. Le suivi communautaire déplace le pouvoir. Elle souligne clairement la façon dont les gouvernements et les détenteur·rice·s du pouvoir interagissent avec celles et ceux qui subissent directement les conséquences des politiques, et partagent ce

pouvoir avec elles, avec eux. Dans le cadre de la mise en œuvre de l’IPM, les revendications de “contribution de tous” ne peuvent se limiter à une contribution financière des pays, mais doivent également inclure les communautés concernées qui *apportent* leurs ressources, leurs expériences vécues, leurs points de vue uniques, leurs idées et leurs données communautaires afin de co-crée des solutions aux problèmes auxquels nous sommes collectivement confronté·e·s.

Quelle est la voie à suivre ? Les dirigeant·e·s du monde ne cessent d’appeler à une réorganisation de la santé mondiale et à [l’exploitation des “leçons tirées” du VIH](#) pour forger un avenir où les soins de santé seront universels. Cependant, la réalisation de cette vision nécessite un appel à l’action résolu qui conduise à l’égalisation et à la transformation des relations, permettant en fin de compte un changement réel et significatif. Sans l’IPM, nous ne faisons que modifier une fondation pourrie qui maintient le pouvoir concentré entre les mains des gouvernements et des pays riches. Le principe “tous décident” de l’IPM offre cette approche transformatrice indispensable pour relever les défis de gouvernance auxquels est confronté le financement de la santé mondiale. En intégrant et en rendant opérationnel l’IPM dans des fonds tels que le Fonds intermédiaire de financement pour la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies et en activant des initiatives telles que le CLM, nous nous rapprochons de la réalisation de la CSU et démontrons la façon dont l’IPM peut catalyser le changement à partir de la base.

À l’approche du Sommet mondial de la santé, de la réunion du Conseil d’administration du Fonds mondial, de la Conférence des Nations unies sur le changement climatique de 2023 (COP28) et d’autres [événements mondiaux cruciaux](#), nous devrions plaider en faveur de l’adoption de l’IPM pour contribuer à relever nos principaux défis en matière de financement de la santé.

Pour en savoir plus sur le suivi communautaire, consultez le site web de la Coalition internationale pour la préparation au traitement à l’adresse <https://clm.itpcglobal.org/>.



Mohga Kamal-Yanni



Conseillère principale en politique de santé mondiale,
ONUSIDA et People's Vaccine Alliance

Financer l'innovation et l'accès aux produits médicaux

Le droit à la santé et aux fruits de la science sont deux des premiers droits humains inscrits dans la [Déclaration des droits de l'Homme](#) et la [Constitution de l'OMS](#). Malgré cela, la plupart des pays n'accordent pas la priorité au financement des soins de santé et de la recherche médicale. L'innovation et l'accès aux produits médicaux ne sont pas déterminés par les besoins de santé publique, mais par les [forces du marché](#). En outre, les systèmes de santé publique souffrent d'un sous-financement chronique depuis des décennies dans la plupart des pays. En 2020, les dépenses mondiales en matière de santé ont atteint [9 000 milliards de dollars](#), mais les ressources étaient très inégales selon les groupes de revenus.

L'inégalité actuelle dans l'accès aux services de santé et aux produits médicaux nécessite des changements fondamentaux pour éviter les catastrophes des pandémies passées et garantir la réalisation de ces droits humains fondamentaux. Les attitudes nationales et mondiales à l'égard du financement et de la prestation des soins de santé doivent évoluer pour faciliter la collecte des fonds nécessaires, la mise en commun des fonds et l'allocation équitable des ressources.

L'investissement public mondial propose un modèle de financement différent qui peut remédier aux insuffisances qualitatives et quantitatives du financement des services de santé et de la recherche médicale. Trois domaines essentiels des soins de santé bénéficieraient de l'IPM :

1. Produits médicaux : **recherche et développement (R&D)**, production régionale diversifiée et distribution équitable des produits en fonction des besoins de santé et non de la capacité à payer.

2. Renforcement et résilience des systèmes de santé publique en vue d'une couverture sanitaire universelle.
3. Prévention, préparation, réaction et rétablissement en cas de pandémie.

Actuellement, les pays qui ont de l'argent investissent dans la R&D et les sociétés pharmaceutiques s'appuient sur les investissements publics, mais finissent par privatiser les bénéfices tirés de la vente des produits qui en résultent. Les règles de propriété intellectuelle permettent aux entreprises de monopoliser les marchés, de sorte qu'elles contrôlent trois décisions clés : la production et l'approvisionnement, la distribution et le prix. Ainsi, les entreprises décident quels produits sont vendus, où, en quelle quantité et à quel prix.

La conséquence directe et la plus impardonnable de cette situation s'est manifestée au plus fort de la crise du VIH, lorsque 12 millions de personnes sont mortes, principalement dans les pays en développement. Les prix fixés par les sociétés pharmaceutiques, axés sur le profit, ont rendu inabordable pour les gouvernements et les donateurs les médicaments qui auraient pu sauver ces vies. Il en va de même pour les médicaments actuellement disponibles pour traiter des maladies comme le cancer. La pandémie de COVID-19 est un excellent exemple du contrôle de l'offre par les entreprises, qui ont donné la priorité aux marchés des pays à revenu élevé, où elles ont maximisé leurs profits, avant d'autoriser l'accès en Afrique.

L'innovation est axée sur la maximisation des profits des sociétés pharmaceutiques plutôt que sur les besoins en matière de santé publique. Les maladies répandues dans les pays pauvres n'offrent pas suffisamment de potentiel de profits pour que les entreprises décident d'investir dans la recherche et le développement. Les entreprises investissent dans des produits dont le marché est assuré dans les pays à revenu élevé, où des profits élevés sont garantis, plutôt que dans des produits permettant

“

Une approche basée sur l'IPM permettrait aux nations de garantir le droit humain à la santé tout en assurant que tous les individus puissent profiter des avancées scientifiques.

de sauver des vies humaines. En guise d'exemple, le vaccin contre la tuberculose a 100 ans et n'est efficace que temporairement.

La mise en œuvre d'une approche fondée sur l'IPM permettrait de résoudre les problèmes de financement de la R&D et de la fabrication, et de promouvoir l'investissement dans l'innovation pour lutter contre les maladies dans les pays du Sud et assurer un accès durable aux produits médicaux.

1. Tous décident. Les pays participeraient à la définition des priorités en matière de R&D pour répondre aux besoins de santé de leur population en partageant leurs données, leurs expériences et leur expertise sur les défis de santé publique. En contribuant au financement en fonction de leurs moyens financiers et technologiques, tous les pays participeraient à la définition des priorités en matière de recherche et de développement.
2. Tous contribuent. Alors que les pays à revenu élevé, en particulier les États-Unis, contribueraient davantage au financement que les pays à faible revenu, ces derniers peuvent investir les fonds qu'ils consacrent à la recherche médicale dans le développement de leurs capacités de recherche : scientifiques, universités, laboratoires nationaux et centres d'essais cliniques. Les pays qui disposent de sciences et de technologies de pointe pourraient également partager leurs connaissances avec les chercheurs et chercheuses du Sud. Les fonds destinés à la R&D médicale peuvent être mis en commun, avec ou sans création d'un fonds de recherche mondial. Les contributions des pays financeraient la R&D, en particulier pour renforcer les capacités des pays à revenu faible et intermédiaire dans les centres de R&D nationaux et régionaux. Le financement commun contribuerait au développement de diverses capacités de fabrication régionales, garantissant un approvisionnement durable en produits médicaux, notamment en cas d'épidémies et de pandémies.

3. Tous bénéficient. La mise en commun des ressources permet de financer la R&D et la fabrication, mais aussi de favoriser la collaboration et d'accroître les capacités des scientifiques, des ingénieur·e·s, des fabricant·e·s et des autres acteurs et actrices tout au long de la chaîne d'approvisionnement des produits médicaux. L'application du principe de l'IPM permet de dissocier le financement de la R&D de l'offre et du prix des produits. Ainsi, chaque pays peut bénéficier des produits développés en collaboration en fonction de ses besoins en matière de santé publique et non de sa capacité à payer.

Cette approche de partage des ressources et d'investissements collaboratifs dans la R&D et la capacité de production garantira un approvisionnement durable en produits médicaux pour tous les pays, pauvres comme riches. Elle permettra également aux chercheurs et chercheuses du Sud de contribuer au progrès de la science et de la technologie au profit de l'ensemble de l'humanité. Ainsi, Une approche basée sur l'IPM permettrait aux nations de garantir le droit humain à la santé tout en assurant que tous les individus puissent profiter des avancées scientifiques.



Christoph Benn

Directeur de la diplomatie en matière de santé mondiale, Institut Joep Lange



Appliquer les principes de l'IPM aux fonds de santé mondiaux

Le monde a cruellement besoin de nouvelles approches pour financer les biens communs mondiaux dans le domaine de la santé et dans d'autres secteurs. Les besoins augmentent en raison de crises multiples, tandis que les gouvernements du monde entier sont confrontés à d'importantes contraintes budgétaires qui entraînent une stagnation ou une réduction des contributions aux fonds et institutions internationaux existants.

Les principes de l'investissement public mondial sont une innovation essentielle. Mais l'IPM doit être plus qu'une construction théorique convaincante. Il nécessite un changement d'état d'esprit parmi les décideurs politiques de tous les pays du monde. Tous les pays doivent établir des lignes budgétaires pour financer les questions mondiales. Les pays donateurs traditionnels doivent aller au-delà des budgets d'APD lorsqu'il s'agit de financer des biens publics mondiaux tels que la lutte contre le changement climatique et la réponse aux pandémies. Tous les autres pays doivent reconnaître qu'ils ont un rôle à jouer en apportant des contributions financières en fonction de leurs capacités et en soutenant les organisations multilatérales dans les secteurs de la santé, du climat et autres.

Le Fonds de lutte contre les pandémies créé à la suite de la crise de la COVID-19 pour aider les pays à prévenir les pandémies futures et à y faire face constitue une bonne occasion d'appliquer les principes de l'IPM. Certain·e·s d'entre nous ont plaidé dans le Lancet pour renforcer le nouveau fonds en incitant tous les pays à contribuer à la préparation et à la réponse aux pandémies, qui est clairement un bien public mondial bénéficiant à tous les pays, et pour établir une structure de gouvernance inclusive qui donne aux pays de tous les niveaux de revenus et de toutes les zones géographiques, qui apportent des contributions proportionnelles

à leur capacité, la possibilité d'être équitablement représentés dans la prise de décision.

Avec des pays tels que l'Indonésie, la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud qui ont fait des promesses de dons considérables et avec un conseil d'administration qui prend des décisions sur un pied d'égalité avec les pays investisseurs et co-investisseurs, le Fonds de lutte contre les pandémies a fait des pas importants vers l'application des principes de l'IPM. Lors d'une retraite du Conseil d'administration en mars 2023, le Conseil a envisagé une stratégie de mobilisation des ressources faisant fortement référence à l'IPM. Toutefois, le Fonds de lutte contre les pandémies doit maintenant passer à l'étape suivante pour encourager davantage de pays à contribuer et pour donner au secrétariat les moyens de mener les actions diplomatiques nécessaires.

La Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI) poursuit un autre type d'application. Son mandat consiste à soutenir le développement de nouveaux vaccins contre les agents pathogènes existants et nouveaux. Il est de plus en plus reconnu que la R&D et la fabrication de vaccins devraient être renforcées au niveau régional afin d'accroître l'autonomie de ces régions en cas de pandémies futures. La mise en commun des ressources des pays sur une base régionale, avec une gouvernance partagée et un accès équitable aux produits potentiels, pourrait être une option viable pour atteindre cet objectif important.

“

L'IPM exige un changement d'état d'esprit chez les décideurs politiques de tous les pays du monde.



Eloise Todd

Directrice exécutive et cofondatrice, Pandemic Action Network



Se préparer à la prochaine pandémie

Pandemic Action Network a pour but de s'assurer que chaque pays est mieux équipé pour empêcher les épidémies de devenir des pandémies. L'investissement public mondial a commencé à émerger dans le domaine de la santé et en ce qui concerne les pandémies, et il peut contribuer à modifier la dynamique du pouvoir au-delà des investissements financiers.

Il y a au moins trois raisons pour lesquelles il a été difficile d'agir au niveau mondial lorsque des menaces sanitaires apparaissent. Premièrement, les menaces sanitaires mettent les gouvernements à l'épreuve de l'une de leurs responsabilités les plus fondamentales : assurer la sécurité de leurs citoyennes et citoyens. Pour nombre de dirigeants-e-s, il est encore trop difficile d'adopter une vision globale lorsqu'une menace pèse sur leur pays. Deuxièmement, cela se traduit par des engagements financiers. Les réponses des gouvernements lors de la pandémie de COVID-19 ont montré clairement que nous ne sommes pas encore une planète qui pense ou agit à l'échelle mondiale lorsqu'il s'agit de menaces pour la santé. Les [dépenses du gouvernement britannique pour lutter contre la Covid, par exemple, ont été estimées à 372 milliards de livres sterling](#), ce qui est considérablement plus important que les quelques milliards investis par le Royaume-Uni dans le dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (Accélérateur ACT). Troisièmement, le fait qu'un début d'épidémie devienne ou non une épidémie ou une pandémie va bien au-delà des actions menées dans le secteur de la santé ; en maintenant les pandémies dans le domaine de la "santé", on ne se préoccupe guère des aspects politiques de la sécurité, de l'économie, de l'emploi et des autres domaines touchés par la pandémie.

L'investissement public mondial est un concept qui a le potentiel de changer notre vision du paradigme

des investissements nationaux par rapport aux investissements internationaux, et d'aider à faire évoluer notre pensée du siècle dernier vers la réalité du 21^{ème} siècle. Les principes fondamentaux de l'IPM, selon lesquels tous les pays contribuent, tous en bénéficient d'une manière ou d'une autre et tous peuvent décider, reflètent la réalité de 2023 : tous les pays sont vulnérables aux menaces d'épidémies et de pandémies, pour les combattre efficacement, tout le monde doit être traité et tout le monde doit être inclus dans les décisions politiques sur le déploiement des outils.

“
L'investissement public mondial est un concept qui peut nous aider à faire évoluer notre mode de pensée du siècle dernier vers la réalité du 21^{ème} siècle.

La crise de COVID-19 a mis en valeur le fait que le niveau de vulnérabilité à ces menaces diffère énormément d'un pays à l'autre et a insufflé une nouvelle énergie pour [définir ce qu'est l'équité dans la réponse à la pandémie](#) et comment les contre-mesures pour lutter contre une pandémie devraient être distribuées. Nous devons normaliser les mécanismes par lesquels chaque pays a le droit de

décider de questions telles que les dépenses pendant les crises internationales ; l'argument moral peut être avancé, mais il s'agit aussi d'un argument d'intérêt personnel puisque les pandémies peuvent prendre fin plus rapidement lorsque tout le monde en bénéficie plus équitablement - de nombreuses études ont montré que cela aurait été le cas avec la COVID-19. Nous avons constaté l'influence du modèle sur l'architecture émergente de la santé mondiale, par exemple, [le Fonds de lutte contre les pandémies est doté d'un Conseil d'administration très diversifié](#), composé de neuf contributeurs et de neuf co-investisseurs.

L'investissement public mondial n'est pas toujours décrit comme "l'IPM". Mais les principes fondamentaux selon lesquels tout le monde - dans tous les pays - doit bénéficier des investissements dans nos biens communs, tout le monde doit contribuer en fonction de ses moyens et tout le monde doit être impliqué dans ces décisions sont des principes fondamentaux qui sont de plus en plus appliqués dans le monde entier.



Harpinder Collacott

Directrice exécutive, Mercy Corps Europe



Une évolution dans le secteur humanitaire

En 2022, on estime que 407 millions de personnes ont eu besoin d'une aide humanitaire, selon le [Rapport mondial sur l'aide humanitaire 2023](#). C'est un tiers de plus que l'année précédente, en grande partie à cause de l'insécurité alimentaire et des déplacements forcés. Si l'aide humanitaire internationale a atteint un niveau record de 46,9 milliards de dollars américains pour répondre à l'escalade des besoins, il manquait encore 22,1 milliards de dollars, ce qui signifie que plus de 100 millions de personnes n'ont pas reçu l'aide dont elles avaient besoin. Alors, que peut-on faire pour apporter un changement significatif ?

Tout d'abord, le système de financement humanitaire mondial, mis en place après la Seconde Guerre mondiale, est dépassé. Créé à l'origine pour être un mécanisme de réponse d'urgence, la nature prolongée des crises auxquelles nous assistons signifie que le financement humanitaire tente de couvrir trop de choses - de la réponse d'urgence à la prévention, à la réduction des risques de catastrophe et au renforcement de la résilience, en passant par la réponse aux besoins de développement dans un contexte de crise, et plus encore. Nous devons redéfinir la "réponse humanitaire" et l'envisager sous l'angle du lien entre l'humanitaire, le développement, la paix et le climat.

Deuxièmement, le système humanitaire est toujours conçu comme un système de flux Nord-Sud. Or, la nature des crises a changé, tout comme la richesse économique des pays du monde entier. Au lieu de penser d'abord "mondial", la réponse aux crises doit être inversée. Le financement doit d'abord être national, puis régional et enfin mondial.

Nous devrions chercher à créer de nouveaux mécanismes régionaux de financement public, créés par la région et pour la région, qui prennent des

décisions dans la région pour s'attaquer à LEURS problèmes régionaux. Un mécanisme mondial d'investissement public pour la réponse aux crises devient alors un dernier recours pour les défis qui ne peuvent être relevés uniquement par des mécanismes nationaux et régionaux de financement des crises.

Troisièmement, nous devons orienter notre réflexion et notre financement vers la manière de prévenir une crise et de renforcer la capacité des communautés à y faire face et à s'y adapter. Nous savons que l'aide humanitaire à court terme ne renforce pas la résilience.

Une solution potentielle consiste à envisager le rôle de l'investissement public mondial dans la réponse aux crises, en établissant un mécanisme de finance-

ment permanent et durable pour les risques multiples qui non seulement anticipe et répond aux crises futures à grande échelle, mais réduit également les risques et renforce la résilience.

Cette approche nécessite un système commun d'investissements mondiaux prévisibles et représentatifs. Elle appelle surtout à une nouvelle génération de financements publics internation-

aux capables de répondre aux besoins partagés en matière de biens publics mondiaux et de relever les défis communs à l'échelle mondiale.

L'IPM reconnaît que tous les pays ont un intérêt et un rôle à jouer dans la satisfaction de certains besoins communs, et qu'ils doivent partager la prise de décision et la responsabilité financière de ces besoins.

La mise en place de ce nouveau système implique d'intégrer les principes de l'IPM "tous contribuent, tous bénéficient et tous décident" dans l'architecture financière mondiale actuelle de la réponse humanitaire. Cela permettra d'élargir le financement disponible, de remettre en question les hypothèses actuelles de financement du Nord pour les crises du Sud et les dynamiques de pouvoir qui en découlent, et de veiller à ce que le financement réponde aux défis de notre époque.

“
Le développement de ce nouveau système implique l'intégration des principes de l'IPM dans l'architecture financière mondiale actuelle pour la réponse humanitaire.



Hibak Kalfan

Directrice exécutive, Network for Empowered Aid Response (NEAR)



Localiser l'IPM dans le paysage du financement de l'aide humanitaire

Le paysage actuel du financement de l'aide humanitaire, marqué par la complexité et l'échelle, ne permet pas de garantir une action menée au niveau local. Ce système défaillant, avec sa tendance aux intermédiaires surdimensionnés et aux solutions uniques, reflète une perspective dépassée, mal équipée pour faire face aux crises multiformes d'aujourd'hui. NEAR cherche à pivoter vers la localisation - le cœur même de notre mouvement pour le Sud global.

La localisation, telle que l'envisage NEAR, est un processus et une promesse de transférer le pouvoir, les ressources et la prise de décision aux actrices et acteurs locaux et nationaux qui sont les plus proches des crises et les mieux équipé·e·s pour y répondre.

La transposition des principes et des valeurs de localisation dans le paysage du financement implique d'importantes transformations et innovations. L'investissement public mondial, qui fait évoluer l'aide publique au développement en étendant le concept d'investissement public à l'échelle mondiale, offre un potentiel pour cette transformation. L'IPM, aligné sur la politique de localisation de NEAR, promeut la responsabilité et la solidarité mondiales.

En associant l'IPM à la politique de localisation de NEAR, nous envisageons un avenir où les fonds publics mondiaux servent non seulement à encourager les actions locales, mais aussi à modifier la dynamique du pouvoir dans le domaine de l'aide humanitaire.

Participation universelle : Encourager tous les pays à contribuer à ce nouveau paradigme de coopération internationale et à en tirer profit favorise le partage des responsabilités et la solidarité, deux éléments essentiels au succès de la localisation. Il promeut la localisation comme une pratique universelle, et non comme un simple principe.

Renforcer les systèmes de réponse locaux : Il est temps que les institutions financières internationales

et les gouvernements donnent la priorité au financement direct des actrices et acteurs locaux. Cette évolution, qui consiste à passer d'un simple "donner et recevoir" à un véritable état d'esprit d'investissement, garantit un financement solide des systèmes locaux. Mieux équipé·e·s, les actrices et acteurs locaux peuvent mener des stratégies de réponse fondées sur une connaissance approfondie de leur communauté.

Coopération en réseau : Une coopération au développement de qualité n'est pas l'affaire d'une seule personne. Elle nécessite l'expertise collective, les ressources et les compétences de divers·es actrices et acteurs locaux et nationaux. Le renforcement de la coordination entre ces acteurs garantit une meilleure affectation des ressources, évite les initiatives redondantes, identifie les lacunes dans la réponse et suscite de meilleures idées. Une approche en réseau favorise un système de réponse plus complet et plus adaptable.

Lutter contre les inégalités et promouvoir le développement durable : Les gouvernements doivent reconnaître les sujets sensibles : l'inégalité et la durabilité. Grâce à la coopération internationale, les investissements devraient être conçus pour le long terme, afin que les communautés ne se contentent pas de survivre, mais qu'elles prospèrent et soient prêtes à relever les défis à venir.

Adopter la co-création et la décentralisation de la prise de décision : Les actrices et acteurs internationaux, des institutions financières aux gouvernements, doivent adopter la co-création, en reconnaissant que la collaboration mondiale est plus efficace lorsqu'elle est conçue en collaboration avec celles et ceux à qui elle est destinée. Cela permet non seulement de placer les systèmes locaux aux commandes, mais aussi de s'assurer que les interventions sont adaptées aux besoins réels des communautés.

Devoir rendre des comptes : Il ne suffit pas d'agir. En fin de compte, tous les efforts doivent rendre des comptes aux communautés que nous servons. En garantissant la transparence, l'inclusion et la responsabilité dans le processus de prise de décision, nous validons la confiance que nous accordent les communautés.



Cecilia Alemany

Responsable et directrice régionale adjointe du bureau régional d'ONU Femmes pour les Amériques et les Caraïbes



Les arguments en faveur d'un investissement public mondial au sein des organisations dédiées aux soins

Selon la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), [seuls 25 % des objectifs de développement durable sont en bonne voie dans la région](#), et l'inégalité structurelle est au cœur du problème. Le financement du développement en Amérique latine a toujours été lié aux défis les plus difficiles à relever : une architecture financière mondiale et internationale injuste, un système commercial qui affecte négativement les pays en développement et des inégalités entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci. Au niveau national, la réforme fiscale est incomplète, la protection sociale est faible et le modèle économique extractiviste accentue les crises environnementales et le changement climatique.

Ces défis - nationaux et internationaux - touchent les femmes, et de plus en plus les femmes autochtones, les femmes rurales, les femmes d'origine africaine, les migrantes et les réfugiées, parmi d'autres femmes confrontées à des discriminations multiples. L'égalité entre les hommes et les femmes est encore marginale dans les politiques publiques et l'allocation des budgets nationaux. Selon ONU Femmes, s'il n'y a pas de changement, il faudra [encore 286 ans pour parvenir à l'égalité des sexes au niveau mondial](#). Les organisations de femmes et les défenseur·e·s des droits humains dans le domaine de l'environnement luttent pour survivre dans le contexte actuel de financement, en particulier en Amérique latine et dans les Caraïbes.

En 2022, les États de l'ALC ont adopté l'[engagement de Buenos Aires](#). Ce nouveau cadre, promu par les groupes de femmes et les organisations féministes de la région, fait désormais partie de la nouvelle

génération de politiques de réduction de la pauvreté et des inégalités en cours d'élaboration et contribuera à accélérer la réalisation de plusieurs ODD. Il appelle à "une reprise transformatrice, axée sur l'égalité de genre et sur la durabilité de la vie, et en faveur de la transition vers une société de soins" et engage les États à mettre en place "des politiques fiscales progressives [...]" visant à inverser les inégalités entre les sexes et à garantir les droits des femmes, des adolescentes et des filles, y compris le droit aux soins".

Les chaînes de valeur nationales, régionales et mondiales dans le domaine des soins constituent un domaine potentiel d'investissement public mondial. Les systèmes de soins exigent la coresponsabilité de l'État,

“
Les chaînes de valeur nationales, régionales et mondiales dans le domaine des soins constituent un domaine potentiel d'investissement public mondial.

du secteur privé, des ménages et des communautés. Les soins sont un nouveau secteur qui nécessite non seulement des investissements publics nationaux, mais aussi des investissements publics régionaux et mondiaux, conformément aux propositions de l'IPM. Le retour sur investissement dans les systèmes et les politiques de soins a été [documenté et expérimenté](#)

[dans plusieurs pays d'Amérique latine et des Caraïbes](#), et il existe depuis plus longtemps dans certains pays développés.

L'investissement public mondial est nécessaire dans les services sociaux de base ainsi que dans les piliers de la protection sociale. Les instruments existants, tels que les [règles traditionnelles de l'aide publique au développement liées aux critères du PIB par habitant](#), sont dépassés. Toutefois, ils ne doivent pas être supprimés, compte tenu des nombreuses crises humanitaires, démocratiques et de développement et des autres appels au financement.

Au moment où les soins émergent comme un nouveau pilier de la protection sociale et de l'État-providence - un nouveau secteur pour transformer la division internationale et sexuelle du travail - l'IPM peut contribuer à sa centralité, en reliant les instruments novateurs aux instruments traditionnels.



Gunnel Axelsson Nycander

Conseillère politique, ACT Church of Sweden



L'IPM pour une protection sociale universelle

La protection sociale est de plus en plus reconnue comme une stratégie clé pour gérer les crises, promouvoir le développement humain et réaliser plusieurs des ODD. La pandémie de COVID-19 a clairement montré que la [sécurité sociale ne se contente pas d'atténuer les risques au niveau individuel, mais qu'elle est également nécessaire d'un point de vue macroéconomique.](#)

Les systèmes universels de protection sociale reposent sur les mêmes principes fondamentaux de solidarité que l'investissement public mondial. Toutes et tous en bénéficient, en fonction de leurs besoins et de leur vulnérabilité, tels que la maladie, l'âge, le handicap, le chômage, etc. Toutes et tous contribuent en fonction de leurs capacités, généralement par une combinaison de contributions directes et indirectes (impôts). Toutes et tous décident, à condition qu'il y ait une gouvernance démocratique.

Les mêmes principes ont présidé à l'évolution des initiatives locales qui, dans de nombreux pays, ont progressivement construit des systèmes nationaux par le bas. Même dans les pays où la protection sociale nationale est totalement inadéquate, il existe des mutuelles de santé locales, des sociétés funéraires et d'autres institutions où les gens mettent en commun leurs ressources pour se soutenir mutuellement et faire face aux risques.

Les principes de l'IPM nous aident à distinguer la sécurité sociale universelle de "filets de sécurité" plus limités ou d'une "charité" et d'une "aide aux pauvres" simplistes. Ces approches reposent sur l'idée que les nanti·e·s soutiennent les pauvres et sont généralement assorties d'un accès aux droits faible, voire inexistant. En réalité, le soutien international à l'expansion de la protection sociale est largement dominé par les filets de sécurité, sous des noms tels

que transferts monétaires ciblés sur la pauvreté, protection sociale adaptative, etc. Ces filets tentent de cibler les bénéficiaires sur un groupe insaisissable des ["plus pauvres", mais excluent inévitablement de larges pans des groupes cibles visés.](#)

La seule façon de ne laisser personne de côté est de laisser l'assistance sociale compléter les programmes fondés sur le principe d'universalité – tels que les allocations familiales et les pensions de vieillesse pour toutes les personnes en dessous ou au-dessus d'un certain âge – dans un système basé sur le principe que tous les individus bénéficient, contribuent et décident, même si c'est à des moments et dans des situations différents de la vie.

“
Les systèmes universels de protection sociale reposent sur les mêmes principes fondamentaux de solidarité que l'IPM.

La protection sociale est une responsabilité nationale, un bien public. Peut-on encore soutenir qu'il s'agit d'une préoccupation mondiale qui devrait être financée par le biais de l'IPM ? Quel est l'intérêt de mettre en commun des ressources pour des pays qui disposent déjà

de systèmes complets de sécurité sociale ? La réponse est que les retombées indirectes de l'absence de sécurité sociale dans d'autres parties du monde sont considérables, notamment l'instabilité sociale et politique et les migrations. Les avantages d'éviter ces effets devraient être suffisamment visibles pour tous les pays.

Tout comme il est du devoir des gouvernements nationaux d'assurer la sécurité sociale et la réalisation des droits humains, il est du devoir de la communauté internationale de soutenir la "réalisation progressive" des droits économiques, sociaux et culturels, conformément aux droits humains. Aujourd'hui, une faible proportion de l'APD est allouée à la protection sociale, et des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour réclamer la [création d'un fonds mondial ou d'un autre mécanisme de financement](#) qui renforcerait le soutien international à la protection sociale et le rendrait plus coordonné et à plus long terme. Les principes de l'IPM seront utiles à l'élaboration d'un tel mécanisme.

L'impulsion donnée à l'IPM

Il est urgent de transformer la manière dont nous finançons les objectifs mondiaux. Nous avons besoin de plus d'argent public international – beaucoup plus que nous n'en avons actuellement – mais il ne s'agit pas seulement d'une question de quantité. Cet argent doit être collecté, géré et dépensé d'une nouvelle manière pour une nouvelle ère.

Tant que le pouvoir de décision ne sera pas plus représentatif, les décisions prises continueront à favoriser un petit groupe de pays au détriment d'intérêts mondiaux plus larges. Si un nombre croissant de voix appellent à juste titre à la décolonisation et à la localisation de l'aide, il ne s'agit pas seulement de transformer le débat sur l'aide au développement: l'IPM propose un nouveau paradigme de politique fiscale pour le 21^{ème} siècle.

Les pays étant soumis à d'énormes pressions budgétaires, il n'a jamais été aussi nécessaire d'obtenir rapidement des ressources publiques exemptes de dettes auprès de sources internationales, plutôt que d'en rester au statu quo consistant à demander la charité ou à s'appuyer sur des engagements volontaires ponctuels. L'investissement public mondial est la bonne approche parce qu'il répond aux défis complexes et interreliés auxquels le monde sera confronté en 2023.

Il reste encore beaucoup à faire pour affiner et commencer à mettre en œuvre l'approche fondée sur l'IPM, et le réseau croissant d'organisations travaillant sur l'IPM doit continuer à:

Affiner la proposition

Poursuivre la co-crédation du concept afin qu'il devienne, selon les termes du groupe de travail d'expert-e-s, "une proposition techniquement réalisable et politiquement attrayante".



Au cours des mois et des années à venir, l'IPM doit obtenir **l'adhésion d'un large éventail de parties prenantes**, y compris les gouvernements à tous les niveaux de revenus, les organisations multilatérales et les groupes de la société civile, ainsi que les mouvements sociaux et l'opinion publique.

Appliquer l'IPM dans la pratique

Bien qu'il s'agisse d'un programme "universel", l'IPM offre la flexibilité nécessaire pour être adapté et adopté sous différentes formes. Les pionnières et pionniers doivent prendre l'initiative d'appliquer les principes de l'IPM à des opportunités spécifiques. Il peut s'agir de gouvernements, d'organisations multilatérales ou d'autres parties de l'écosystème de la coopération internationale, y compris des organisations non gouvernementales et des groupes de réflexion.

Mobiliser le soutien

À un moment donné, les représentantes et représentants nationaux devront approuver ce nouveau cadre, après en avoir défini les paramètres et les formules spécifiques. Cela prendra quelques années, mais 2030 est une date raisonnable pour la mise en place d'un système complet d'IPM pour l'ère post-ODD.

Rechercher la complémentarité avec d'autres initiatives

Alors que l'ère du néolibéralisme touche à sa fin, nous avons besoin d'une confiance renouvelée dans l'argent public pour appuyer les objectifs publics et les droits humains, avec des dépenses publiques au niveau international qui renforcent et complètent les dépenses nationales. L'IPM devrait être lié au leadership régional, aux campagnes en cours - telles que celles sur la fiscalité, les capitaux privés non réglementés et la dette qui réapparaissent en cette ère post-COVID - et au climat (l'appel à un "new deal" vert mondial).





Lysa John

Secrétaire générale, CIVICUS

Un investissement dans la distribution de l'énergie et la prise de décision

Depuis l'adoption historique des Objectifs de développement durable en 2015, des changements rapides dans toutes les sphères de notre expérience collective – politique, économique, environnementale et technologique – ont rendu impossible la prédiction de l'avenir du développement international. Un aspect de notre avenir mondial reste cependant inchangé : la conscience que l'avenir de l'humanité et de la planète dépend directement des investissements que nous faisons pour changer la façon dont le pouvoir est partagé et exercé au sein des communautés et entre elles.

La justice climatique, par exemple, est un problème mondial qui exige une nouvelle forme de solidarité mondiale, soutenue par un nouveau type de cadre de financement public mondial. Ce cadre doit être beaucoup plus ambitieux et chercher à augmenter non seulement les volumes de financement, mais aussi la gouvernance qui l'entoure afin de garantir qu'ils sont utilisés de la manière la plus efficace possible et qu'ils parviennent à celles et ceux qui en ont le plus besoin. De meilleures structures de gouvernance peuvent être conçues pour redistribuer le pouvoir de décision et permettre à toutes les composantes de la société de s'engager de manière plus significative, offrant ainsi de plus grandes possibilités d'influencer les résultats qui répondent aux besoins de populations diverses.

Sans la possibilité de s'organiser et de faire valoir leurs droits, les communautés sont incapables de participer aux décisions qui affectent leur vie et de demander aux responsables de répondre aux besoins de toutes et tous. C'est pourquoi l'espace civique est si important. Sans une société civile dotée de tous les pouvoirs, de réseaux et de ressources, soutenue par un espace civique, il est peu probable que les besoins des populations les

plus exclues soient effectivement représentés ou considérés comme prioritaires. Une action civique concertée est nécessaire pour pousser les gouvernements à augmenter les investissements dans les domaines qui servent les intérêts des plus marginalisés, et pour pousser la communauté internationale à fournir des financements qui aident les pays du Sud sous-financés à combler des déficits financiers importants.

En mettant l'accent sur la prise de décision représentative et la conception des politiques, le système proposé d'investissement public mondial offre un moyen plus efficace et plus équitable de structurer la manière dont nous établissons les priorités en matière de besoins publics internationaux. Il fournit un cadre pour renforcer fermement le principe selon lequel chaque être humain doit avoir son mot à dire dans les décisions qui affectent sa vie, et que les gouvernements ont le devoir de répondre aux besoins de toutes et tous, sans aucune discrimination. Un tel processus permettrait aux parties prenantes de définir les problèmes, de sélectionner les solutions les plus appropriées, de convenir des détails techniques et d'obtenir un soutien politique.

Nous savons que pour être efficace, la coopération internationale doit s'appuyer sur diverses expériences, ainsi que sur les connaissances et les perspectives de toutes les parties prenantes, ce qui lui confère une légitimité. Le système d'investissement public mondial proposé exige que les parties concernées co-crée de nouvelles modalités avec toutes les actrices et acteurs concerné·e·s. Il nous met au défi de nous éloigner de la mentalité donateur-bénéficiaire et de nous orienter vers des partenariats plus horizontaux entre les parties prenantes, y compris la société civile. Tous les pays auraient un intérêt dans le système en contribuant sur la base d'une formule de partage équitable. Ils auraient leur mot à dire sur la manière dont les fonds sont dépensés et partageraient la responsabilité avec les autres afin de favoriser une croissance équitable et un développement durable.



L'investissement public mondial offre un moyen plus efficace et plus équitable de structurer la manière dont nous hiérarchisons les besoins publics internationaux.

Les attributs fondamentaux de l'investissement public mondial - disponibilité, motivation, concessionnalité, expertise, redevabilité - confèrent un rôle essentiel à la société civile aux niveaux local, national, régional et mondial. Ils offrent un modèle pour faciliter la mise en place de mécanismes de suivi dirigés par la base afin de garantir les progrès et le respect des engagements. L'investissement public mondial reconnaît que la redevabilité sociale est une condition préalable à des investissements publics plus appropriés et plus durables.

Alors que nous arrivons cette année à mi-parcours de l'échéance de l'Agenda 2030, il est reconnu que les gouvernements nationaux ne peuvent pas être les seules entités légitimes pour gouverner et déterminer les priorités mondiales en matière de développement, même lorsqu'ils sont les principaux contributeurs financiers. Un éventail beaucoup plus large de parties prenantes est essentiel pour garantir la légitimité, l'efficacité et la redevabilité des interventions de développement. L'investissement public mondial offre un cadre permettant d'emprunter une voie plus diversifiée et plus équitable pour la prise de décision au niveau mondial, conformément à la série de réformes qui ont été proposées ces dernières années pour "démanteler" la société civile et réimaginer les systèmes existants de gouvernance mondiale et de financement international.

Il s'agit d'un changement nécessaire dans la manière dont les contributions à la coopération mondiale peuvent être recadrées pour le plus grand bien des personnes et de la planète.



Michael Sheldrick

Cofondateur et responsable des politiques, de l'impact et des affaires gouvernementales, Global Citizen

L'opinion publique mondiale doit saisir l'occasion

Les moyens traditionnels de financement du développement ont permis de franchir des étapes importantes, qu'il s'agisse de réduire la mortalité infantile ou d'améliorer l'accès aux soins de santé et leur traitement. Pourtant, il est clair que nos institutions et notre financement du développement sont mal équipés pour répondre aux besoins du 21ème siècle. Les promesses ne sont pas tenues et des besoins essentiels ne sont pas financés.

J'ai récemment visité la forêt amazonienne, un écosystème dynamique où vivent 33 millions de personnes. Ces communautés fournissent un avantage public mondial vital pour nous toutes et tous - en soutenant l'Amazonie en tant que poumon de la Terre. Pourtant, leur importante gestion manque de soutien, et ces gardien·ne·s méritent plus que des promesses vides ; elles et ils ont besoin de voies tangibles pour sortir de la pauvreté.

Le clivage traditionnel entre le Nord et le Sud s'estompe. Des questions telles que les pandémies, les intempéries et les ramifications des conflits touchent tout le monde, indépendamment de la géographie. Notre monde interconnecté exige des enjeux mutuels pour sa sécurité et sa prospérité.

C'est là qu'intervient le concept d'investissement public mondial. Partout dans le monde, les dirigeant·e·s adoptent les principes qui sous-tendent cette idée, du président du Kenya, William Ruto, à la première ministre de la Barbade, Mia Mottley. Les communautés se mobilisent indépendamment de leur géographie ou de la taille de leur économie, exprimant leur désir de contribuer aux défis mondiaux tout en ayant leur mot à dire dans les décisions qui ont un impact sur nous tou·te·s. Des réformes autrefois inimaginables dans la gouvernance mondiale, longtemps réservée aux grandes puissances, sont aujourd'hui sérieusement envisagées.

La porte vers de nouvelles possibilités a été légèrement entrouverte par les événements de ces dernières années. Toutefois, cette porte ne pourra s'ouvrir complètement que si des citoyennes et des citoyens engagé·e·s élèvent la voix pour soutenir les dirigeant·e·s qui prônent le changement. La mise en place des fondations d'un groupe public aussi puissant repose sur les actions d'une avant-garde de citoyen·ne·s du monde dévoué·e·s. Selon Erica Chenoweth, politologue à Harvard, tout mouvement social impliquant environ 3,5 % de la population a le pouvoir de provoquer un changement. Il s'agit d'un objectif réalisable, à condition que ce mouvement naissant bénéficie du financement et du soutien dont il a besoin pour prendre véritablement de l'ampleur.

Nous vivons un moment historique sans précédent où les actions que nous entreprenons aujourd'hui pourraient grandement améliorer la vie de celles et ceux qui vivront dans les décennies à venir. Du Nord au Sud, et de l'Est à l'Ouest, il existe une nouvelle aspiration à une approche plus évoluée pour relever collectivement nos défis communs. Il est temps pour nous de saisir l'occasion.

“
Le changement ne sera possible que si des citoyennes et des citoyens engagé·e·s font entendre leur voix.



Stephen Chacha

Directeur – Hub Afrique, Development Initiatives (DI)



Martha Bekele

Responsable de l'exécution, de la qualité et de l'impact, Development Initiatives (DI)

Promouvoir le leadership africain dans la co-crédation de l'IPM

[Development Initiatives](#) (DI) s'engage à diffuser le concept de l'IPM en Afrique. Cela reflète notre ferme conviction de l'importance de l'inclusion significative des voix africaines dans la co-crédation d'une architecture de financement équitable qui sert les intérêts des pays africains.

Les premières conversations avec un large éventail de parties prenantes africaines ont confirmé que l'architecture financière mondiale actuelle est considérée comme dépassée et qu'elle va à l'encontre de la recherche d'alternatives inclusives, justes, équitables et innovantes par les pays africains. Elles ont également révélé les problèmes de confiance existant entre le Sud et le Nord, qui font que la personne qui porte le message est aussi importante que le message lorsqu'il s'agit de co-créditer et de s'approprier des solutions innovantes en matière de coopération au développement.

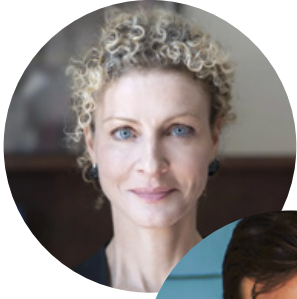
Nos partenaires, dont certaines des organisations les plus prestigieuses d'Afrique, ont organisé des [tables rondes sur le dialogue politique](#) afin de présenter le concept de l'IPM et de contextualiser l'applicabilité des principes de l'IPM dans leur pays respectif, leur sous-région et le continent en général. Les parties prenantes nationales engagées dans ces dialogues comprennent : les ministères des Finances et de la planification, les banques centrales, les services gouvernementaux responsables de la gestion des pandémies, de l'environnement et des ODD, les groupes de réflexion, les universitaires et les organisations de la société civile.

Conformément aux appels croissants à la réforme lancés par les hommes et femmes politiques, les dirigeant·e·s, les groupes de réflexion et les leaders de

la société civile africaine, ces tables rondes ont souligné la nécessité de décoloniser l'aide, de mobiliser de l'argent frais, de s'éloigner de la dépendance à l'égard des donateurs et de façonner des discours selon nos propres termes afin d'aborder la complexité de l'accès, du coût et de la prise de décision dans l'architecture financière mondiale actuelle, en particulier :

- L'actualité des principes de l'IPM "tous contribuent", "tous bénéficient" et "tous décident" pour relever les défis transfrontaliers du 21st siècle.
- La nécessité de renforcer mutuellement l'investissement public régional, en se concentrant sur les biens publics régionaux d'importance spécifique pour l'Afrique (tels que les infrastructures et le commerce intra-africain) et l'investissement public mondial, en se concentrant sur les biens publics mondiaux (tels que le changement climatique, la préparation aux pandémies, la transformation numérique).
- La complémentarité de l'IPM avec les appels à la justice existants, tels que la restructuration et l'annulation de la dette, la justice climatique et la réduction des flux financiers illicites.
- La nécessité de disposer de davantage de données, de preuves et de cas d'utilisation sur l'application des principes de l'IPM aux niveaux régional, continental et mondial.

Compte tenu de l'intérêt croissant pour l'investissement public mondial et l'investissement public régional, l'Africa Hub de DI travaillera dans le cadre de partenariats pour : interroger les systèmes actuels (échecs, succès et limites) ; cartographier les fonds existants au niveau régional et mondial pour tirer des enseignements des approches innovantes en matière de partage des coûts et des bénéfices ; et mettre en évidence l'implication significative dans la prise de décision. Les données, les preuves, les produits de la connaissance et les cas d'utilisation générés par ce projet contribueront à l'application des principes de l'IPM en Afrique et dans le monde.



Alicia Ely Yamin

Conseillère principale sur les Droits Humain et la politique de santé, Partners In Health



Joel Curtain

Directeur principal de la défense des intérêts, Partners In Health

L'initiative IPM permettrait d'assurer le respect des droits humains

Comme l'a noté Thomas Kuhn dans sa célèbre analyse de la [manière dont se produisent les révolutions dans les sciences physiques](#), lorsque le paradigme dominant qui organise notre pensée et notre action entre de plus en plus en conflit avec la réalité vécue par les gens, ce paradigme est mûr pour le changement.

La réponse mondiale à la pandémie a clairement montré que l'architecture de la coopération multilatérale - dans laquelle les pays donateurs riches fixent les priorités et distribuent l'aide - est mûre pour un tel changement. Au lieu d'encourager les transferts de technologie et le partage des connaissances en tant que biens publics mondiaux, COVAX était un [dispositif d'urgence mal conçu](#) pour mettre en commun les dons de vaccins, qui n'a même pas répondu à ses aspirations lamentablement basses pour les pays à revenu faible et intermédiaire.

Ensuite, malgré d'énormes efforts de plaidoyer, une poignée de pays puissants ont resserré leur emprise sur l'Organisation mondiale du commerce, l'incitant à rejeter toute dérogation significative en matière de propriété intellectuelle et subordonnant le bien commun aux intérêts des monopoles pharmaceutiques. Aujourd'hui, le [Fonds intermédiaire financier de la Banque mondiale pour la préparation et la réponse aux pandémies](#) semble prêt à répéter les erreurs du passé, le contrôle du fonds étant détenu par un club relativement restreint de donateurs.

Trois leçons majeures tirées de la pandémie de COVID-19 soulignent l'impératif urgent de construire des mouvements pour changer ce paradigme de coopération et faire progresser la santé et d'autres droits sociaux.

Tout d'abord, en ce qui concerne le sort des personnes, la consécration formelle des normes relatives aux droits à la santé [importe moins](#) que la culture politique et les infrastructures qui existent pour garantir dans la pratique la jouissance effective du droit à la santé et d'autres droits. La COVID-19 a attiré l'attention du monde entier sur [l'état désespérément sous-financé des systèmes de santé dans une grande partie du monde](#). Tous les autres déterminants sociaux de la santé - qui déterminent la manière dont les différentes personnes peuvent vivre leur vie pendant une pandémie ou en temps normal, de l'éducation à la [protection sociale](#) en passant par les réseaux numériques - nécessitent également un financement plus soutenu et des investissements à long terme.

Deuxièmement, les proclamations visant à accroître "l'aide et la coopération internationales" sans changer les règles du jeu sont radicalement insuffisantes pour faire une entorse à l'économie politique de la santé mondiale. L'aide internationale opposera toujours les intérêts nationaux à l'aide pour les "autres là-bas", tout en maintenant le statu quo des relations de pouvoir. Le refus des pays du G7 de réglementer de manière significative les monopoles pharmaceutiques multinationaux ou d'encourager le partage du savoir-faire et la décentralisation de la production de vaccins et de produits thérapeutiques n'est pas seulement moralement répugnant, il compromet le bien-être de la planète tout entière. En d'autres termes, la préparation et la réponse aux pandémies sont un bien commun - et une responsabilité partagée.

Troisièmement, la COVID-19 a révélé que la reconnaissance rhétorique de [l'universalité, de l'indivisibilité et de l'interdépendance](#) des droits n'est tout simplement pas suffisante pour s'attaquer aux moteurs structurels des défis interdépendants auxquels notre monde est confronté. La prévention des pandémies futures et la promotion de l'équité en matière de santé au niveau mondial sont [inextricablement liées à la sécurité alimentaire et à la justice climatique](#), qui sont

“

Il n'y a peut-être pas de plus grand impératif en matière de droits humains que d'œuvrer à la restructuration de l'économie mondiale en vue de la réalisation d'objectifs largement partagés pour le bien commun mondial.

elles-mêmes liées aux conflits et à l'inégalité des sexes. Aucun de ces défis croisés ne peut être relevé au moyen d'une aide axée sur la crise et de rituels de reconstitution des fonds ; tous nécessitent des affectations budgétaires statutaires pour un investissement public mondial et/ou régional durable à partir de sources internationales communes.

La “[pédagogie cruelle](#)” de cette pandémie a fait disparaître la [fausse inévitabilité de l'architecture économique mondiale](#), qui engendre le nihilisme et constitue l'un des plus grands obstacles au changement social. Il existe une fenêtre d'opportunité pour évoluer vers un modèle de financement basé sur l'[investissement public mondial \(IPM\)](#), qui encourage la mise en commun et les dépenses collectives pour les *biens publics mondiaux et régionaux* et les besoins communs qui transcendent les frontières.

Le concept de l'IPM est simple : tous les pays paient (en fonction de leurs capacités), tous reçoivent des avantages et tous ont leur mot à dire sur la manière dont l'argent est dépensé grâce à un modèle basé sur les circonscriptions. Conformément aux principes des droits humains, le [modèle de l'IPM](#) fait également évoluer la gouvernance des mécanismes de développement du statu quo, selon lequel le pouvoir de décision est concentré entre une poignée de pays du Nord, vers un modèle pluriel qui prend au sérieux la prise de décision démocratique, y compris un rôle institutionnalisé significatif pour la société civile.

Au cours des deux dernières années, [Partners In Health](#), ainsi que de nombreuses autres organisations, a contribué à la co-création du modèle de l'IPM, car nous pensons qu'il s'agit d'un complément essentiel aux nombreux autres efforts visant à promouvoir les conditions structurelles qui sous-tendent la santé et d'autres droits sociaux, notamment la justice fiscale, la remise de la dette, la réforme de la propriété intellectuelle et les [principes des économies fondées sur les droits](#).

Mais l'IPM ne peut pas devenir un autre outil dont les technocrates discutent et qu'ils déploient à huis clos. Nous avons besoin d'un mouvement L'IPM qui se croise avec d'autres mouvements progressistes, y compris avec les droits humains, qui visent à changer la structure de notre ordre social institutionnalisé.

Changer les paradigmes mondiaux est une tâche ardue, mais pas impossible. Le [programme de développement durable](#) a enlevé le contrôle du récit politique du progrès dans le monde au club des donateurs qui nous a imposé les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). La société civile a joué un rôle majeur dans ce changement grâce, entre autres, au processus du [Groupe de travail ouvert](#).

Aujourd'hui, pour parvenir à un monde dans lequel des pans entiers de la population ne sont pas “laissés pour compte”, et encore moins systématiquement écrasés, nous avons besoin de toute urgence d'un changement de paradigme tout aussi transformateur dans le financement du développement, un changement qui redonne à l'argent public un rôle central en tant que moteur du développement durable, par opposition à un moyen de combler les lacunes de l'échec du marché.

La promotion de l'IPM nécessitera sans aucun doute des stratégies expérimentales avant et après le financement de l'agenda de développement post-2030 - et c'est une bonne chose. L'expérimentation de modèles et l'exploration de stratégies contrastées encouragent les architectures institutionnelles ouvertes à la révision à la lumière des expériences vécues par des groupes de tous horizons, ce qui est essentiel du point de vue des droits humains.

Néanmoins, il existe toujours un risque que les pouvoirs en place bloquent le changement progressif significatif que l'IPM pourrait aider à catalyser - et un risque tout aussi important qu'ils le cooptent.

La communauté des droits humains dispose d'une expertise considérable à mettre au service d'un réseau IPM pour garantir que la conception et la mise en œuvre de l'IPM dans les budgets gouvernementaux et les financements multilatéraux sont conformes aux principes des droits humains et véritablement transformateurs. Il n'y a peut-être pas de plus grand impératif en matière de droits humains que d'œuvrer à la restructuration de l'économie mondiale “[en vue de la réalisation d'objectifs largement partagés pour le bien commun mondial](#)”.

[Une version éditée a d'abord été publiée dans Open Global Rights.](#)



Patrick Watt

Directeur général, Christian Aid

Le secteur de l'aide au développement est à bout de souffle

Le secteur de l'aide est à bout de souffle. La pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine ont montré à quel point de nombreuses personnes sont vulnérables aux chocs systémiques et à quel point, dans de nombreuses régions du monde, les États ne peuvent pas ou ne veulent pas assurer la sécurité économique de leurs citoyen-ne-s. La coopération internationale est souvent plus faible lorsqu'elle est la plus nécessaire, ce qui entraîne des échecs majeurs en matière de biens publics, comme ce fut le cas récemment lors de la mise en place du vaccin contre la COVID-19 dans les pays les plus pauvres. Les urgences humanitaires sont en augmentation, en partie à cause de la crise climatique : le système de réponse basé sur les Nations unies est sous-financé et se désagrège. Ces échecs devraient inciter à repenser fondamentalement la manière dont les ressources sont mobilisées et allouées, ainsi que la question de savoir qui fait entendre sa voix.

L'entrée du financement du développement dans le 21^{ème} siècle nécessite une nouvelle vision : l'investissement public mondial est une pièce d'un puzzle plus large de réformes économiques, sociales et politiques nécessaires pour créer un monde juste et durable. Cependant, l'expérience montre que, quels que soient ses mérites intellectuels, l'investissement public mondial a peu de chances d'obtenir la traction politique nécessaire sans un mouvement dynamique de citoyennes et citoyens actif-ve-s faisant campagne pour le changement. En effet, ce qui est proposé implique un changement de pouvoir important.

Les campagnes en faveur de l'annulation de la dette et de la justice fiscale, dans lesquelles Christian Aid

a joué un rôle central, sont autant de leçons sur l'importance pour la société civile de façonner un récit, de plaider auprès des décideurs et de mobiliser les citoyen-ne-s concerné-e-s. Toutefois, ces campagnes soulignent également la nécessité de s'attaquer aux causes sous-jacentes d'un problème. L'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) a peut-être été le point culminant de la coopération multilatérale, mais comme le montre la crise actuelle de la dette, les causes fondamentales du surendettement n'ont pas été abordées. De nombreux pays parmi les plus pauvres du monde continuent de [réduire les investissements sociaux afin d'assurer le service de dettes insoutenables](#).

“
L'IPM est une pièce d'un puzzle plus large de réformes économiques, sociales et politiques nécessaires pour créer un monde juste et durable.

De même, si la campagne en faveur d'une plus grande transparence fiscale a permis de réaliser quelques progrès modestes, elle s'est surtout traduite par une [légère augmentation des recettes fiscales dans des pays déjà riches](#). Si la [perspective d'une convention fiscale des Nations unies laisse entrevoir une approche plus équitable](#), la dynamique du pouvoir international y fait obstacle.

L'approche fondée sur l'IPM reconnaît ces dynamiques de pouvoir, mais pour qu'elle devienne une réalité, la société civile doit être agile, raconter de meilleures histoires et être plus intelligente dans ses campagnes et son plaidoyer, en construisant des coalitions de suspects inhabituels qui peuvent ouvrir des espaces d'influence et recadrer les débats. Alors qu'il devient de plus en plus évident que les objectifs de développement durable des Nations unies ne seront pas atteints et que le débat se déplace vers l'après 2030, le moment est venu pour la société civile de se faire entendre.



Paty Alemañy

Chargée de programme, Global Nation

Mouvements de la jeunesse pour l'IPM

Qui est donc représenté dans le système de coopération internationale actuel? Le système actuel néglige largement la représentation des jeunes, bien que nous constituions plus de [40 % de la population mondiale](#). Parmi ces jeunes, [89 % résident dans les pays du Sud](#). Les jeunes jouent un rôle déterminant dans la conduite de changements transformateurs vers une société plus juste, plus équitable et plus durable, et c'est nous qui serons les témoins de la réussite ou de l'échec de ce système.

En tant qu'héritiers et héritières des conséquences, nous ne pouvons pas risquer d'être exclu·e·s et devons participer activement à la construction d'un avenir meilleur. Dans le monde entier, les jeunes s'engagent activement dans l'activisme local et national. À l'échelle internationale, nos principales préoccupations, selon une enquête de Glocalities, sont les [violations des droits humains, le changement climatique et l'extrême pauvreté](#).

Les calculs d'Oxfam révèlent que la "dette" collective résultant de l'incapacité des pays du Nord à atteindre l'objectif de 0,7 % pour l'aide publique au développement (APD) au cours des cinq dernières décennies s'élève à la somme stupéfiante de 5,7 billions de dollars américains. Cette somme considérable, résultant d'une histoire d'engagements non tenus, façonne indéniablement notre approche de l'engagement.

Le rôle des finances publiques internationales est crucial pour répondre à ces préoccupations majeures. La création d'un système représentatif, structuré et à long terme est essentielle. L'engagement limité des jeunes dans le système de coopération peut s'expliquer par le fait qu'ils et elles ne se sentent pas entendu·e·s, mais une solidarité efficace repose sur des efforts collaboratifs et durables, et nécessite la mise en place d'infrastructures de co-création qui facilitent l'autonomisation et l'engagement proactif des jeunes.

Compte tenu des défis auxquels nous sommes confronté·e·s, des promesses constamment non tenues et des conséquences désastreuses que le Sud doit supporter en raison des décisions prises par le Nord, nous demandons avec insistance un engagement politique renouvelé en faveur de la coopération internationale et de la redistribution des pouvoirs. Nous insistons sur le passage fondamental d'un système basé sur la charité à un système fermement ancré dans les principes de **justice**.

Nous ne pouvons pas continuer à prendre des mesures à court terme ; nous devons investir dans des structures qui s'appuient sur des principes horizontaux et une analyse historique des relations de pouvoir. Il est temps de sortir de l'inertie des promesses non tenues et des approches superficielles qui ne reflètent pas nos véritables besoins et aspirations.

Bien que des initiatives de réforme aient été proposées lors de diverses conférences et sommets, un aspect essentiel n'a pas été abordé : la création d'une approche statutaire pour les investissements publics dans les domaines prioritaires mondiaux d'aujourd'hui. C'est cet espace que l'investissement public mondial vise à combler.

**“
En tant qu'héritiers
et héritières des
conséquences, nous
ne pouvons pas risquer
d'être exclu·e·s et devons
jouer un rôle actif dans
la construction d'un
avenir meilleur.**



Luca De Fraia

Secrétaire général adjoint, ActionAid Italie

Qui donc est véritablement responsable ?

Qui donc est véritablement responsable ? Qui dirige l'aide publique au développement et la coopération internationale au développement ? En posant ces questions, nous sommes assailli·e·s d'un doute : une réponse simple ne suffira pas, cette fois-ci.

Le premier élément de réponse serait les pays riches qui fixent les règles pour le monde entier à travers les travaux du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE à Paris, en France. Le CAD établit les directives en matière de rapports qui déterminent ce qui est considéré comme de l'aide publique au développement, directives qui ont été vivement contestées, principalement par les organisations de la société civile, au motif qu'elles brossent un tableau trop large des ressources qui parviennent réellement aux pays partenaires.

Ensuite, en ce qui concerne la qualité de la coopération au développement, nous nous tournons vers le Partenariat mondial pour une coopération efficace au développement (GPEDC), le gardien d'un programme d'efficacité redéfini lors de la réunion mondiale qui s'est tenue à Busan, en Corée, en 2011. Bien qu'il soit ancré dans le CAD, le GPEDC est un point de départ important qui rassemble tous les types d'opérateurs sous une gouvernance unique qui inclut tous les types de pays, le secteur privé et les OSC afin d'améliorer l'appropriation, la transparence et l'inclusivité de leurs partenariats.

Mais une mesure encore plus récente est en cours d'élaboration. Le soutien officiel total au développement durable vise à suivre tous les types de flux publics qui soutiennent le développement durable dans les pays bénéficiaires, ainsi que les fonds privés qu'ils mobilisent. Les différences par rapport aux approches précédentes sont une moindre attention portée à la concessionnalité et une plus grande importance accordée aux biens publics internationaux. Ce nouveau processus est géré par un

groupe de travail international ad hoc et il est prévu qu'il devienne bientôt un forum international autonome. Enfin, le département des statistiques des Nations unies mérite d'être mentionné en raison de l'approbation d'un nouvel indicateur 17.3.1 en 2022 qui inclut un bon mélange de flux, des subventions officielles aux investissements directs étrangers.

Ainsi, avec toutes ces règles et ces mesures, qui donc relie les points entre eux dans un cadre cohérent ? Toute refonte du système d'aide en faveur d'un investissement public mondial nécessite la mise en place d'une gouvernance adéquate, avec les Nations unies au centre.

“

L'investissement public mondial nécessite la mise en place d'une gouvernance adéquate, avec les Nations unies au centre.



Lena Bheeroo

Responsable de la lutte contre le racisme et de l'équité, Bond Network, Royaume-Uni

S'attaquer à l'héritage du colonialisme

Quelles sont les principales limites du système actuel de coopération internationale en matière de promotion des droits humains, d'inclusion et de lutte contre le racisme ? Comment une approche basée sur l'investissement public mondial peut-elle relever ces défis et favoriser un plus grand sens de l'égalité entre les nations ?

Il existe une incapacité collective à reconnaître la violence exercée par la traite des esclaves et la colonisation, ainsi que les dommages continus causés à la terre, aux ressources et aux personnes. Bon nombre des situations que les ONG internationales ont pour mission de résoudre sont l'héritage du colonialisme, et ce n'est pas une coïncidence si les personnes les plus touchées par nos crises mondiales sont noires et brunes. **Il est difficile de savoir comment nous pourrions un jour créer un monde plus juste si nous ne nous attaquons pas au racisme qui a créé le monde tel qu'il est aujourd'hui.**

Une approche holistique de la création d'un changement systémique implique de travailler à trois niveaux : macro, méso et micro.

Macro

Les organisations multilatérales actuelles ne servent pas les intérêts des communautés et, le plus souvent, elles entravent le changement systémique au lieu de le favoriser. Dans leur état actuel, elles entretiennent une dynamique de pouvoir qui divise les pays politiquement puissants et les pays à revenu faible et intermédiaire. La gouvernance doit être réformée, y compris le système de veto et la désignation du ou de la président·e de la Banque mondiale.

Méso

Les donateurs, y compris les gouvernements, doivent s'engager dans un mode de financement différent ; les flux de financement doivent être pluriannuels, durables et non limités. Plutôt que

de laisser les bailleurs de fonds décider de leurs priorités, fixer leurs objectifs et demander ensuite aux communautés des pays à revenu faible et intermédiaire de s'adapter, que se passerait-il si le pouvoir était réellement partagé, dans le cadre d'un processus de co-création ?

Micro

Des changements de comportement et d'attitude doivent intervenir dans l'ensemble du système de coopération internationale, y compris la reconnaissance de l'homogénéité, de celles et ceux qui détiennent le pouvoir ou qui conseillent les détenteur·rice·s du pouvoir, de celles et ceux qui ont accès à l'information, qui sont invité·e·s à prendre part aux discussions et de celles et ceux dont la porte reste fermement fermée. L'ancienneté n'est pas synonyme d'expérience. L'obligation de rendre des comptes est un processus qui permet d'instaurer la confiance.

Les défenseur·e·s de l'IPM devraient appeler à une plus grande prise de conscience et dénoncer les dynamiques de pouvoir et les pratiques d'exclusion. Les institutions doivent reconnaître leur pouvoir et s'engager de manière transparente à corriger les dynamiques historiques. Si nous voulons vraiment que les choses changent, cela aura un coût et il faudra s'attaquer à l'iniquité à tous les niveaux.

“ Les défenseur·e·s de l'IPM devraient appeler à une plus grande prise de conscience et dénoncer les dynamiques de pouvoir et les pratiques d'exclusion à tous les niveaux d'engagement. ”



Martin Drewry

Directeur, Health Poverty Action

Il est temps de changer de discours

L'investissement public mondial peut être transformateur. Il s'attaque aux trois défauts les plus fondamentaux du système d'aide au développement.

Premièrement, l'aide maintient activement les relations de pouvoir postcoloniales

Il y a des donateurs et des bénéficiaires, et les uns ont un pouvoir sur les autres. En effet, ce que l'on appelle le "soft power" (même s'il n'est souvent pas si doux que cela) est [ouvertement utilisé comme argument en faveur de l'aide internationale](#). Pourtant, en même temps, presque tout le monde parle aujourd'hui de décolonisation (à tel point que le mot risque d'être banalisé, coopté par celles et ceux qui cherchent à maintenir le statu quo). Mais la décolonisation et le système d'aide sont tout simplement incompatibles. Les gens ne choisissent pas d'être pauvres, ils y sont contraints et contraintes. En fin de compte, la pauvreté est une question de manque de pouvoir. Le système d'aide prétend qu'il est possible de s'attaquer à la pauvreté tout en maintenant les disparités de pouvoir qui en sont la cause. C'est une erreur fondamentale.

Deuxièmement, le discours sur l'aide internationale suscite l'hostilité de l'opinion publique

Au lieu de [renforcer la solidarité internationale](#), ce discours crée des divisions. Il dit aux travailleurs et travailleuses d'un pays que les travailleurs et travailleuses d'autres pays sont à leur charge. Cela conduit à la culpabilisation des victimes. Il contribue à la montée du populisme et de la xénophobie. Il crée également un climat dans lequel les gens sont réceptifs aux récits des médias sur le gaspillage de l'aide internationale. En fin de compte, le discours sur l'aide est politiquement autodestructeur. Il suscite l'hostilité du public à l'égard des fonds qu'il cherche à mobiliser. Là encore, l'IPM change la donne. Là où le discours sur l'aide divise, l'IPM crée un sentiment de solidarité, de coopération et de communauté mondiale.

Troisièmement, le discours sur l'aide est fondamentalement malhonnête

Elle donne une image erronée de la véritable relation économique entre les pays donateurs et les pays bénéficiaires. Elle entretient la croyance que les pays donateurs riches sont les bienfaiteurs des pays pauvres. Or, la vérité est tout autre. Les [flux de richesse des pays les plus pauvres vers les pays les plus riches](#) sont bien plus importants que les retours par le biais de l'aide. Ce sont en réalité les pauvres qui sont les bienfaiteurs des riches. Le discours sur l'aide dissimule cette réalité. Elle détourne l'attention des véritables causes de la pauvreté et de l'inégalité extrême - telles que les relations commerciales, l'évasion fiscale, le pouvoir sans responsabilité, la réglementation inadéquate des entreprises, les effets de la guerre contre la drogue, les conséquences injustes du changement climatique - et [appelle à des réparations](#). Le passage de l'aide au développement à l'IPM ne fait pas nécessairement la lumière sur ces questions, mais il élimine un écran de fumée.

Pour lutter véritablement contre la pauvreté, nous ne devrions pas nous concentrer sur la pauvreté elle-même, mais plutôt sur la lutte contre les inégalités - de richesse et de pouvoir, car chacune d'entre elles est un facteur déterminant de l'autre. Le système d'aide est marqué par l'inégalité, mais l'IPM peut être un élément clé de relations mondiales plus équitables - tous en bénéficient, tous y contribuent, tous décident.

“
L'IPM crée un sentiment de solidarité, de coopération et de communauté mondiale.



Nana Afadzinu

Directrice exécutive de l'Institut de la société civile de l'Afrique de l'Ouest

Rien sur nous sans nous

Ces dernières années, le concept de co-crédation s'est imposé comme un moyen de favoriser la prise de décision inclusive, l'appropriation et la responsabilité dans divers secteurs. D'abord popularisée dans le monde des affaires, la co-crédation s'étend désormais à la société civile et aux domaines gouvernementaux.

Les organisations de la société civile (OSC) jouent un rôle essentiel en demandant des comptes aux gouvernements, en facilitant l'apprentissage et la recherche et en faisant entendre la voix des citoyens et citoyennes. Elles renforcent les efforts de plaidoyer, mènent des recherches, encouragent l'appropriation et stimulent l'innovation. En tirant parti de leurs connaissances, de leur expertise et de leurs partenariats, les OSC veillent à ce que les perspectives et les ressources locales soient reconnues, ce qui conduit à un changement transformateur. Elles peuvent contribuer à la co-crédation d'une architecture de développement plus inclusive grâce à leur engagement actif dans le modèle d'investissement public mondial.

"Rien sur nous sans nous" - le "grand public" doit participer à la création de ce nouveau paradigme. Les modèles traditionnels de développement du haut vers le bas ont échoué et se sont caractérisés par des déséquilibres de pouvoir et des inégalités croissantes. La pandémie de COVID-19 l'a mis en évidence.

Le système de financement mondial n'a pas réussi à s'attaquer de manière adéquate aux inégalités et à la pauvreté en Afrique. En s'impliquant dans l'initiative de l'IPM, les OSC peuvent favoriser le plaidoyer, la recherche, l'appropriation et l'innovation, en promouvant l'équité et l'égalité dans la coopération économique et le développement.

La co-crédation dans le cadre de l'IPM a le potentiel de conduire à un changement transformateur en incorporant les connaissances, les ressources,

l'expertise et les partenariats locaux dans les processus de prise de décision, en particulier dans les régions où l'inégalité et la pauvreté persistent et où les systèmes de gouvernance étouffent les voix des citoyennes et citoyens dans les espaces de prise de décision. Le développement centré sur l'être humain deviendra alors plus qu'un simple slogan.

**“
La co-crédation
au cœur de
l'investissement
public mondial a le
potentiel de conduire
à un changement
transformateur.**



David McNair

Directeur exécutif de la campagne ONE et chercheur non résident à la Fondation Carnegie pour la paix internationale

Le contexte est propice à la mise en place de l'IPM

“Nous ne voulons rien de gratuit [...] nous paierons en fonction de notre économie et nous voulons que ces ressources soient contrôlées, pas par le FMI et la Banque mondiale, parce que le FMI et la Banque mondiale ont le dernier mot [...] Nous voulons une autre organisation basée sur l'égalité où vous avez autant votre mot à dire, parce que vous payez, tout comme nous, parce que nous payons aussi [...] Nous avons besoin d'une nouvelle architecture financière où la gouvernance, où le pouvoir n'est pas entre les mains de quelques personnes”.

Cette déclaration a été faite par le [président kenyan, William Ruto](#), lors d'un sommet organisé par le président français Emmanuel Macron, en juin 2023. Ses commentaires reflètent la frustration croissante des dirigeant·e·s des pays du Sud, qui réclament une place significative aux tables où sont prises les décisions qui affectent leurs pays.

Dans le sillage de la COVID-19 et de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, de nombreux pays du Sud se trouvent confrontés à d'importantes pressions budgétaires. Les 25 pays [les plus vulnérables au surendettement](#) abritent 1,5 milliard de personnes. Pourtant, nombre de ces pays ne sont pas représentés dans la gouvernance des institutions qui pourraient aider à résoudre ce problème et, par conséquent, aucune solution n'est trouvée.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a mis en évidence le fait que, dans un monde de concurrence entre grandes puissances, les pays du Sud sont prêts à choisir leurs partenaires. [Dix-neuf pays se sont portés candidats à l'adhésion au groupe des BRICS](#), en partie parce que les partenaires occidentaux ne

parviennent pas à présenter une offre significative.

L'impératif urgent du changement climatique a également introduit une nouvelle dynamique. Les économies avancées s'efforcent de plus en plus de transformer leurs économies par le biais d'une stratégie industrielle verte. Mais une grande partie [des minéraux essentiels à cette transition](#) se trouvent dans les pays du Sud.

Si l'on ajoute à cela le trio de leaders du Sud au sein du G20 entre 2023 et 2025 – l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud –, l'influence des voix du Sud semble de plus en plus puissante. Par conséquent, leurs demandes commencent à être entendues. La proposition d'un [siège permanent de l'Union africaine au G20](#) bénéficie désormais du soutien de la Chine, de l'Inde, des États-Unis, de l'UE, du Japon, de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni.

Une série de propositions de réforme est actuellement menée par des militant·e·s du Nord et du Sud, et peut-être mieux incarnée par l'[initiative de Bridgetown](#) menée par la Première ministre

de la Barbade, Mia Mottley. Il s'agit notamment de la réforme de la Banque mondiale par le biais d'une “[feuille de route de l'évolution](#)” demandée par le G7, de propositions de réforme de l'architecture de la dette et d'une nouvelle banque du climat.

L'intégration des principes de l'investissement public mondial dans la gouvernance des institutions mondiales commence à ressembler moins à une aspiration qu'à une réalité géopolitique. Le fait d'offrir un siège significatif à la table des décisions renforcera probablement le multilatéralisme grâce à une légitimité renouvelée et à une meilleure prise de décision.

“
L'intégration des principes de l'investissement public mondial dans la gouvernance des institutions mondiales commence à ressembler moins à une aspiration qu'à une réalité géopolitique.”

Remerciements

Ce rapport est produit par le Global Public Investment Network, en collaboration avec les organisations membres Global Nation et Development Initiatives.

Le Comité de pilotage et le Secrétariat du Global Public Investment Network souhaitent exprimer leur reconnaissance aux personnes qui ont contribué à ce rapport. Nous remercions également les équipes et les personnes exceptionnelles dont le dévouement et l'esprit de collaboration ont permis à ce rapport de voir le jour.

Nous remercions tout particulièrement Global Nation et Development Initiatives pour leur travail de partage et de diffusion des principes de l'IPM au nom du réseau. Nous remercions leur engagement visant à amplifier les voix dans la co-crédation du concept, ainsi que leur leadership dans la préparation, la production et la communication de ce rapport.

Secrétariat du Global Public Investment Network :
Wanjiru Kanyihia (Coordinatrice de GPIN), Alan Díaz (Administrateur du réseau)

L'équipe de Global Nation : Paty Alemañy,
Jonathan Glennie

L'équipe des Development Initiatives : Martha Bekele, Stephen Chacha, Anna Hope, Simon Murphy et Fionna Smyth

Graphiste du rapport : Fernanda Rigali

Web designeuse : Shakthi Jayabal

Merci à la Fondation Bill et Melinda Gates pour son soutien et son financement, qui ont rendu possible la réalisation de ce rapport. Nous remercions la Fondation Ford et le Joffe Trust pour leur soutien financier à GPIN. Nous exprimons notre gratitude à la Fondation Clinton pour son soutien généreux et pour avoir choisi GPIN comme engagement d'action en 2022.

Merci à toutes et tous les membres et sympathisant·e·s du GPIN pour leur engagement dans la

diffusion des principes de l'IPM au fil des années. Votre dévouement envers cette initiative a porté des fruits remarquables, favorisant la co-crédation d'un nouveau paradigme puissant.

Nous tenons à remercier le comité de pilotage du GPIN :

- Solange Baptiste, *Coalition internationale pour la préparation au traitement (ITPC)*
- Christoph Benn, *Institut Joep Lange*
- Stephen Chacha, *Development Initiatives*
- Milindo Chakrabarti, *Université globale O. P. Jindal*
- Harpinder Collacott, *Mercy Corps*
- Alicia Ely Yamin, *Partners in Health*
- Jonathan Glennie, *Global Nation*
- Saleemul Huq, *Centre International pour le Changement Climatique et le Développement (ICCCAD)*
- Mavis Owusu-Gyamfi, *Centre Africain pour la Transformation Économique (ACET)*
- Simon Reid-Henry, *Public Interest*
- Andrea Vignolo, *ancienne directrice exécutive de l'Agence uruguayenne de coopération internationale*

Groupe de travail d'expert·e·s sur l'IPM

Nous exprimons notre sincère gratitude aux membres du groupe de travail d'expert·e·s sur l'investissement public mondial, dont les contributions inestimables ont joué un rôle essentiel dans l'élaboration de notre processus de co-crédation :

- Pascale Allotey, *Université des Nations Unies - UNU-IIGH*
- Solange Baptiste, *Coalition Internationale pour la Préparation au Traitement*
- Christoph Benn, *Institut Joep Lange*
- Clara Bosco, *CIVICUS*
- Annabelle Burgett, *Fondation Bill et Melinda Gates*
- Milindo Chakrabarti, *Université globale O. P. Jindal*
- Harpinder Collacott, *anciennement Development Initiatives*



- Jamie Drummond, Sharing Strategies
- Alicia Ely Yamin, Partners In Health
- Paulo Esteves, BRICS Policy Centre
- Jayati Ghosh, Université du Massachusetts à Amherst
- Jonathan Glennie, Global Nation
- Nikolai Hegertun, Agence norvégienne de coopération au développement (NORAD)
- Gail Hurley, Indépendante
- Rosemary Mburu, WACI Health
- David McCoy [en remplacement de Pascale Allotey], Université des Nations unies - UNU-IIGH
- Anton Ofield-Kerr, Equal International
- Mavis Owusu-Gyamfi, Centre Africain pour la Transformation Économique (ACET)
- Mario Pezzini, indépendant
- Simon Reid-Henry, Public Interest
- Hannah Ryder, Development Reimagined
- Iris Semini, ONUSIDA
- Shu-Shu Tekle-Haimanot, Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme
- Giovanni Valensisi, CNUCED

Membres du réseau Global Public Investment
Merci à tou-te-s les membres de GPIN pour leurs précieuses contributions et leur engagement :

- Accionar.io
- Centre Africain pour la Transformation Économique (ACET)
- Act Church of Sweden
- BRICS Policy Centre
- Center for Indonesia's Strategic Development Initiatives (Cisdi)
- Cepei
- Christian Aid
- Cordaid
- Civicus
- Development Initiatives
- Development Reimagined
- Equal International
- Friends of the Global Fight Against AIDS, Tuberculosis and Malaria
- Fudecen
- German Institute of Development and Sustainability (IDOS)

- Global Citizen
- Global Fund Advocates Network
- Global Fund for Community Foundations
- Global Justice Now
- Global Nation
- Health Gap
- International Centre for Climate Change and Development (ICCCAD)
- Innovation for Development
- Institute for Innovation and Public Purpose (IIPP)
- Coalition Internationale pour la Préparation au Traitement (ITPC)
- Joep Lange Institute (JLI)
- Life Quality Improvement Association (FLIGHT)
- Overseas Development Institute (ODI)
- OP Jindal University
- Pandemic Action Network (PAN)
- Partners in Health (PIH)
- Results UK & Results US
- South Eastern Europe Regional TB and HIV Community Network (SEE RCN)
- Southern Voice
- Stopaids
- United Nations Foundation
- WACI Health
- WACSI
- Wemos

Si votre organisation souhaite devenir membre du réseau ou si vous avez des questions, n'hésitez pas à nous contacter par email à l'adresse wanjiru@globalpublicinvestment.net.

